



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 15 DÉCEMBRE 1923

QUEBEC, SATURDAY, 15TH DECEMBER, 1923

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Québec.
2. Specify the number of insertions required.

TARIF DES ANNONCES:

ADVERTISING RATES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon receipt of the account, before the second publication,

qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

5523

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

5524

On peut se procurer, au bureau de l'Imprimeur du Roi, des copies reliées de la "Gazette officielle", depuis 1873 à 1916 inclusivement.

Prix donnés sur demande, pour toute la série ou par années.

2963—22-9

Bound copies of the "Official Gazette" may be obtained from the office of the King's Printer, from 1873 to 1916 inclusively.

Price on application for the whole set or for any one year.

2964—22-9

Bills privés, Assemblée législative.

Private Bills, Legislative Assembly.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 3 décembre 1923 et présentés avant le 7 janvier 1924, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 27 décembre 1923 et reçues avant le 1er janvier 1924, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 21 janvier 1924.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 3rd December, 1923, and introduced before the 7th January, 1924; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 27th December, 1923, and received before the 1st January, 1924; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 21st January, 1924.

Québec, ce 2 novembre 1923.

Quebec, 2nd November, 1923.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

5877—46-5

5878—46-5

Nominations

Appointments

No 1761—Elec.

Nomination de un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 6 décembre 1923, de nommer M. Venand Petrin, commissaire d'écoles pour la municipalité de Wright, dans le comté d'Ottawa.

6379

No. 1761—Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 6th of December, 1923, to appoint Mr. Venand Petrin, school commissioner for the municipality of Wright, in the county of Ottawa.

6380

Lettres patentes

Letters patent

"Associated Canadian Industries, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1923, constituant en corporation : Howard Salter Ross, Eugène-Réal Angers, de Montréal, Jean-Chrysostôme Martineau, d'Outremont, avocats, pour les fins suivantes :

Encourager par tous moyens légitimes l'exportation, l'importation de marchandises de et en Canada ;

Faire le commerce général de vendre et de publier des livres, dans toutes ses branches, comme principaux et comme agents ;

Préparer et illustrer, et placer de la matière d'annonce, dans les journaux périodiques ;

Préparer et fournir des livres, des pamphlets, catalogues et autre matière imprimée dans un but d'annonce, et généralement, exercer un commerce d'annonce par l'intermédiaire de journaux périodiques, livres, pamphlets, catalogues et autres moyens semblables ;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou chacune des dépenses se rapportant à sa formation et à son organisation, et se servir de, contracter avec et pourvoir à la rémunération de courtiers, agents à commission, contracteurs d'assurances au sujet de toutes parts, obligations, débetures, capital ou autres garanties de la compagnie ;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître, directement ou indirectement, la valeur des biens ou des droits de la compagnie ;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, licences, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou accorder des licences au sujet de ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière ;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de

"Associated Canadian Industries, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1923, incorporating : Howard Salter Ross, Eugene Réal Angers, of Montreal, Jean Chrysostome Martineau, of Outremont, all lawyers, for the following purposes :

To encourage by every legitimate means the exporting and importing of goods from and to Canada ;

To carry on a general business in book selling and publishing in all its branches, both as principals and agents ;

To prepare, illustrate and place advertising matter in periodicals ;

To prepare and supply books, pamphlets, catalogues and other printed matter for advertising purposes and generally to carry on an advertising business through periodicals, books, pamphlets, catalogues and other similar means ;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses incidental to the formation and organization thereof, and to employ, contract with and provide for the remuneration of brokers, commission agents and underwriters upon any issue of shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; -and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee,

toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer ;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile ;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce ;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, routes, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, dépôts et autres travaux et convenances qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement ; les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux ;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables ;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débetures, ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions qu'une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais et dépen-

or otherwise deal with the same ;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant and stock in trade ;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated, directly or indirectly, to advance the company's interest, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof ;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets

ses nécessaires ;

Voir à ce que la compagnie soit enregistrée, reconnue dans tout état étranger, y nommer des personnes, conformément aux lois de tel état, pour représenter la compagnie et recevoir signification de toute action judiciaire au nom de la compagnie ;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie et lui aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie de dividendes, obligations, débetures, ou autres valeurs ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par telle compagnie, corporation ou par toute autre personne ou les personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires ;

Adopter telles mesures pour faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugées convenables et particulièrement par des annonces dans la presse, par des circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt ; par la publication de livres et de magazines et par l'octroi de prix, récompenses et donations ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres ;

Faire toutes choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Associated Canadian Industries, Incorporated", avec un capital total de vingt mille (\$20,000.00), piastres, divisé en deux cents (200) actions de cent (\$100.00) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant provincial,
6311 ALEXANDRE DESMEULES.

"Fourniere Gold Mines, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1923, constituant en corporation : Frederic James Powers, Florence Varney, Ella Mary Jackson, Florence Ruby Muggeridge, Hanna Grace McKeil, Marie Beatrice Macdonald, sténographes, et Ada Lewis, commis, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ic eux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des

to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Associated Canadian Industries, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6312 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Fourniere Gold Mines, Limited".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1923, incorporating : Frederic James Powers, Florence Varney, Ella Mary Jackson, Florence Ruby Muggeridge, Hanna Grace McKeil, Marie Beatrice Macdonald, stenographers, and Ada Lewis, clerk, spinsters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

Prospect and explore for mines and minerals ;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever ; and sell or otherwise dispose thereof ;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivance, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph

lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741, en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette section et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation. Le tout sans préjudice de chacun et de tous pouvoirs généraux conférés par la loi, sous le nom de

"Fournière Gold Mines, Limited", avec un capital total de six millions de piastres (\$6,000,000.00), divisé en six millions (6,000,000) d'actions de une piastre (\$1.00) chacune, qui peuvent être émises à tel escompte prévu par la loi, conformément aux stipulations de la loi des compagnies des mines de Québec, et pourvu, en sus, que les actionnaires n'encourent aucune responsabilité personnelle au-delà du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions ;

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6313 C.-J. SIMARD.

**"International Geneva Association,
Canada".**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1923, constituant en corporation sans capital-actions : Venice Scaramuzza, maître d'hôtel, Charles Muhlbauer, assistant-maître d'hôtel, Andrew Grimston, chef de garçons de café, Louis Raduron, chef de rany, Clément Meschio, propriétaire de restaurants, Ed. T. Chmelar, maître d'hôtel, Henry Burger, secrétaire, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Former une association des employés d'hôtels et de restaurants, et aider ses membres à devenir plus habiles et plus efficients dans leur commerce ou commerces ;

Sauvegarder et protéger les intérêts de ses membres ;

Créer et entretenir des bureaux publics de placements pour le bénéfice de ses membres ;

Créer et maintenir des branches et des sections dans la province de Québec ;

Eriger des maisons de club et des salles de club pour le bénéfice de ses membres ;

and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, in the manner therein prescribed ;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works ;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

Do all such acts and operations accessory to those above-mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated. The whole without prejudice to any and all general powers conferred by law, under the name of :

"Fournière Gold Mines, Limited", with a total capital stock of six million dollars (\$6,000,000.00), divided into six million (6,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each, which may be issued at such discount as may be provided by by-law in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, and further provided that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company, will be at the city and the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1923.

C. J. SIMARD,
6314 Assistant Provincial Secretary.

**"International Geneva Association,
Canada".**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1923, to incorporate as a corporation without share capital : Venice Scaramuzza, maître d'hôtel, Charles Muhlbauer, asst. maître d'hôtel, Andrew Grimston, head waiter, Louis Raduron, chef de rany, Clément Meschio, rest. proprietor, Ed. T. Chmelar, maître d'hôtel, Henry Burger, secretary, all of Montreal, for the following purposes :

To form an association of hotel and restaurant employees and to aid its members to become more skilful and efficient in their trade or trades ;

To safeguard and protect the interest of its members ;

To create and maintain free employment offices for the benefit of its members ;

To create and maintain branches and sections in the Province of Quebec ;

To erect club houses and club rooms for the benefit of its members ;

Elever le moral et la condition sociale de ses membres ;

Aider volontairement les membres malades et les membres dans la détresse ;

Etre constamment affiliés à l'organisation mère des employés d'hôtels et restaurants, connue sous le nom de "International Geneva Association" des employés d'hôtels et de restaurants, établie à Genève, en Suisse, le 21 mai 1877, dans le but d'entretenir des relations, par l'affiliation de toutes les branches de ladite organisation, dans tout l'univers, pour le bénéfice des membres qui seront forcés de voyager, ou qui désireraient vivre dans un des pays où existent des branches de cette institution, entretenant des relations réciproques avec ladite fédération de Genève, dans ses diverses branches ;

Les branches créées et maintenues sous l'autorité de cette charte, seront subordonnées à la division territoriale américaine, de l'association internationale de Genève, respectivement, son corps administratif en Amérique, corporation existant sous les lois des Etats-Unis d'Amérique, incorporée sous les lois de l'état de New-York, le 26 septembre 1914, et ses membres, en vertu de cet instrument, reconnaissent les règlements de la division territoriale américaine, en autant qu'ils ne viennent pas en conflit avec les lois du Dominion du Canada et de la province de Québec, sous le nom de "International Geneva Association, Canada".

Le montant auquel la valeur de la propriété immobilière que la compagnie peut posséder est limitée, sera de cent mille piastres.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

6315

C.-J. SIMARD.

To elevate the moral and social standing of its members ;

To voluntary aid sick members and members in distress ;

To be at all times affiliated with the mother organization of hotel and restaurant employees, known as the "International Geneva Association" of hotel and restaurant employees, established at Geneva, Switzerland, on May 21st, 1877, in order to maintain relations by affiliation with all the branches of said organization, throughout the world, for the benefit of the members who may be compelled to travel or choose to live in one of the countries where the various branches of that institution are situated, carrying on a policy of reciprocity with the said Geneva Federation in the various branches thereof ;

The branches created and maintained under this charter shall be subordinate to the American Territorial Division of the "International Geneva Association" respectively, its governing body the Administration of America, a membership corporation existing under the laws of the United States of America, incorporated under the laws of the State of New York on the twenty sixth day of September, nineteen hundred and fourteen and its members, by virtue of this instrument, recognize the by-laws of the American Territorial Division in so far as they do not conflict with the laws of the Dominion of Canada, and of the Province of Quebec, under the name of "International Geneva Association, Canada".

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess is to be limited is one hundred thousand dollars.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of November, 1923.

C. J. SIMARD,

6316

Assistant Provincial Secretary.

"L'Association Athlétique Franc-Rieur, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Pitt-Armand Rousseau, surintendant, Arthur Lauzon, jr., contremaitre, Arthur Lauzon, sr., mouleur, Arthur Prigent, agent et Alcide Beaudin, embouteilleur, tous cinq de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Encourager et promouvoir la culture physique parmi ses actionnaires et ses membres;

Etablir et exploiter des locaux pour des fins d'instruction pour l'esprit, de récréation, et de délassement pour le corps;

Admettre des membres du club moyennant souscriptions annuelles ou mensuelles;

Construire, acquérir et posséder, par voie d'achat ou autrement, des biens mobiliers et immobiliers, nécessaires à ces fins, et les payer en actions acquittées de la compagnie;

Vendre ou autrement aliéner ces biens mobiliers et immobiliers, et en acquérir d'autres à leur place;

Emprunter des deniers sur son crédit et émettre des bons, obligations, billets à ordre ou autres valeurs et les donner en garantie, ou les vendre pour les prix et sommes jugés nécessaires, pourvu que tels bons, obligations ne soient pas moindres que pour une somme de cent piastres chacune;

"L'Association Athlétique Franc-Rieur, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of November, 1923, incorporating: Pitt-Armand Rousseau, superintendant, Arthur Lauzon, jr., foreman, Arthur Lauzon, sr., moulder, Arthur Prigent, agent, and Alcide Beaudin, bottler, all five of the city and district of Montreal for the following purposes:

To encourage and promote physical culture among its shareholders and members;

To establish and operate premises for the purposes of the education of the mind and recreation and relaxation for the body;

To admit club members on the payment of yearly or monthly subscriptions;

To construct, acquire and possess, by way of purchase or otherwise, the moveable and immovable property necessary for such purposes and to pay for the same in paid up shares of the company;

To sell or otherwise dispose of such movable and immovable property and acquire other property in their place;

To borrow money upon its credits, and issue bonds, debentures, promissory notes or other securities and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed necessary, provided that each such bond and debenture be not for a less sum than one hundred dollars;

Hypothéquer les biens immeubles, ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties;

Faire tous contrats, arrangements, transactions ou conventions quelconques pour l'acquisition, par voie d'achat ou autrement, de tous droits, franchises, pouvoirs et privilèges possédés par toute corporation ou association similaire, et donner en paiement des actions acquittées de la présente compagnie;

S'unir avec toute corporation créée pour des fins similaires;

Donner des actions acquittées en paiement de services rendus à la compagnie;

Faire tous règlements nécessaires pour la régie du club et la gouverne de ses membres, relativement au paiement et à la confiscation des actions, ainsi que pour toute matière concernant l'ordre, la discipline et le bon gouvernement du club;

Obtenir et exploiter une licence de salle à manger et de club, y donner des repas et y faire la vente des vins, bières et liqueurs enivrantes, conformément aux dispositions de la loi concernant les liqueurs alcooliques de la province de Québec, et ses amendements;

Rémunérer toutes personnes et compagnies pour services rendus ou à rendre dans la souscription, l'aide à la souscription ou à la garantie de souscription, d'aucune action du capital de la compagnie, d'aucune débenture ou autres valeurs de la compagnie dans l'organisation ou à l'occasion de l'organisation de la compagnie ou dans la gestion de ses affaires;

En un mot faire tous actes de nature à atteindre les fins ci-dessus, sous le nom de "L'Association Athlétique Franc-Rieur, Incorporée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6317 C.-J. SIMARD.

"La Cie de Briques de Scott, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Alfred Cloutier, commis, Saint-Ephrem, Beauce; Joseph-Dominique Bertrand, industriel, et Louis-Philippe Turgeon, notaire, Saint-Victor, Beauce, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre comme une affaire en opération, l'entreprise et les affaires maintenant conduites par la "Cie de Briques de Scott", de la paroisse de Saint-Maxime-de-Scott, comté de Dorchester, et tout ou aucun des actifs et obligations y ayant rapport aux termes et conditions qui peuvent être convenus, et émettre en paiement, ou partie de paiement d'icelles des actions acquittées, obligations, débentures ou autres garanties de la compagnie;

Manufacturer, acheter, vendre en aucune manière du marbre, granit, pierre, béton, mosaïque, tuile, ardoise, terre cuite, mortier calciné et autre, et toute sorte de ciment, bois de construction bois et de toute autre sorte de matériaux ou fournitures de constructions, et manufacturer la brique et tous dérivés de la glaise ou du tuf et en faire le commerce;

To hypothecate the immovable property or pledge the movable property of the company or give both the above kinds of securities;

To enter into any contracts, arrangements, transactions or agreements whatsoever for the acquisition, by way of purchase or otherwise, of any rights, franchises, powers and privileges held by any similar corporation or association and to give in payment therefor paid up shares of the present company;

To amalgamate with any corporation created for similar purposes;

To give paid up shares in payment of services rendered to the company;

To make all by-laws necessary for the management of the club and the conduct of its members, respecting the payment and the confiscation of the shares as well on any matter respecting order, discipline and the proper working of the Club;

To obtain and operate a dining-room and club license, serve meals therein and sell therein wine, beer and intoxicating liquors, in accordance with the provisions of the Province of Quebec Alcoholic Liquor Act and amendments thereto;

To remunerate any persons and companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any share of the capital stock of the company or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization of the company or the conduct of its business;

Finally to do all acts conducive to the attainment of the above purposes, under the name of "L'Association Athlétique Franc-Rieur, Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November 1923.

C. J. SIMARD,
6318 Assistant Provincial Secretary.

"La Cie de Briques de Scott, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1923, incorporating: Alfred Cloutier, clerk, Saint Ephrem, Beauce; Joseph Dominique Bertrand, industrial, and Louis Philippe Turgeon, notary, Saint Victor, Beauce, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the undertaking and business now carried on by "La Cie de Briques de Scott", of the parish of Saint Maxime de Scott, county of Dorchester, and all or any of the assets and liabilities connected therewith, on such terms and conditions as may be agreed upon and to issue in payment or part payment thereof paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company;

To manufacture, buy, sell in any manner marble, granite, stone, concrete, mosaic, tiles, slate, terra-cotta, calcinized mortar and all kinds of cement, lumber, wood and any other kind of materials for building supplies and to manufacture brick and all the derivatives of clay or turf and to deal therein;

Acheter, louer ou acquérir autrement, et détenir, posséder, employer et mettre en opération les terrains, bâtisses, mines, carrières, usines, cours d'emmagasinage, entrepôts et matériaux qui peuvent être nécessaires ou utiles à la mise en opération convenable des opérations de la compagnie;

Faire, entreprendre, exécuter, effectuer des contrats pour la construction, démolition, changement, décoration, entretien, fourniture, ameublement et amélioration de toute sorte; faire des avances et entreprendre des contrats et arrangements de toutes sortes avec les constructeurs, propriétaires d'immeubles et autres, faire dans toutes leurs branches respectives les affaires de constructeurs, entrepreneurs, décorateurs, commerçants de pierre, brique, bois, quincaillerie, et autres matériaux de construction, ou requis pour icelle;

Manufacturer, acheter et acquérir autrement, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder, transférer, placer, trafiquer, et faire le commerce d'objets, d'articles et marchandises et propriété de toute classe et description, meubles et immeubles, pour les fins des affaires de la compagnie et en rapport à icelles;

Acquérir par achat, bail, concession, licence ou autrement, et maintenir, mettre en opération, améliorer et développer des pouvoirs d'eau et autres travaux, matériaux, bâtisses et machines pour la manufacture, production et convention de pouvoirs électrique, hydraulique, pneumatique ou autre pouvoir ou force, en faire le commerce autrement et en disposer, ce dans les comtés de Beauce et Dorchester;

Acquérir par achat, bail ou autrement le pouvoir électrique, pneumatique, hydraulique ou autre pouvoir ou force, en faire le commerce autrement et en disposer; pourvu cependant que la vente, distribution, transmission ou autre disposition de tel pouvoir électrique, pneumatique, hydraulique ou autre pouvoir ou force soit sujette à aucun des règlements municipaux ou locaux y ayant rapport dans les comtés de Beauce et Dorchester, seulement;

Souscrire pour conditionnellement ou inconditionnellement et assumer, émettre sur commission ou autrement, prendre, détenir, en faire le commerce et convertir les stocks, actions, obligations, débetures et garanties de toutes compagnies avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires ou faisant des affaires semblables en tout ou en partie ou auxiliaires, ou autres affaires qui peuvent être conduites pour le bénéfice des affaires de la compagnie, sa propriété ou droits;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union des intérêts, concession réciproque ou coopération avec toute personne, société ou compagnie et promouvoir et aider à promouvoir, constituer, former ou organiser des compagnies, syndicats ou sociétés pour les fins d'acquérir et entreprendre aucun des biens et obligations de cette compagnie ou en avançant directement ou indirectement les objets d'icelle;

Acquérir toute entreprise en tout ou en partie à celle de cette compagnie, ensemble avec les biens, matériel, stock, clientèle, franchises, obligations et actifs d'icelle de toute description, et les payer en argent, actions ou débetures de la compagnie ou autrement;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en

To buy, lease, or otherwise acquire and hold, possess, use and operate lands, buildings, mines, quarries, shops, storage yards, warehouses and materials which may be necessary or useful for the suitable operation of the undertakings of the company;

To make, undertake, execute and carry out contracts for the construction, pulling down, altering, decorating, maintenance, equipment, furnishing and equipment of all kinds; to make advances of money to and undertake contracts and agreements of all kinds with builders, owners of immovable and others, to carry on in all branches thereof the business of builders, contractors, decorators, dealers in stones, brick, lumber, hardware and other building materials or required therefor;

To manufacture, buy or otherwise acquire, hold, possess, hypothecate, sell, assign, transfer, invest, deal in and deal with goods, wares and merchandises and property of every class and description, movable or immovable, for the purposes of the business of the company and in connection therewith;

To acquire by purchase, lease, concession, license or otherwise and to maintain, operate, improve and develop water-powers and other works, materials, buildings and machinery for the manufacturing, producing and converting of electric, hydraulic, pneumatic or other power or force and otherwise deal therein and dispose thereof in the counties of Beauce and Dorchester;

To acquire by purchase, lease or otherwise electric, pneumatic, hydraulic or other power or force and otherwise deal therein and dispose thereof; provided however that the sale, distribution, transmission or other disposal of such electric, pneumatic, hydraulic or other power or force be subject to all municipal or local by-laws on that behalf in the counties of Beauce and Dorchester only.

To subscribe for, conditionally or unconditionally, and to underwrite, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares, bonds, debentures and securities of any company with which this company may have dealings or carrying on business in whole or in part similar or ancillary or other businesses capable of being conducted so as to benefit the company's business, property or rights;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or co-operation with any person, partnership or company and to promote and assist in promoting, constituting, forming or organizing companies, syndicates or partnerships for the purpose of acquiring or taking over any of the property and liabilities of this company or directly or indirectly furthering the objects thereof;

To acquire any undertaking in whole or in part similar to that of this company, together with the property, plant, stock, good-will, franchises, liabilities and assets thereof of any description and to pay for the same in cash, shares or debentures of the company or otherwise;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in

partie semblables à ceux de cette compagnie ou en disposer;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, en disposer, mettre à profit ou faire le commerce autrement de toute ou aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Acquérir, maintenir, construire et mettre en opération sur les terres de la compagnie ou sur les terres contrôlées par la compagnie, des voies d'évitement, tramways et autres moyens de transport;

Émettre, répartir des actions acquittées ou en partie acquittées de la compagnie incorporée par les présentes, selon qu'il peut être nécessaire, payer en entier ou en partie pour propriété mobilière ou immobilière, matériel roulant ou matériaux de toutes sortes, ou pour toutes affaires, franchises, entreprises, droits, stocks, obligations ou débetures que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes;

Acquérir par achat, concessions, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, mettre en opération, maintenir et conduire des manufactures, boutiques, magasins, dépôts, ateliers pour machines, bâtisses pour engins et autres constructions et érections nécessaires pour ses affaires ou toutes autres propriétés mobilières et immobilières nécessaires et utiles pour la mise en opération d'aucun des objets de la compagnie et les louer, vendre et en disposer;

Acheter, ériger, construire ou autrement acquérir, posséder, affréter, maintenir, mettre en opération, conduire, naviguer, et employer des bateaux à vapeur et autres, des barges, bacs et vaisseaux pour les fins de ses affaires ou autrement, et acheter ou acquérir autrement des actions dans aucun vaisseau;

Distribuer parmi les actionnaires, en espèces au moyen de dividendes ou primes ou en aucune autre manière jugée à propos, aucun des biens de la compagnie ou produit de la vente ou disposition d'aucun des biens de la compagnie;

Emprunter et prélever ou garantir le paiement d'argent que la compagnie jugera à propos, et en particulier par l'émission de débetures ou stock de débetures, perpétuel ou autrement chargés sur tous ou aucun des biens de la compagnie (tous deux présents ou futurs); y compris son capital non versé et acquérir, racheter ou payer toutes telles garanties;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats, débetures et autres instruments négociables et transférables;

Faire aucune des susdites affaires, exécuter tous les actes et objets susdits soit comme patrons ou agents ou par ou l'intermédiaire de fidéicommissaires, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec autre ou autres;

Faire toutes choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdites affaires;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes des autres paragraphes ou par rapport à ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "La Cie de Briques de Scott, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Maxime-de-Scott, Comté Dorchester.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

6319

C.-J. SIMARD.

part similar to those of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any of the property and rights of the company;

To acquire, maintain, construct and operate on the lands of the company or lands controlled by the company, railway-sidings, tramways and other means of transportation.

To issue and allot paid up shares or partly paid up shares of the company hereby incorporated, as may be necessary, in full or part payment for any movable or immovable property, rolling stock or materials of every kind or for any business, franchises, undertakings, rights, stocks, bonds or debentures that the company may lawfully acquire by virtue hereof;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title and to construct, erect, operate, maintain and manage factories, shops, stores, depots, machine-shops, engine-houses and other constructions and erections necessary for its business or any other movable or immovable property necessary and suitable for the carrying on of any of the objects of the company and to lease, sell and dispose of the same;

To buy, erect, construct or otherwise acquire, own, charter, maintain, operate, manage, navigate, and utilize steam or other vessels, barges, scows and boats for the purposes of its business or otherwise and to buy or otherwise acquire shares in any vessels;

To distribute among the shareholders, in kind, by way of dividends or premiums or in other manner deemed proper, any of the property of the company or the products of the sale or alienation of any of the property of the company;

To borrow or raise or guarantee the payment of moneys that the company may think proper, and in particular by the issue of debentures or debenture stock, perpetual or otherwise, secured on all or any of the property of the company (both present or future) including its unpaid capital and to acquire, redeem or pay any such securities;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, and other negotiable and transferable instruments;

To do any of the above things, execute all acts and objects aforesaid either as principals or agents or by or through trustees, agents or otherwise or either alone or in conjunction with others;

To do such things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The powers specified in any of the above paragraphs shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or by reference to or inference from the name of the company, under the name of "La Cie de Briques de Scott, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars, (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Maxime de Scott, County Dorchester.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

6320

"Province de Québec Safety League".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1923, constituant en corporation, sans capital-actions: Zéphirin Hébert, Paul-Ernest Joubert, Robert Starke, des cité et district de Montréal, Edouard George Tanguay, des cité et district de Québec, tous marchands, pour les fins suivantes:

Protéger et sauvegarder le public, spécialement les enfants, des dangers des automobiles, voitures de chemins de fer, chars urbains et de toutes sortes de véhicules, sur les chemins publics de la province;

Faire l'éducation du public par les écoles, les églises, la littérature et par tous les moyens de publicité, sur les choses se rapportant à la sûreté publique;

Réduire à son minimum les blessures, les accidents mortels, des employés de magasins, de manufactures, ateliers et de tous les départements de l'activité industrielle et mercantile, en faisant pénétrer dans l'esprit des employeurs et des employés, la pleine signification de "Sûreté d'abord" et l'importance de "Arrêtez, regardez, écoutez!";

En autant que la Ligue en a le pouvoir, coopérer pour empêcher la destruction inutile de la vie et la propriété par le feu;

Préconiser et assurer des remèdes et toute la prévention possibles, et aider à la passation et à la mise en force des ordonnances requises pour mettre à exécution les choses susdites;

Encourager et diriger la formation de branches de sûreté locale à travers la province de Québec et coopérer et se joindre avec toutes autres organisations semblables, sous le nom de "Province of Quebec Safety League".

Le montant auquel est limité le revenu annuel provenant de la propriété immobilière que la compagnie pourra posséder est de quinze mille piastres (\$15,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

6321

C.-J. SIMARD.

"Ranger, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1923, constituant en corporation: J.-Réné Ranger, courtier d'assurance, J.-Edmond Ranger, médecin, et Albertine Tremblay, sténo-dactylographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir ou entreprendre, comme un commerce en opération, les biens, clientèle, passif et commerce généralement exercés et jusqu'ici exercés par MM. Antoine-Rodolphe Ranger, François-Oscar Ranger et Hector Ranger, sous la raison de "O.-B. Ranger, Enregistré", comme marchands de meubles dans la cité de Montréal, et payer le tout par l'émission d'actions du capital de la nouvelle compagnie "Ranger, Limitée" ou partie par argent et partie par l'émission de telles actions;

Exercer en général et dans toutes ses spécialités le commerce de meubles meublants, articles

"Province of Quebec Safety League".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of November, 1923, to incorporate as a corporation without share capital: Zéphirin Hébert, Paul Ernest Joubert, Robert Starke, of the city and district of Montreal, Edouard George Tanguay, of the city and district of Quebec, all merchants, for the following purposes:

To protect and safeguard the public, especially children, from the dangers of automobiles, railroads, street railways and all forms of vehicular traffic on the public highways in this Province;

To educate the public through schools, churches, literature and all channels of publicity, upon matters pertinent to public safety;

To minimize the injuring and killing of persons employed in stores, factories, workshops and all departments of industrial and mercantile activity, by instilling into the minds of employer and employee the full meaning of "Safety First" and the rule "Stop-Look-Listen!";

To co-operate so far as lies in the power of the League in preventing the useless destruction of life and property by fire;

To advocate and secure possible remedies and preventatives, and to assist in the enactment and enforcement of ordinances requisite to carry out the foregoing;

To encourage and direct the formation of local safety branches throughout the Province of Quebec, and to co-operate and join with other or similar organizations, under the name of "Province of Quebec Safety League".

The amount to which is limited the annual revenue from the immovable property which the company may possess, is \$15,000.00.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of November, 1923.

C. J. SIMARD,

6322

Assistant Provincial Secretary.

"Ranger, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1923, incorporating: J. René Ranger, insurance broker, J. Edmond Ranger, doctor of medicine, Albertine Tremblay, stenographer and typist, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and undertake as a going concern the property, goodwill, liabilities and business generally carried on and up to now carried on by Messrs. Antoine Rodolphe Ranger, François Oscar Ranger and Hector Ranger, under the firm name of "O. B. Ranger, Registered", as furniture merchants in the city of Montreal, and to pay for the whole of the above by the issue of shares of the capital stock of the new company Ranger, Limitée or partly in cash and partly by the issue of such shares;

To carry generally and in all branches thereof the dealing in furniture, household goods and ac-

de ménage et accessoires de tous genres, comprenant l'ameublement de maisons privées, l'ameublement de maisons de commerce, l'ameublement de bureaux d'affaires, l'ameublement d'industries et d'usines, en donnant, dans tous les cas, au mot ameublement, le sens le plus large, s'étendant à toutes les garnitures de maisons, telles que tapis, carpettes, prélaris, tentures, garnitures électriques, appliques électriques, lampes électriques, balayeuses électriques, laveuses électriques et tous accessoires s'y rapportant;

Acquérir par achat, bail ou autrement, tels terrains, bâtisses ou autres propriétés ou matériels et installer et exploiter telles industries, boutiques, bâtisses, usines, machines ou autres installations avantageuses ou nécessaires pour le bon exercice du commerce de la compagnie, et les vendre, échanger, louer ou remplacer, ou en disposer autrement;

Acquérir toute autre industrie manufacturière ou autre, ou tout commerce qui paraîtra à la compagnie susceptible d'être convenablement exploité en rapport avec son commerce ou censé directement ou indirectement accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, louer ou d'aucune manière acquérir toutes patentes, brevets d'invention, perfectionnements et procédés sous enregistrement, permis, concessions, marques de commerce, noms de commerce et dessins de commerce, et choses de même nature ou tout autre intérêt en ceux ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention, qui sembleraient à la compagnie susceptibles d'être trafiqués, ou qui pourraient être utilisés pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition pourrait être considérée de nature à profiter à la compagnie directement ou indirectement, et utiliser et exercer, développer, vendre, louer, ou accorder des permis pour leur usage ou en disposer autrement, ou faire valoir autrement toutes telles patentes, brevets d'invention, perfectionnements et procédés sous enregistrement, permis, concessions, marques de commerce, noms de commerce et dessins de commerce, et choses de même nature ou tout intérêt en ceux, ou tout secret ou autre renseignement susdits;

Acheter ou acquérir autrement la totalité ou aucune partie des biens, commerce et propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et passif de toute personne, société commerciale ou corporation exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce semblable, ou en possession de biens convenables pour les fins de tel commerce;

Se fusionner avec toute autre compagnie, et acquérir et entreprendre la totalité et aucune partie des biens, commerce, privilèges, contrats, droits et passif de toute personne, compagnie ou société commerciale ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, ou disposer autrement de l'entreprise et biens de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de toutes patentes, brevets d'invention, ou d'aucuns biens meubles ou immeubles, droits ou choses acquis par la compagnie ou pour elle ou pour services rendus à la compagnie;

Accessories of every kind including the furnishing of private houses, the furnishing of commercial houses, the furnishing of business offices, the furnishing of industrial plants and works the word furnishing to be in every case construed in its widest sense and to include all house furnishings, such as carpets rugs, oilcloths, wall papers, electric fixtures, electroliers, electric lamps, electric sweepers, electric washing machines and all accessories connected therewith;

To acquire by purchase, lease or otherwise all such lands, buildings or other property or materials and to install and operate such industries, shops, buildings, works, machines or other installations beneficial or necessary for the proper carrying on of the business of the company, and to sell, exchange, lease or replace or otherwise dispose of the same;

To acquire any other business, whether manufacturing or otherwise, or any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or directly or indirectly calculated to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade-marks, trade-names, industrial designs and the like or any interest therein or any secret or other information as to any invention which may seem to the company capable of being dealt in or capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to use and exercise, develop, sell, lease or grant licenses in respect of or otherwise dispose of or turn to account any such patents, *brevets d'invention*, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade-marks, trade-names and industrial designs and the like or any interests therein or any secret or other information as aforesaid;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the assets, business and property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, commercial partnership or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on or any similar business, or possessed of property suitable for the purposes of such business;

To amalgamate with any other company and to acquire and undertake the whole or any part of the property, business, privileges, contracts, rights and liabilities of any person, company or firm having objects in whole or in part similar to those of this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking or property of the company or any part thereof for such consideration as that company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any patents, *brevets d'invention* or of any movable or immovable property, rights or things acquired by the or for the company or for services rendered to the company;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Acheter des hypothèques, créances, balances de prix de ventes, billets promissoires ou autres valeurs quelconques, et en disposer et payer pour telles acquisitions, soit en argent comptant, soit en parts acquittées ou obligations de la compagnie;

Emprunter de l'argent et donner pour garantie de ces emprunts des hypothèques sur les propriétés possédées par la compagnie, émettre des bons ou débetures garanties sur les propriétés de la compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou garanties dans toutes compagnies dont la compagnie peut avoir le droit de disposer;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe à n'être en aucune façon limités ou restreints par les termes d'aucun autre paragraphe;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et tous commerces se rapportant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Ranger, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1923.

C.-J. SIMARD,

6323 Le sous-secrétaire de la province.

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To purchase and dispose of hypothecs, claims, balances of selling price, promissory notes or any other securities and to pay for such acquisition either in cash or in paid up shares or bonds of the company;

To borrow money and give as the security for such loans, hypothecs on the property owned by the company, issue bonds or debentures secured on the property of the company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in any companies which this company may have power to dispose of;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by the terms of any other paragraph;

To do all such acts, exercise all the powers and carrying on any business incidental to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Ranger, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1923.

C. J. SIMARD,

6324 Assistant Provincial Secretary.

"Raymond Cement Products, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Charles Raymond, manufacturier, Demoiselle Eva Gagnon, secrétaire, de la ville d'Outremont, Georges-Henri Gagnon, comptable, de la ville de Montréal, dans les buts suivants:

(a) De faire le commerce en général de matériaux de construction;

(b) De prendre et exécuter seul, ou avec associés, toutes sortes de contrats pour la construction de maisons, usines, chemins de fer, ponts, routes, égouts, service d'eau, d'huile et de gaz, pouvoir générateur électrique ou à vapeur, plomberie, chauffage, menuiserie, peintures et enduits;

(c) De manufacturer, toute ou en partie, un ou chacun des matériaux entrant dans la construction ou l'exploitation des contrats précités;

(d) D'acheter et exploiter seul ou avec d'autres associés, des mines, carrières, sablières, usines et outillages pour la production des matériaux utilisés dans les contrats décrits à la clause b et toute autre entreprise s'y rapportant;

(e) D'acheter et exploiter toute sorte de propriété et immeuble, construire seul ou avec d'autres associés des maisons d'habitation et de rapport, payer ces achats et frais de construction en argent et actions libérées de la compagnie. Emprunter sur ces immeubles et donner les hypothèques nécessaires à ces emprunts et transporter en garantie collatérale des actions libérées de la compagnie pour garantir ces hypothèques;

(f) D'acheter toute ou en partie des exploitations semblables à celles de cette compagnie et de payer ces achats en argent ou en actions;

"Raymond Cement Products, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of November, 1923, incorporating: Charles Raymond, manufacturer, Miss Eva Gagnon, secretary, of the city of Outremont, Georges Henri Gagnon, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

(a) To generally deal in building materials;

(b) To take and execute, alone or in partnership with others, all kinds of contracts for the constructions of houses, plants, railways, bridges, roads, sewers, water, oil and gas services, electric or steam power plants, plumbing, heating, joinery, paints and inside finishing work;

(c) To manufacture in whole or in part one or any of the materials entering into construction or exploitation of the above contracts;

(d) To buy and operate, alone or with other partners, mines, quarries, sand-pits, works and plants for the production of the materials utilized in the contracts described in clause b in any other undertaking connected therewith;

(e) To buy and exploit all kinds of property and immovables, build alone or with other partners dwelling and apartment-houses, to pay such purchases and building costs in cash and paid up shares of the company. To borrow upon such immovables and give the necessary hypothecs for such loans and to transfer as collateral security paid up shares of the company to guarantee such hypothecs;

(f) To buy in whole or in part similar undertakings to those of this company and to pay for such purchases in cash or in shares;

(g) De vendre, louer, transporter ou donner, toute ou en partie, une ou aucune des exploitations, contrats, propriétés, immeubles acquis à juste titre par la compagnie et d'accepter en paiement pour ces ventes, locations ou transports, des débetures et actions de compagnies duement incorporées;

(h) De payer en argent ou en actions libérées toutes personnes qui auront rendu ou rendront des services à la compagnie dans le placement de ses actions ou débetures, ou dans la formation de la compagnie et dans la conduite de ses affaires;

Et généralement faire toute autre chose survenant, qui peut servir à atteindre les besoins et le but susdits ou aucun d'eux, sous le nom de "Raymond Cement Products, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6325 C.-J. SIMARD.

"The Harricana Gold Mines, Limited".

(Pas de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des Compagnies Minières de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1923, constituant en corporation: A.-J.-T. Wendt-Wridt, explorateur de mines, de Amos, comté de l'Abitibi, J.-H. Paré, conseil du Roi, et Barthe Boulay, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations minières, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilè-

(g) To sell, lease, transfer or give in whole or in part one or any of the undertakings, contracts, properties, immovable acquired under legal title by the company and to accept in payment for such sales, leases, transfers, debentures and shares of the companies duly incorporated;

(h) To pay in cash or in paid up shares any persons for services rendered or to be rendered by them to the company in the placing of its shares or debentures or in formation of the company and in the conduct of its business;

And generally to do all such other things as are or may be conducive to the attainment of the above requirements and purposes or any of them, under the name of "Raymond Cement Products, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1923.

C. J. SIMARD,
6326 Assistant Provincial Secretary.

"The Harricana Gold Mines, Limited".

(No personal liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of November, 1923, incorporating, A. J. T. Wendt-Wridt, mining prospector, of Amos, of the county of Abitibi, J. H. Paré, King's Counsel, and Barthe Boulay, stenographer, spinster, both of the city of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rock and stones may, for the purpose of extracting any minerals, whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, pri-

ges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "The Harricana Gold Mines, Limited". (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de piastres (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6327 C.-J. SIMARD.

"Wellington Hotel Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Omer Genest, Albert-Eucher Caron, Ludger-Oscar Genest, Emile Dufresne, gentilshommes, Hector-Ernest Bureau, comptable, tous des cité et district de Hull, dans les buts suivants:

Faire, dans toutes les branches s'y rapportant, le commerce de gardiens d'hôtels, restaurants, tavernes, conformément aux stipulations de la Loi des Licences de Québec, et tout autre commerce qui pourrait être conduit incidemment ou conjointement avec celui-ci, à savoir: le cirage de chaussures, boutiques de barbier, salle de billards et de pool, comptoir à journaux, dépôts de tabac;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, firme ou compagnie, comme une industrie active ou autrement, tout fonds de commerce de tout restaurant, hôtel ou taverne, et exercer tel commerce avec ou sans les terrains et édifices utilisés dans ou destinés à son exploitation, et les payer en argent ou en obligations ou actions libérées de la compagnie;

Prendre et autrement acquérir et posséder, soit par bail ou tout autre titre légal, tout immeuble qui pourrait sembler nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie a été incorporée, et payer telles acquisitions ou possessions en argent ou en parts acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toute ou toute partie de sa propriété, mobilière et immobilière, ou autrement en disposer, hypothéquer et grever ses immeubles, et emprunter de l'argent sur ces garanties;

Construire, maintenir et exploiter, sur les terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants, tavernes et autres édifices qui pourraient paraître nécessaires à la conduite des présentes entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transférer des actions, débetures et autres sûretés de toute autre compagnie ou corporation exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et toute autre affaire susceptible d'être conduite de manière à favoriser la compagnie;

privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such acts and operations accessory to those above-mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The Harricana Gold Mines, Limited" (No personal liability), with a total capital stock of three million dollars. (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of November, 1923.

C. J. SIMARD,
6328 Assistant Provincial Secretary.

"Wellington Hotel Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of November, 1923, incorporating: Omer Genest, Albert Eucher Caron, Ludger Oscar Genest, Emile Dufresne, gentlemen, Hector Ernest Bureau, accountant, all of the city and district of Hull, for the following purposes:

To carry on in all branches thereof the business of keepers of hotels, restaurants, taverns, in accordance with the provisions of the Quebec License Law, or any of the business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber-shops, billiard and pool rooms, news-stands, and tobacco stores;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any person, firm or company, as a going concern or otherwise, any stock in trade of any restaurant, hotel or tavern, and to carry on such business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To take and otherwise acquire and possess, either by lease or in any other legal title, any immovable which may seem necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in paid-up shares of the company;

To sell, exchange, lease all or part of its movable and immovable property or otherwise dispose of the same, to hypothecate and mortgage its immovables and to borrow money upon such securities;

To construct, maintain and operate upon the lands acquired or held by the company, hotels, restaurants, taverns or other buildings which may seem necessary for the carrying on of the present undertaking;

To buy, acquire, possess, sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporations carrying on any business that the company is authorized to carry on and any other business capable of being conducted so as to benefit the company;

Détenir, acheter ou autrement acquérir, vendre, transférer, céder, garantir ou autrement disposer de parts du capital-actions, obligations, débetures ou autres preuves de dettes créées par toute autre compagnie, sujettes aux stipulations de la section 5985 de la dite loi, et, comme détenteurs de celles-ci, exercer tous les droits et privilèges de propriétaire, comprenant le droit de voter sur icelles;

Vendre, transférer ou aliéner la totalité ou toute partie du commerce ou entreprise de la compagnie à toute personne, société ou corporation, et accepter comme considération pour toute telle vente, transfert ou dispositions, toutes actions, débetures-actions, obligations ou sûretés de, ou possédés par telle corporation;

Distribuer aux membres de la compagnie, en espèces ou autrement, tout actif de la compagnie, et, en particulier, les actions, obligations, débetures et autres sûretés d'autres corporations, détenues par cette compagnie, et toute autre partie des biens de cette compagnie, ou toute autre partie de Wellington Hotel Company, sous le nom de "Wellington Hotel Company", avec un capital total de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hull, dans le district de Hull, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6329 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie de Confection Frontenac, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1920, constituant en corporation: Joseph-Achillas Dallaire, marchand, Armand Brousseau, commerçant, Evariste Bilodeau, menuisier, Magloire Dallaire, menuisier, Joseph Blais, commerçant, et Paul Gilbert, cultivateur, tous de la paroisse de Saint-Evariste-de-Forsyth, dans les buts suivants:

La confection de tous objets en tissus quelconques ainsi qu'en cuir; la production et la vente d'électricité, dans les limites du district de Beauce; l'achat et la vente de biens meubles et immeubles; l'exploitation d'aqueduc, du mica; la construction et l'exploitation d'abattoirs; le commerce en général, sous le nom de "La Compagnie de Confection Frontenac, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Evariste-de-Forsyth, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
6393 C.-J. SIMARD.

Lettres Patentes supplémentaires

"J.-H. Paquet (Machineries) Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et suivants, il a été accordé par le lieu-

To hold, buy or otherwise acquire, sell, transfer, assign, pledge or otherwise dispose of shares of the capital stock, bonds, debentures or other evidences of indebtedness created by any other company, subject to the provisions of section 5985 of the said Act, and, as holders thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership attached thereto, including the right to vote thereon;

To sell, transfer or dispose of the whole or part of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation and to accept, as the consideration for any such sale, transfer or alienation, any shares, debenture-stock, bonds or securities of or owned by any such corporation;

To distribute among the members of the company, in kind or otherwise, any assets of the company and in particular the shares, bonds, debentures or other securities of any other corporation held by this company and in any other part of the property of this company, or any other part of Wellington Hotel Company, under the name of "Wellington Hotel Company", with a total capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Hull, in the district of Hull, P. Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1923.

C. J. SIMARD,
6330 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Confection Frontenac, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1920, incorporating: Joseph Achillas Dallaire, merchant, Armand Brousseau, trader, Evariste Bilodeau, joiner, Magloire Dallaire, joiner, Joseph Blais, trader, and Paul Gilbert, farmer, all of the parish of Saint Evariste de Forsyth, for the following purposes:

The manufacturing of any textile and leather goods; the production and sale of electricity within the limits of the district of Beauce; the purchase and sale of movable and immovable property; the exploitation of waterworks, mica; the construction and exploitation of slaughterhouses; the carrying on of a general business, under the name of "La Compagnie de Confection Frontenac, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Evariste de Forsyth, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1920.

C. J. SIMARD,
6394 Assistant Provincial Secretary.

Supplementary Letters Patent

"J. H. Paquet (Machineries) Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following, supplementary letters patent have

tenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatrième jour de novembre 1923, changeant le nom de "Les Usines Richelieu, Limitée—The Richelieu Works, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour de juin 1920, sous le nom de "Les Usines Richelieu, Limitée—The Richelieu Works, Limited", en celui de "J.-H. Paquet (Machineries), Limitée", dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, manufacturer, fabriquer tous genres d'objets, d'articles, de marchandises et de produits que ce soit, en se servant de toutes matières premières que ce soit; exercer en général l'industrie d'entrepreneur et de constructeur, pour tous genres d'entreprises et de construction que ce soit, en se servant de quelques matériaux que ce soit; manufacturer l'acier, le fer en barres, en gueuses, en feuilles et forgé, et en faire le commerce; exercer l'industrie, le commerce ou les affaires de maître-forgeron, de manufacturier d'acier, convertisseur d'acier, propriétaire de charbonnerie et de mines de charbon de terre, manufacturier de coke, de mineur, de raffineur, d'ingénieur et de fondeur de fer dans toutes ses branches;

Prospecter, rechercher, découvrir, posséder des mines de quelque nature et de quelque élément que ce soit;

Travailler, raffiner, commercer, acheter et vendre en rapport avec les dites affaires minières et, en général, exercer l'industrie minière dans toutes ses branches, sous tous ses aspects et de quelque manière que ce soit;

S'occuper de l'industrie, de l'exploitation et du commerce de produits chimiques, des engrais, de la distillerie, de teinturerie, manufacturier de gaz, métallurgiste, ingénieur mécanicien;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, altérer et louer les machineries, les instruments, stock roulant et quincaillerie de quelque nature que ce soit;

Entreprendre et exécuter tout contrat, pour tous travaux et entreprises comprenant l'emploi et l'usage de toute machinerie et s'occuper de toutes choses, accessoires ou autres travaux compris dans tel contrat;

Exercer l'industrie et le commerce de restaurateur, maître de pension, hôtelier pour les fins de la compagnie;

Acheter, vendre, préparer pour le marché et faire le commerce de charbon, bois, bestiaux, viandes et autres marchandises ou produits et, pour les fins ci-dessus, faire les affaires de marchand, de voiturier par terre et par eau, d'armateur, entrepositaire, propriétaire et gardien de quais, propriétaire de barge, gabarier, sauveteur, agent d'affaires, de marchand de glace et de propriétaire d'entrepôt, magasin ou réfrigérateur;

Exercer toute autre affaire ou entreprise, soit manufacturière ou autre, que la compagnie jugera convenable d'exercer en rapport avec ce que ci-dessus mentionné ou qui semblera devoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou rendre plus profitable les propriétés, droits ou affaires de la compagnie;

Acquérir, acheter, exploiter et conduire, en tout ou en partie, les affaires, actifs, propriétés, entreprises, passif de toute personne, syndicat, compagnie, corporation s'occupant de toute affaire quelconque dont la compagnie est autorisée à s'occuper ou de toute affaire similaire, en tout ou en partie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir et disposer, de quelque manière que ce soit, les bre-

ven issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty fourth day of November, 1923, changing the name of "Les Usines Richelieu, Limitée—The Richelieu Works, Limited", incorporated by letters patent dated the eleventh day of June, 1920, under the name of "Les Usines Richelieu, Limitée—The Richelieu Works, Limited" to that of "J. H. Paquet (Machineries), Limitée", for the following purposes:

To purchase, sell, import, manufacture, make all kinds of objects, articles, merchandise and products whatever, by making use of any raw materials whatever; to carry on generally the business of contractor and builder for any kind of undertakings and buildings whatever, by making use of any materials whatsoever; to manufacture steel, iron bars, pig-iron, sheet and wrought iron and deal in same; to carry on the business, industry or trade of master-blacksmiths, steel manufacturers, steel converters, proprietors of coal-guards and coal mines, of earth, manufacturers of coke, miners, smelters, engineers and iron foundrymen in all its branches;

To prospect, search and explore for, own mines of any nature and of any element whatever;

To work, refine, deal in, purchase and sell in connection with the said mining business, and generally carry on the mining industry in all its branches, under all its aspects and in any manner whatever;

To exercise the industry, operation and business of chemical products, fertilizers, distilling, dyeing, gas manufacturer, metallurgist, mechanical engineer;

To purchase, sell, manufacture, repair, convert, alter and lease the machinery, instruments, assets, rolling stock and hardware of any nature whatever;

To undertake and execute any contract for any works and undertakings including the employment and use of any machinery, and look after any thing, accessories or other works included in such contract;

To carry on the industry and business of restaurant, boarding house, and hotel keepers for the purposes of the company;

To purchase, sell, prepare for market and deal in coal, wood, cattle, meat and other merchandise or products and, for the hereinabove purposes, carry on business as merchants, carriers by land and water, stevedores, warehousemen, wharfingers, proprietors of barges, lightermen, salvagemen, business agents, icemen, bonders, storemen or refrigerator owners;

To carry on any other business or undertaking, either manufacturing or otherwise, that the company may deem fit to carry on in connection with what is hereinabove mentioned or that may appear to directly or indirectly increase the value of or render more profitable the property, rights or business of the company;

To acquire, purchase, operate and conduct, in whole or in part, the business, assets, property, undertakings, liabilities of any person, syndicate, company, corporation engaged in any business whatever that the company is authorized to engage in or in any similar business, in whole or in part;

To apply for, purchase or otherwise acquire and dispose of in any manner whatever any

vets, licences, concessions et privilèges conférant un droit exclusif, limité ou non, à l'usage de tout secret ou autre connaissance, renseignement ou information relatifs à toute invention quelconque qui paraîtra susceptible de servir aux fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera propre, directement ou indirectement, à profiter à la compagnie; utiliser, exercer, développer, accorder des permis à leur sujet ou faire valoir autrement les propriétés, biens, brevets, licences, concessions, droits, informations ou renseignements ainsi acquis;

Vendre, aliéner, louer en tout ou en partie, ou autrement en disposer, l'actif, les propriétés, les droits ou l'entreprise de la compagnie, pour tel prix, considération, et à tels termes et conditions qui seront jugés convenables, et en particulier, accepter comme paiement des actions, actions-obligations, bons, obligations, débentures ou toute autre garantie de toute autre compagnie poursuivant des objets en tout ou en partie similaires à ceux poursuivis par cette compagnie;

Faire des conventions, arrangements ou contrats avec toute municipalité locale ou autre, qui peuvent sembler avantageux à la compagnie ou en rapport avec quelques-uns des objets dont la compagnie a le droit de s'occuper, et obtenir de toute telle autorité, tout droit, privilèges et concessions que la compagnie trouvera désirable;

Exécuter, remplir et exercer tout ce qui sera nécessaire en rapport avec les dits arrangements, conventions et contrats, droits, privilèges et concessions;

Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, d'institutions, de fonds, de fidéi-commis et d'avantages, dont l'objet sera d'accorder des bénéfices aux employés ou ex-employés de la compagnie ou de ses prédécesseurs dans les affaires, ou aux personnes dépendant de ses employés ou ex-employés ou ayant quelque rapport avec eux, et dans ce but, accorder des octrois, pensions, allocations, faire des paiements à des compagnies d'assurance, à des sociétés de bienfaisance ou autres; souscrire ou garantir des argents pour des fins de charité et de bienfaisance ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir toute compagnie dont les fins, l'objet et le but seront d'acheter, d'acquérir en tout ou en partie, et de s'en charger, les affaires, propriétés, actif, entreprise et passif de la compagnie ou pour autre fin, objet ou but qui pourra paraître, directement ou indirectement, être au bénéfice de la compagnie;

Acheter, louer, échanger, posséder ou autrement acquérir toute propriété personnelle et tout droit ou privilège que la compagnie croira nécessaire ou convenable pour les fins de ses affaires et en particulier, toute machine, établissement, fonds de commerce; construire, améliorer, maintenir, développer, gérer, exploiter ou contrôler tout chemin, voie de communication, embranchements, voie d'évitement, pont, réservoirs, cours d'eau, aqueduc, quais, manufacture, entrepôt, usine électrique, magasin, boutique, maison et autre institution, entreprise, organisation et accommodation qui pourront sembler être directement ou indirectement de nature à servir les intérêts de la compagnie et contribuer ou s'intéresser, au moyen de subside ou de quelque manière que ce soit, aux dites constructions, amélioration, maintien, établissement, gestion, exploitation ou contrôle;

Adopter tel moyen qui lui semblera convenable, pour faire connaître les produits de la com-

*brevets, licenses, concessions and privileges conferring any exclusive, limited or unlimited right for the use of any secret, knowledge or information relative to any invention whatever that may appear capable for serving any purposes of the company or whose acquisition may seem fit to directly or indirectly profit the company; to use, exercise, develop, grant permits regarding same or otherwise turn to account the property, assets, *brevets*, licenses, concessions, rights, knowledge or information thus acquired;*

To sell, alienate, lease in whole or in part, or otherwise dispose of the assets, property, rights or undertaking of the company for such price and consideration and on such terms and conditions that may be deemed fit, and in particular accept as payment the shares, debenture-stock, bonds, debentures, obligations or any other security of any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

To enter into arrangements, contracts or agreements with any local or other municipality, that may appear advantageous to the company or in connection with any of the objects which the company has the right to engage in, and obtain from any such authority any right, privilege and concession that the company may deem desirable;

To execute, fulfil and exercise anything that may be necessary in connection with the said arrangements, contracts and agreements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or assist in establishing and supporting any association, institution, fund, trusteeship and other whose object will be to accord benefits to the employees or ex-employees of the company or its predecessors in the business, or to persons dependent upon its employees or ex-employees or having any relation with them, and for such purpose accord grants, pensions, allowances, make payments to insurance companies, benevolent or other associations; subscribe or guarantee money for charitable and benevolent purposes of for any public, general or useful object;

To promote any company whose purposes, object and aim shall be to purchase, acquire in whole or in part, and take over the business, property, assets, undertaking and liabilities of the company or for any other purpose, object or aim that may appear directly or indirectly to be of benefit to the company;

To purchase, lease, exchange, hold or otherwise acquire any personal property and any right or privilege that the company may deem necessary or suitable for the purposes of its business and in particular any machinery, establishment, stock in trade; to construct, improve, maintain, develop, manage, operate or control any road, way of communication, branch, siding, bridge, reservoir, water course, aqueduct, wharf, factory, warehouse, electric shop, store, workshop, house and other institution, undertaking, organization and accommodation that may seem to be directly or indirectly of a nature to serve the interests of the company, and contribute or take an interest in by means of a subsidy or any manner, whatever, in the said construction, improvement, maintenance, establishment, management, operation or control;

To adopt such means as may be deemed fit for making known the products of the company and

pagnie et en particulier, par des annonces dans la presse, au moyen de circulaires, par l'achat ou l'exposition des produits, des œuvres d'art, par la publication de livres, de journaux, périodiques, de brochures, par l'octroi de prix, récompenses ou par des donations;

Avancer de l'argent aux clients ou autres personnes faisant des affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrat par telle personne;

Payer toute acquisition faite, avantage, service rendu ou toute considération, de quelque nature que ce soit que la compagnie pourra juger bon, utile, avantageux ou nécessaire de payer en argent comptant ou avec le consentement des actionnaires, en actions libérées ou en parts libérées, par bons, obligations, débetures, ou autres valeurs quelconques de la compagnie, ou partie l'une ou partie l'autre, selon qu'il sera jugé convenable par la compagnie;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée, ou à la veille d'exercer ou entreprendre une industrie ou transaction que cette compagnie jugera capable d'être conduite, directement ou indirectement, à l'avantage de cette compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de telle compagnie, et les vendre, détenir et réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, sur résolution du bureau de direction de la compagnie, sous forme de dividende, bonus, ou de toute autre manière qui sera jugée avantageuse, toute propriété ou actif de la compagnie, ou le produit de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, actions-obligations, débetures ou autre garantie qui appartiendra à la compagnie et dont elle aura le pouvoir de disposer;

Exercer l'un ou plusieurs des pouvoirs ci-mentionnés, soit comme principal, agent, facteur ou autrement, et exercer et jouir de tous tels droits et privilèges, et faire tout autre acte avantageux à la compagnie, pour atteindre les objets ci-dessus ou aucun d'eux;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, des lettres de change, mandats, valeurs, en vertu de la Loi des banques, non défendus aux compagnies incorporées d'après la dite loi et autres instruments négociables ou transférables;

Payer à même les fonds de la compagnie ou, avec l'approbation des actionnaires, ou actions de la compagnie, toute dépense et commission sur la vente ou l'obtention de souscription pour actions du capital-actions de la compagnie, soit vendu ou souscrit avant ou après l'émission de ses lettres patentes et payer les coûts, dépenses et honoraires nécessaires ou raisonnablement encourus pour l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, louer et en disposer, réaliser, accepter à compte, ou autrement en faire commerce, toute ou quelque partie que ce soit, des droits, actif de la compagnie, pour du comptant ou des actions, bons, débetures, obligations ou garantie de toute autre compagnie, ou partie l'une ou partie l'autre;

Acheter, acquérir, détenir et en disposer, des actions du capital-actions, des bons, ou autre

in particular by advertisements in the newspapers, circulars, the purchase or exhibition of the products, works of art, publication of books, newspapers, periodicals, pamphlets, giving of prizes, awards or gifts;

To advance money to clients or other persons doing business with the company and guarantee the fulfilment of any contract by such persons;

To pay for any acquisition made, advantage, service rendered or any consideration of any nature whatever, that the company may deem fit, useful, advantageous or necessary to pay, in cash, or, with the consent of the shareholders, in paid up stock or paid up shares, bonds, debentures or other securities whatever of the company, or partly one and partly the other, as may be deemed suitable by the company;

To enter into partnership or make any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint risks, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any industry or transaction that this company may deem capable of being carried on directly or indirectly for the benefit of the company, and loan money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company; to take or otherwise acquire the shares and securities of such company and sell, hold and re-issue with or without guarantee or otherwise dispose thereof;

To distribute among the shareholders of the company, in specie or otherwise, upon resolution of the board of directors of the company, under the form of dividend, bonus or any other manner that may be deemed fit, any property or assets of the company, or the product of the sale or alienation of any property of the company, and in particular any shares, debenture-stock, debentures or other securities that may belong to the company and which it may have the power to dispose of;

To exercise one or more of the hereinabove mentioned powers, either as principal, agent, factor or otherwise, and exercise and enjoy any such rights and privileges, and do any other act advantageous for the company, to obtain the hereinabove objects or any of them;

To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, securities under the Banking Act, not prohibited for companies incorporated in accordance with the said act, and other negotiable and transferable instruments;

To pay for out of the funds of the company, or, with the approval of the shareholders, with shares of the company, for any expense and commission on the sale or obtaining of subscriptions for shares of the capital of the company, either sold or subscribed before or after the issue of its letters patent, and pay for the cost, expenses and fees necessary or reasonably incurred for the incorporation and organization of the company;

To sell, improve, manage, develop, lease and dispose of, realize, accept on account or otherwise deal with the whole or any part whatever of the rights and assets of the company for cash or shares, bonds, debentures, obligations or securities of any other company, or partly one and partly the other;

To purchase, acquire, hold and dispose of the shares of the capital stock, bonds or other secur-

garantie de toute autre compagnie, corporation, syndicat ou personne engagée, de quelque manière que ce soit, dans toute ou partie de quelques-unes des affaires dont la compagnie a le pouvoir de s'occuper et acquérir, détenir, vendre ou en disposer autrement tels actions, bons et garanties;

Exercer toute autre chose qui pourra être jugée avantageuse, profitable, nécessaire ou utile, d'une manière directe ou indirecte, à la compagnie, pour atteindre toutes ou quelques-unes des fins ci-dessus mentionnées, avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie est à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6331 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Beauchemin & Fils, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatrième jour de novembre 1923, à "La Compagnie Beauchemin & Fils, Limitée", augmentant son capital à la somme de \$299,900.00 par la création de 2,000 actions additionnelles de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6333 C.-J. SIMARD.

ities of any other company, corporation, syndicate or person engaged in any manner whatever in the whole or any part of the business which the company has the power to engage in, and acquire, hold, sell or otherwise dispose of such bonds and securities;

To exercise anything else that may be deemed advantageous, profitable, necessary or useful in a direct or indirect manner for the company to attain all or any of the hereinabove mentioned purposes, with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation is at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of November, 1923.

C. J. SIMARD,
6332 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Beauchemin & Fils, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of November, 1923, to "La Compagnie Beauchemin & Fils, Limitée", increasing its capital stock up to the sum of \$299,900.00, by the creation of 2,000 additional shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of November, 1923.

C. J. SIMARD,
6334 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pères Marie-Clément Staub, Tranquille Pesse, Clodoald Sérieix, tous religieux de la Congrégation des Augustins de l'Assomption, et les personnes qui, d'après les règlements de leur ordre, se joindront à eux et leur succéderont dans la Congrégation des Pères Augustins de l'Assomption, dûment autorisée par Son Eminence le Cardinal Bégin, archevêque de Québec, et établie à Bergerville, près de Québec, s'adresseront à la prochaine session de la Législature de Québec pour obtenir un bill intitulé: "La Corporation des Pères Augustins de l'Assomption", laquelle corporation aura son siège social à Bergerville, près de Québec, pour fins religieuses de missions, d'éducation, d'œuvres sociales et autres, avec les pouvoirs habituels conférés à ces corporations.

Les requérants,
P. MARIE-CLEMENT, A.A.
P. TRANQUILLE, A.A.
P. CLODOALD, A.A.

Québec, 11 décembre 1923. 6365-50-4

Avis est donné par George Perreault, ex-percepteur de la ville et employé de la cité de Montréal, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, lors de l'étude du bill de Montréal, il demandera l'adoption d'un amendement à la charte de la cité, lui assurant une pension viagère, et pour d'autres fins.

Montréal, le 10 décembre 1923.
6367-50-4 GEORGES PERREAULT.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Reverend Fathers Marie-Clément Staub, Tranquille Pesse, Clodoald Sérieix, all members of the "Congrégation des Augustins de l'Assomption", and the persons who, according to the regulations of their Order, may join them and succeed them in the "Congrégation des Pères Augustins de l'Assomption", duly authorized by His Eminence Cardinal Bégin, Archbishop of Quebec, and established at Bergerville, near Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for the passing of a bill intituled "La Corporation des Pères Augustins de l'Assomption", which corporation shall have its head-office at Bergerville, near Quebec, for missionary, education, social works and other religious purposes, with the customary powers granted to such corporations.

F. MARIE-CLEMENT, A. A.
F. TRANQUILLE, A. A.
F. CLODOALD, A. A.,

Applicants.
Quebec, December 11, 1923. 6366-50-4

Public notice is hereby given that George Perreault, ex city tax collector and employee of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, when the city of Montreal's bill is under consideration, for the passing of an amendment granting him a life pension, and for other purposes.

Montreal, December 10, 1923.
6368-50-4 GEORGE PERREAULT.

Avis public est par les présentes donné que Joseph Delaney Maher, actuellement de la cité de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, qui a pris ses degrés de docteur en chirurgie dentaire au Collège Dentaire de Boston et dans les Etats de New-York, Illinois et Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, et qui, depuis 1889, a toujours pratiqué l'art dentaire dans ladite cité de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, ayant l'intention de venir s'établir dans la province de Québec, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la province de Québec à accorder la licence requise pour l'exercice de sa profession dans cette province audit Joseph Delaney Maher, après examens finals.

Montréal, 11 décembre 1923.

L'avocat du requérant,

6383-50-4

G.-A. MARSAN.

Avis public est par les présentes donné que J. C. Flanagan, D.D.S., demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour autoriser le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la province de Québec, lui accordant un permis pour pratiquer l'art dentaire et l'admettre comme un de ses membres après qu'il aura subi ses examens finals, le tout avec la permission du dit Collège.

Montréal, 11 décembre 1923.

Les procureurs du pétitionnaire,

6391-50-4

BRAIS & LORRAIN.

Avis public est donné par les présentes par la Corporation de la ville Laval-des-Rapides qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Evaluation des terres en culture ; abrogation de la section 25 de la loi 2 George V, chapitre 75, telle que remplacée par 3 George V, chapitre 70, section 1 et 13 George V, chapitre 78, section 2 ; abrogation de la section 3 de la loi 13 George V, chapitre 98 ; approbation par les électeurs du règlement autorisant emprunt *re* passerelle et pour autres fins.

Montréal, 11 décembre 1923.

Les procureurs de la ville Laval-des-Rapides,

DUCKETT & DUFRESNE.

6395-50-4

MONTREAL HEBREW OLD PEOPLES
HOME.

Avis est par les présentes donné, par Max Mitashefsky, 573, avenue Henri-Julien, tailleur ; Hyman Green, 1053, avenue Hôtel-de-Ville, menuisier ; Harry Sherotinsky, 603, rue Saint-Dominique, tailleur ; Israel Senderoff, 1078, rue Cadieux, cigarettier ; Louis Birke, 640, avenue Hôtel-de-Ville, inspecteur ; Astor Cooper, 285, avenue DeLeipe, Outremont, marchand ; Isaac Adelstein, 871, rue Saint-Dominique, marchand ; Abraham Sasarsky, 1303, rue Cadieux, tailleur ; Louis Diamond, 2150, avenue Papineau, boulanger ; Eti Rosenthal, 2160, avenue du Parc, veuve ; B. Schwartz, 5, avenue Grull, Outremont, veuve ; Anna Aixler, 197, rue Drolet, veuve ; Katie Miller, 1260, rue Saint-Laurent, épouse de Philip Gordon, et ledit Philip Gordon, 1260, rue Saint-Laurent, marchand, pour autoriser sadite épouse ; Leah Cohen, 43, rue Cuthbert, épouse de Wm. B. Cohen, et ledit Wm. B. Cohen, 43, rue Cuthbert, marchand, pour autoriser sadite épouse ; Rebecca Levenstein, 1359, rue Saint-Urbain, veuve ; que

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Joseph Delaney Maher, now of the city of Saint John, New Brunswick, doctor of dental surgery of the Dental College of Boston, in the state of Massachusetts, one of the United States of America, and duly registered dentist in the States of New York, Illinois, United States of America, and who, since 1889, has always practised dental surgery in the said City of Saint John, New Brunswick, will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec, to grant a licence to Joseph Delaney Maher for the exercise of his profession in this province, after final examinations.

Montreal, December 11, 1923.

G. A. MARSAN,

6384-50-4

Solicitor for applicant.

Public notice is hereby given that J. C. Flanagan, D.D.S., will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him license to practice surgical dentistry and to admit him as one of its members after passing final examinations, the whole with the permission of the said College.

Montreal, December 11, 1923.

BRAIS & LORRAIN,

6392-50-4

Attorneys for Petitioner.

Public notice is hereby given by the Corporation of the town of Laval des Rapides, that it will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters:

Valuation of farm lands ; repeal of section 25 of the Statute 2 George V, chapter 75, as replaced by 3 George V, chapter 70, section 1 and 13 George V, chapter 98, section 2 ; repeal of section 3 of 13 George V, chapter 98 ; approval by electors of by-law authorizing loan *re* foot-bridge and for other purposes.

Montreal, December 11th, 1923.

DUCKETT & DUFRESNE,

Attorneys for the town of Laval des Rapides.

6396-50-4

MONTREAL HEBREW OLD PEOPLES
HOME.

Notice is hereby given by Max Mitashefsky, 573, Henri Julien avenue, tailor ; Hyman Green, 1053, City Hall avenue, carpenter ; Harry Sherotinsky, 603, Saint Dominique street, tailor ; Israel Senderoff, 1078, Cadieux street, cigarette maker ; Louis Birke, 640, City Hall avenue, inspector ; Aster Cooper, 285, DeLeipe avenue, Outremont, merchant ; Isaac Adelstein, 871, Saint Dominique street, merchant ; M. Abraham Sasarsky, 1303, Cadieux street, tailor ; Louis Diamond, 2150, Papineau avenue, baker ; Eti Rosenthal, 2160, Park avenue, widow ; B. Schwartz, 5, Grull avenue, Outremont, widow ; Anna Aixler, 197, Drolet street, widow ; Katie Miller, 1260, Saint Lawrence street, wife of Philip Gordon and the said Philip Gordon, 1260, Saint Lawrence street, merchant, to authorize his said wife ; Leah Cohen, 430, Cuthbert street, wife of Wm. B. Cohen, and the said Wm. B. Cohen, 43, Cuthbert street, merchant, to authorize his said wife ; Rebecca Levenstein,

les personnes ci-dessus mentionnées, en leur propre nom, et au nom d'autres personnes, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi les constituant en corps politique et incorporé, sous le nom de "Montreal Hebrew Old Peoples Home", dans le but d'établir et de maintenir, dans la cité de Montréal, une maison pour le soin et l'entretien des personnes âgées, professant la religion hébraïque, et, généralement, pour donner à telles personnes âgées des deux sexes tous les soins, toute la protection et toute l'assistance nécessaires à leur propre existence, dans telle maison.

Montréal, 30 novembre 1923.

Le procureur des applicants,
LYON D. JACOB.

Bureaux : Suite-43,
92, rue Notre-Dame-est, 6397—50-4

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, par la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, pour l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le contrat passé entre la cité de Trois-Rivières et ladite Compagnie de chemin de fer pour la construction d'une nouvelle gare à Trois-Rivières et autres constructions et travaux y afférents, ainsi que le règlement de la cité de Trois-Rivières mentionné dans le dit contrat à l'effet de fermer certaines parties des rues Plaisante et Saint-Thomas de la dite cité.

Montréal, 12 décembre 1923.

Le procureur de la requérante,
6407—50-4 RODOLPHE PARADIS.

Avis est par les présentes donné que l'Hôpital Sainte-Justine, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi augmentant ses pouvoirs, tels que décrets par sa charte, loi 8 Ed. VII, chap. 137, et plus spécialement augmentant son pouvoir d'acquérir et de posséder des immeubles par son usage et son occupation jusqu'à concurrence d'une somme de un million de piastres.

Les procureurs de l'Hôpital Sainte-Justine,
KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE.
Montréal, 29 novembre 1923. 6237—49-4

Avis public est donné que lors de l'étude du projet de loi de la cité de Montréal, à l'effet d'amender la charte de ladite cité (62 Victoria chapitre 58), Joseph Chevalier, ex-chef du corps de pompiers de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire insérer parmi les amendements à la charte de ladite cité, une disposition obligeant la cité à lui payer une pension égale à la moitié du salaire qu'il recevait à l'époque où il a donné sa démission.

JOSEPH CHEVALIER.
Montréal, le 30 novembre 1923. 6239—49-4

Canada, Province de Québec.

Avis public est par les présentes donné que les Sœurs de Saint-François d'Assise s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant et re-fondant leur constitution et leur accordant de nouveaux pouvoirs, entre autres les suivants:

Acquérir des biens meubles et immeubles, pour-

1359, Saint Urbain street, widow, that the above mentioned persons in their own name and in the name of other persons, are applying to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, for a private bill constituting them a body politic and corporate to be known as the "Montreal Hebrew Old Peoples Home", for the purpose of establishing and maintaining, in the city of Montreal, a home for the care and maintenance of aged persons professing the Hebrew religion, and to generally give to such aged persons of both sexes all the care, protection and assistance necessary for their proper maintenance in such Home.

Montreal, November 30th, 1923.

LYON D. JACOB,
Solicitor of Applicants.

Offices : Suite-43,
92, Notre Dame street east. 6398—50-4

Notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act ratifying and confirming the deed of agreement passed between the city of Three Rivers and the Canadian Pacific Railway Company for the construction of a new Railway station at Three Rivers and other constructions and works in connection therewith, and the by-law of the city of Three Rivers referred to in said agreement, for the purpose of closing portions of Plaisante and Saint Thomas Streets of said City.

Montreal, December 12, 1923.

RODOLPHE PARADIS,
6408—50-4 Attorney for petitioner.

Notice is hereby given that l'Hôpital Sainte-Justine, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to extend its powers as contained in its charter, 8 Ed. VII, chap. 137, and more specially to increase its power to acquire and possess immovables for its own use and occupation to the extent of one million dollars.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Solicitors for l'Hôpital Sainte-Justine.
Montreal, November 29, 1923. 6238—49-4

Public notice is given that at the time of the study of the bill of the city of Montreal, to amend the charter of the said city (62 Victoria, Chapter 58), Joseph Chevalier, ex-chief of the Fire Brigade of the city and of the district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to cause the insertion, among the amendments to the charter of the said city, of a provision obliging the city to pay him a pension equal to half of the salary he was receiving at the time of his resignation.

JOSEPH CHEVALIER.
Montreal, November 30, 1923. 6240—49-4

Canada, Province of Quebec.

Public notice is hereby given that the "Les Sœurs de Saint-François d'Assise" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law to revise its Charter, amend it, and give additional powers for, amongst others, the following objects, to wit:

To acquire movable and immovable prop-

vu que le revenu annuel des immeubles possédés par la corporation pour fins de placement, ne dépasse pas \$100,000.00;

Vendre, aliéner, louer, hypothéquer ses biens, les mettre en gage et les remplacer;

Emprunter des deniers par tous moyens autorisés par la loi et garantir ses emprunts conformément aux dispositions contenues aux sections b, c et d du paragraphe 1 de l'article 6056-f des Statuts Refondus, 1909, telles qu'édictees par la Loi des Compagnies de Québec, 1920;

Enseigner dans ses couvents et institutions et en dehors;

Changer le site de son siège social;

Ratifier certaines transactions mobilières et immobilières.

Québec, le 23 novembre 1923.

Les procureurs,
6251-49-4 LAPOINTE & ROCHETTE.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Saint-Lambert demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passage d'une loi pour modifier et amender certaines dispositions de sa charte, et de ses amendements, entre autres relativement à une prolongation de la période de temps pendant laquelle la Dominion Textile Company, Limited, doit commencer l'érection d'une fabrique de coton, et pour autres fins. Le secrétaire-trésorier de la cité de Saint-Lambert,

JAMES R. BEATTY.

Montréal, le 4 décembre 1923. 6253-49-4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Théophile Décarie, bourgeois, Horace Décarie, jardinier, Béatrice Décarie, Claire Décarie, Delphine Décarie et Agnès Décarie, filles majeures, et Victor-E. Lambert, constructeur, tous résidant en la cité de Montréal, dit district, pour l'adoption d'une loi ratifiant la donation faite par Théophile Décarie à Horace Décarie et autres, le 9 avril 1923, du lot No. 202 du cadastre de la paroisse de Montréal, et des servitudes y attachées, et la vente du même immeuble par les dits Horace Décarie et autres à Victor-E. Lambert, le 11 avril 1923, et pour autres fins.

Montréal, 5 décembre 1923.

Le procureur des requérants,
6295-49-4 ALPHONSE DECARY.

CITÉ DE QUÉBEC

HOTEL DE VILLE

Amendements à la charte de la cité de Québec.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la Legislature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de un million trois cent dix mille quatre cent trente-deux dollars (\$1,310,432.) pour payer le coût des dépenses suivantes: Deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent trente-deux dollars (\$298,432.) pour le règlement de l'affaire Bastien; trois cent mille (\$300,000.) dollars pour travaux permanents pour le département de l'Aqueduc; trente-cinq mille (\$35,000.) dollars pour trottoirs permanents; quarante-neuf mille (\$49,000.) dollars pour une station de

erty, provided the total annual revenue of said immovable property possessed by the Corporation for purpose of income and investment never exceed \$100,000.00;

To sell, transfer, rent, mortgage its properties and assets, to pledge same and acquire others in their stead;

To borrow money by all means authorized by law, and to give security for such loans according to the provisions contained in sections b, c and d, of the paragraph 1 of the article 6056-f of the Revised Statutes, 1909, as enacted in the Companies' Act of the Province of Quebec, 1920;

To teach within and outside its convents and establishments;

To change the place of its head office;

To ratify certain contracts affecting movables and immovables.

Québec, November 23rd, 1923.

LAPOINTE & ROCHETTE,
6252-49-4 Solicitors.

Public notice is hereby given that the City of Saint Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to modify and amend certain provisions of its charter and amendments thereto, amongst others, in relation to an extension of the delay within which the Dominion Textile Company, Limited, must begin the erection of a cotton manufactory, and for other purposes.

JAMES R. BEATTY,

Secretary-Treasurer of the City of Saint Lambert.
Montreal, December 4, 1923. 6254-49-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, by Théophile Décarie, gentleman, Horace Décarie, gardener, Béatrice Décarie, Claire Décarie, Delphine Décarie et Agnes Décarie, spinsters, and Victor E. Lambert, contractor, all residing in the City of Montreal, said district, for the adoption of an Act ratifying the donation made by Théophile Décarie to Horace Décarie and others, on the 9th of April 1923, of lot No. 202 of the cadastre of the parish of Montreal, and the servitudes there to attached, and the sale of the same immovable by the said Horace Décarie and others to Victor E. Lambert, on the 11th of April 1923, and for other purposes.

Montreal, December 5, 1923.

ALPHONSE DECARY.
6296-49-4 Solicitor for applicants.

CITY OF QUEBEC

CITY HALL

Amendments to the city charter of the City of Québec.

Public notice is hereby given that the City of Quebec shall apply to the Legislature of this Province, at its next session, to obtain certain amendments to its Charter of Incorporation and to obtain authorisation to borrow the sum of \$1,310,432.00 (one million three hundred and ten thousand four hundred and thirty two dollars) to pay the cost of the following expenditure: \$298,432.00 (two hundred and ninety eight thousand four hundred and thirty two dollars) to settle the Bastien law-suits; \$300,000.00 (three hundred thousand dollars) for permanent works in the Waterworks Department; \$35,000.00 (thirty five thousand dollars) for permanent sidewalks; \$49,000.00 (forty nine thousand dol-

Feu dans le quartier Montcalm; vingt-trois mille (\$23,000.) dollars pour la construction d'un poste de police dans le quartier St-Roch; vingt-cinq mille (\$25,000) dollars pour parachever la construction de la côte Franklin; cinquante mille (\$50,000) dollars pour la construction d'un canal d'égout collecteur sur la rue Montmagny; cinquante mille (\$50,000.) dollars pour la construction d'un canal d'égout collecteur sur la rue Saint-Olivier; deux cent quatre-vingt-quinze mille (\$295,000) dollars pour travaux permanents dans les rues dans les quartiers Champlain, Saint-Roch, Saint-Jean, Saint-Sauveur, Montcalm et Jacques-Cartier; cinquante mille (\$50,000.) dollars pour le prolongement du quai de la Traverse; trente-cinq mille (\$35,000) dollars pour l'élargissement de la rue Dalhousie; cinquante mille (\$50,000) dollars pour l'élargissement de la côte d'Abraham; vingt-cinq mille (\$25,000) dollars pour commencer la canalisation de la rivière Lairet; vingt-cinq mille (\$25,000) pour la construction d'une côte longeant le viaduc du chemin de fer électrique entre la rue Saint-Valier et la côte du Palais; pour corriger les dispositions de la loi concernant le fonds de roulement; pour porter le terme d'office du maire et des échevins à quatre (4) ans; pour annexer à la Cité une partie de la municipalité de Saint-Colomban-de-Sillery; pour être autorisée à rembourser par d'autres emprunts certains emprunts à longue échéance qui deviennent dus prochainement; pour autoriser le règlement à l'amiable de l'évaluation des propriétés impossibles par un tribunal nommé par le Conseil; pour être autorisée à nommer une commission d'embellissement et passer des règlements à cette fin; pour être autorisée à faire homologuer un plan concernant les subdivisions de terrains à être faites dans les municipalités environnantes de la cité; pour être autorisée à emprunter une somme n'excédant pas trois cent mille (\$300,000.) dollars pour aider à la construction des logements ouvriers dans la Cité; pour augmenter le nombre des commissaires de la Commission de l'Exposition Provinciale; pour ratifier le paiement de la somme de six mille sept cents (\$6,700.) dollars pour payer les dépenses occasionnées par la tenue du Congrès Eucharistique de Québec; pour autoriser le paiement de la somme de dix mille (\$10,000) dollars à la Compagnie du Tramway électrique comme contribution à l'érection de la traverse à niveau du chemin de Beauport; pour être autorisée à augmenter jusqu'à cent (\$100.) dollars certaines licences de commerce; pour être autorisée à faire des contrats avec les compagnies d'assurances sur la vie pour l'opération du fonds de pension des membres de la Force constabulaire et de la Brigade du Feu; pour exempter de la taxe d'affaires les locaux occupés comme académies par des institutions laïques reconnues comme telles par le gouvernement; pour augmenter de un quart ($\frac{1}{4}$) la contribution payée par la Cité pour les trottoirs permanents construits par les propriétaires; pour abroger l'article de la loi empêchant d'imposer une taxe sur les ouvriers non résidents; pour annexer à la Cité une partie de la municipalité de Charlesbourg, et pour autres fins.

Par ordre,

Le greffier de la cité de Québec,

H.-J.-B. CHOUINARD.

Québec, 5 décembre 1923.

6297—49-4

La "Montreal Central Terminal Company" demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi accordant à la compagnie tous les pouvoirs conférés par divers actes du Parlement du Canada, Chapitre 93 de 1890,

lars) for a Fire Station in Montcalm Ward; \$23,000.00 (twenty three thousand dollars) for the building of a Police Station in Saint Roch's Ward; \$25,000.00 (twenty five thousand dollars) to complete Franklin Hill; \$50,000.00 (fifty thousand dollars) to build a Drainage Sewer on Montmagny Street; \$50,000.00 (fifty thousand dollars) to build a Drainage Sewer on Saint Olivier Street; \$295,000.00 (two hundred and ninety five thousand dollars) for permanent works in the streets of Champlain, Saint Roch's, Saint John's, Saint Sauveur, Montcalm and Jacques Cartier Wards; \$50,000.00 (fifty thousand dollars) to extend the Ferry Wharf; \$35,000.00 (thirty five thousand dollars) for the widening of Dalhousie Street; \$50,000.00 (fifty thousand dollars) for the widening of Abraham Hill; \$25,000.00 (twenty five thousand dollars) to drain Lairet River; \$25,000.00 (twenty five thousand dollars) to build a hill alongside the trestle of the Electric Railway, between Saint Valier Street and Palace Hill; to amend the provisions of the law concerning a working capital (fonds de roulement); to extend to four years the term of office of the Mayor and of the Aldermen; to annex to the City a portion of the municipality of Saint Colomban de Sillery; to be authorized to reimburse by new loans certain long term bonds which will mature in the near future; to authorize an amicable settlement of the valuation of taxable property through a tribunal to be appointed by the Council; to be authorized to appoint a Commission of Embellishment and to pass By-laws to that purpose; to be authorized to obtain homologation of a plan concerning the subdivision of building lots to be made in the neighbouring municipalities around the City; to be authorized to borrow a sum not exceeding \$300,000.00 (three hundred thousand dollars) to help the construction of lodgings for workmen within the City limits; to increase the number of Commissioners of the Exhibition Commission; to ratify the payment of the sum of \$6,700.00 (six thousand and seven hundred dollars) to cover the expenditure incurred for the holding of the Eucharistic Congress; to authorize the payment of the sum of \$10,000.00 (ten thousand dollars) to the Electric Company as a contribution to the building of a level crossing on the Beauport Road; to be authorized to increase to one hundred dollars (\$100.00) certain trade licences; to be authorized to pass contracts with Life Insurance Companies to operate the Pension Fund of the members of the Police Force and of the Fire Brigade; to exempt from business tax the places occupied as Academies by lay teachers recognized as such by the Government; to increase by one fourth the contribution paid by the City for permanent sidewalks built by proprietors; to abrogate the clause prohibiting the levying of the tax on workmen not residing in the City; to annex to the City a portion of the municipality of Charlesbourg and for other purposes.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,

City Clerk of the City of Québec.

Québec, December 5, 1923.

6298—49-4

The Montreal Central Terminal Company will apply to the Legislature of Québec, at its next Session, for the passing of an Act giving to the Company all the powers conferred by the several acts of the Parliament of Canada, Chapter 93

chapitre 106 de 1891, chapitre 63 de 1894, chapitre 67 de 1897, chapitre 127 de 1905, chapitre 109 de 1909, chapitre 120 de 1912, et chapitre 56 de 1917, pour la construction de tunnels sous le fleuve Saint-Laurent vis-à-vis de Montréal, et des termini et autres travaux dans cette cité et dans les environs, et autorisant la compagnie à exécuter les travaux ci-dessus décrits, sous les conditions stipulées dans la Loi des Chemins de fer de Québec, et de changer le nom de "Montreal Central Terminal Company" en celui de "The Montreal Tunnel and Terminal Company".

Montréal, 30 novembre 1923.

Le secrétaire,
6303—49-4 C. ROSS DOBBIN.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Eugène Gagné, manufacturier, Henri Gagné, cultivateur, Alphonse Aubin, contracteur, tous du village de Métabetchouan, dans la province de Québec, Francis Stuart Williamson, ingénieur civil, Louis Wolf, gérant, et John H. Cassidy, contracteur, tous trois de la cité de Montréal, dans la dite province, pour la passation d'une loi pour les incorporer, eux, leurs associés et leurs successeurs, sous le nom de "Quebec and Western Railway", avec pouvoir de tracer, construire et mettre en opération un chemin de fer actionné par la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir moteur, par la route la plus facile et la plus avantageuse, allant de la cité de Québec, dans la dite province, à un point sur la Baie James à, ou près de l'embouchure de la rivière Nottaway, via la ville de Chicoutimi et le village de Mistassini, dans la dite province.

Montréal, 4 décembre 1923.

Le procureur des pétitionnaires,
6305—49-4 W. K. McKEOWN, C. R.

Avis public est, par les présentes, donné que Mary Ida Margaret Poupore, en religion, connue sous les noms de la révérende Sœur St. James, de l'ordre des Ursulines, de la cité de Québec, Mabel-Eléonore Poupore, fille majeure, Joseph-Guy Poupore, entrepreneur, Mary-Blanche Poupore, fille majeure, Gérard-C. Purcell, agent manufacturier, de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur dûment autorisé à la personne et aux biens de William-John Poupore, des cité et district de Montréal, par un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Montréal, en date du second jour de novembre 1918, Ray-Rodolphe Poupore, gentilhomme, en leur qualité d'héritiers légaux de leur mère, feu Barbara-Eléonore Poupore, et la dite Mabel-Eléonore Poupore, Joseph-Guy Poupore, Mary-Blanche-Poupore, Gérard-C. Purcell, es-qualité, Ray-Rodolphe Poupore, en leur qualité de légataires universels de leur père, feu William-Joseph Poupore, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte autorisant et conférant le pouvoir à Gérard-C. Purcell, curateur dûment nommé à la personne et aux biens du dit William-John Poupore et à ses successeurs en office, sans formalités judiciaires ou autres, de s'unir aux autres représentants, héritiers et légataires de la dite succession des dits Barbara-Eléonore Poupore et William-Joseph Poupore, de temps en temps, comme l'occasion pourrait s'en présenter, sous tels termes et conditions qui pourraient être agréés, de vendre, promettre et s'engager à vendre, échanger, aliéner, hypothéquer, transmettre avec ou sans garantie légale, et, généralement et de toute manière, trafiquer de la

of 1890, Chapter 106 of 1891, Chapter 63 of 1894, Chapter 67 of 1897, Chapter 127 of 1905, Chapter 109 of 1909, Chapter 120 of 1912 and Chapter 56 of 1917, for the construction of tunnels under the River Saint Lawrence opposite Montreal and terminal and other works in that City and neighbourhood, and authorizing the Company to carry out the works therein named under the conditions of the Quebec Railway Act and to change the name of the Montreal Central Terminal Company into that of "The Montreal Tunnel and Terminal Company".

Montreal, November 30, 1923.

C. ROSS DOBBIN,
6304—49-4 Secretary.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Eugène Gagné, manufacturer, Henri Gagné, farmer, Alphonse Aubin, contractor, all of the village of Métabetchouan, in the Province of Quebec, Francis Stuart Williamson, civil engineer, Louis Wolf, manager, and John H. Cassidy, contractor, all three of the City of Montreal, in said Province, for an Act to incorporate them and their associates and successors under the name of "The Quebec and Western Railway", with power to lay out, construct and operate a railway by means of steam, electricity or other motive power, by the most feasible and advantageous route from the City of Quebec, in said Province, to a point on James Bay at or near the mouth of the Nottaway River, passing via the Town of Chicoutimi and Village of Mistassini in said Province.

Montreal, December 4, 1923.

W. K. McKEOWN, K. C.,
6306—49-4 Attorney for Petitioners.

Public notice is hereby given that Mary Ida Margaret Poupore in religion known as Reverend Sister St. James, of the Order of the Ursulines, of the city of Quebec, Mabel Eleanore Poupore, spinster, of the full age of majority, Joseph Guy Poupore, contractor, Mary Blanche Poupore, spinster, of the full age of majority, Gerald C. Purcell, manufacturer's agent, of the city of Montreal, in his capacity as curator duly appointed to the person and property of William John Poupore, of the city and district of Montreal, by judgment of the superior Court for the district of Montreal, dated 2nd of November 1918, Ray Rodolphe Poupore, gentleman, in their quality of heirs at law of their mother, the late Barbara Eleanore Poupore and the said Mabel Eleanore Poupore, Joseph Guy Poupore, Mary Blanche Poupore, Gerald C. Purcell, es-qual., Ray Rodolphe Poupore, in their quality of universal residuary legatees of their father, the late William Joseph Poupore, will apply to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof, for the passing of an Act authorizing and empowering Gerald C. Purcell, curator duly appointed to the person and property of the said William John Poupore, and his successors in office, without judicial or other formalities, to join with the other representatives, heirs and legatees of the said estates of the said Barbara Eleanore Poupore and William Joseph Poupore, from time to time, as occasion may present itself on such terms and conditions as may be agreed upon, to sell, promise and agree to sell, exchange, alienate, hypothecate, transfer with or without legal warranty, and generally in every way deal

propriété immobilière, des droits réels, mortgages, hypothèques et droits hypothécaires, limites forestières, licences forestières, droits miniers, baux, terrains sous licences, options, actions, débetures, actions-obligations ou valeurs de natures différentes, dans les corporations financières, commerciales, industrielles ou municipales, et de la propriété mobilière et immobilière de toutes sortes et de toutes descriptions, et tous autres biens compris dans la dite succession, ou dans lesquels les dits représentants, héritiers et légataires pourraient être intéressés, et recevoir chacune et toutes sommes dues, ou à devenir dues, et en effectuer le paiement soit en capital ou intérêt, et en donner une quittance valide, et que le dit curateur ou son successeur en office, sans formalités ou autres, s'unissent, de même façon, pour la collection de tous argents ou choses dus à la dite succession dans toutes poursuites légales ou autres requises pour les mettre en force, dans le règlement ou dans tout compromis de toutes telles réclamations et en donner des reçus bons et valides pour chacune et toutes sommes dues et payables à la dite succession, ou pour le montant de tout règlement à ce sujet, et que de plus, le dit curateur soit autorisé, sans formalités judiciaires ou autres de la part du dit William John Poupore, à faire une division des dits biens en tout ou en partie, et à joindre, dans la liquidation des dettes totales ou partielles de la dite succession, en y appliquant les argents provenant de la vente ou des ventes, ou des transactions, les revenus en provenant; et que le dit curateur soit autorisé à s'unir aux dits représentants, héritiers et légataires dans la disposition ou les transactions des biens de la dite succession, ou dans leur division, de telle manière jugée raisonnable, soit dans la liquidation des dettes de la succession ou autrement, et sans aucune obligation de la part des personnes s'intéressant à la succession et du dit curateur, de voir au remplacement de toutes sommes payées à la succession, ou d'aucune d'entre elles, et au dit curateur, et que, pour chacune ou toutes telles choses ci-dessus, le dit curateur agisse, soit personnellement ou représenté par un agent; et que tous les frais provenant de la présente demande et de la passation du dit acte soient payables à même le capital de la dite succession.

Les agents pour les applicants,
FOSTER, MANN, PLACE, MACKINNON,
 6135—48-4 **HACKETT & MULVENA.**

Avis est, par les présentes, donné que le conseil de la ville de Terrebonne présentera, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, un projet de loi aux fins suivantes: pouvoirs de réglementation concernant l'établissement de lignes de construction et de rues résidentielles; fermeture de certaines rues; entretien des trottoirs durant l'hiver, aux frais des propriétaires; durée du terme du Maire, emprunts temporaires.

Terrebonne, le 24 novembre 1923.

Le maire,

CHARLES-H. DESJARDINS.

Le secrétaire-trésorier,

6161—48-4

ANGE-LYS BEAUPRE.

Avis est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi abrogeant la loi 13 Georges V, chapitre 44, intitulée "Loi concernant l'éducation des enfants non-catholiques romains et non-protestants de Montréal", et remplaçant le

with the real estate, real rights, mortgages, mortgage and hypothecary claims, timber limits, timber licenses, mining rights, leases, land leases, options, shares, bonds, debentures, debenture notes or securities of various forms in financial, commercial, industrial or municipal corporations and movable and immovable property of every kind and description or any other assets comprised in the said estates or in which said representatives, heirs and legatees may be interested and to receive any and all sums due or to become due and delegate payment thereof whether in capital or interest, and give valid acquittances therefor, and that the said curator or his successor in office, without judicial or other formalities, join likewise in the collection of all moneys or things due the said estates, in all actions at law or otherwise required to enforce same in the settlement or compromise of any such claims and in the giving of good and valid receipts for any and all sums due and payable to the said estates, or for the amount of any compromise thereof, and that moreover the said curator be authorized to agree without judicial or other formalities for and on behalf of the said William John Poupore, to a division of the said estates, in whole or in part, and to join in liquidating the debts of said estates in whole or in part by applying thereto the moneys derived from the sale or sales of, or dealings with, the assets thereof, and that the said curator be authorized to join with the said representatives heirs and legatees in the disposal of or dealings with the assets of the said estates, or the division thereof, in such manner as he deems advisable, either in the liquidation of the debts of the estates or otherwise, and without any obligation on the part of persons dealing with the estates or the said curator to see to the reinvestment of any sums paid to the said estates or either of them, or to the said curator, and that, for any and all such purposes, the said curator act, either in person or as represented by an agent; and that all costs in connection with the present application and the passing of said act be payable out of the capital of the said estates.

FOSTER, MANN, PLACE, MACKINNON,
HACKETT & MULVENA.
 6136—48-4 Agents for applicant.

Notice is hereby given that the council of the town of Terrebonne will present, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, a bill for the following purposes:

Powers to regulate the establishment of lines of construction and residential streets; closing of certain streets; maintenance of sidewalks during winter, at the expense of property owners; duration of the term of office of the mayor; temporary loans.

Terrebonne, November 24, 1923.

CHARLES H. DESJARDINS,

Mayor.

ANGE LYS BEAUPRE,

6162—48-4

Secretary-treasurer.

Notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act repealing the Act 13 George V, chapter 44, entitled "An act respecting the education of non-Roman Catholic and non-Protestant children of Montreal", and replacing chapter tenth of title

chapitre 10 du titre cinq des Statuts Refondus de Québec, 1909, intitulé "De l'instruction publique quant aux personnes professant la religion juïdaïque" par de nouvelles dispositions à l'effet que les deux systèmes pour l'instruction publique dans la province de Québec, le système catholique romain sous le contrôle des catholiques et le système protestant sous le contrôle des protestants, seront maintenus; que les personnes ne professant ni la religion catholique, ni la religion protestante, auront le privilège de fréquenter les écoles du système catholique ou du système protestant; que le coût de l'instruction de ces personnes sera payé à même les fonds de la liste neutre; que les propriétaires non-catholiques romains et non-protestants seront taxés pour fins scolaires au taux le plus élevé qui sera fixé de temps à autre, soit pour les catholiques, soit pour les protestants, suivant le cas; que dans les cités de Montréal et de Québec, ces taxes seront payées au fonds de la liste neutre, et dans les autres municipalités ces taxes seront collectées et distribuées par le bureau qui collecte les taxes scolaires imposées sur les compagnies incorporées.

Les procureurs des requérants,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.

Montréal, le 26 novembre 1923. 6169—48-4

Avis est par les présentes donné que le Dr Arthur L'Heureux, autrefois dentiste de Chicago, Ill., et maintenant de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une législation privée autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de cette province à l'admettre à la pratique de l'art dentaire après examens.

Le procureur du requérant,

LUCIEN DROLET, avocat.

Québec, 27 novembre 1923. 6173—48-4

Avis est donné par Alcide Chaussé, ex-architecte de la ville et surintendant des bâtisses de la cité de Montréal, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, lors de l'étude du bill de Montréal, il demandera l'adoption d'un amendement à la charte de la cité, lui assurant une pension viagère, et pour d'autres fins.

Montréal, le 29 novembre 1923.

6189—48-4

ALCIDE CHAUSSE.

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pierre Landuyt, en religion Frère Chrysostôme, Henri Obbens, en religion Frère Rombault, François Michiels, en religion Frère Engelbert, François Corbeels, en religion Frère Edmond, Joseph DeBecker, en religion Frère Michel, tous domiciliés à Huberdeau, dans le comté d'Argenteuil, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde", pour fins de charité et d'éducation, et leur accordant tous les pouvoirs nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de leur œuvre.

Saint-Jérôme, 26 novembre 1923.

Le procureur des requérants,

6191—48-4

L.-A. DEROME.

Avis est, par les présentes, donné que Brown Corporation demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, une loi pour amender sa charte, loi 5 Ed. VII, c. 84, telle qu'amendée par les lois 7 Ed. VII ch. 101, 5 Geo. V, ch. 119 et 11 Geo. V, ch. 144, relativement à ses pouvoirs d'emprunt, à son droit d'aug-

five of the Revised Statutes of Quebec, 1909, entitled "Education as regards persons professing the Jewish religion" by new provisions to the effect that the two systems of public instruction in the Province of Quebec, the Roman Catholic controlled by the Roman Catholic Boards and the Protestant controlled by the Protestant Boards, shall be maintained; that the persons of non-Roman Catholic and non-Protestant religions shall have the privilege of attending the schools of either the Roman Catholic or Protestant systems; that the cost of educating such persons shall be a charge on the Neutral Pane; that non-Roman Catholic and non-Protestant proprietors shall be taxed for school purposes at the rates fixed from time to time for the Roman Catholic or for the Protestant Panel, whichever rate is the greater; that in the cities of Montreal and Quebec these taxes shall be included in the Neutral Panel, and in all other municipalities such taxes shall be collected and distributed by the school board which collects the school taxes levied on incorporated companies.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,

Solicitors for the Applicants

Montreal, November 26, 1923. 6170—48-4

Notice is hereby given that Dr Arthur L'Heureux, formerly Dentist of Chicago, Ill., and now of the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of the Dental Surgeons of this province to admit him to the practise of the Dental Art after examens.

LUCIEN DROLET, barrister.

Solicitor of applicant,

Quebec, November 26, 1923. 6174—48-4

Public notice is hereby given that Alcide Chaussé, former city architect and superintendent of buildings of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its coming session, when the city of Montreal's bill is under consideration, for the passing of an amendment granting him a life pension, and for other purposes.

Montreal, 29th November 1923.

6190—48-4

ALCIDE CHAUSSE.

Notice is hereby given that Reverend Pierre Landuyt, in religion Brother Chrysostôme, Henri Obbens, in religion Brother Rombault, François Michiels, in religion Brother Engelbert, François Corbeels, in religion Brother Edmond, Joseph DeBecker, in religion Brother Michel, all of Huberdeau, in the county of Argenteuil, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an Act to constitute them a corporation under the name of "L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde" for charitable and educational purposes and to grant them all the powers that may be necessary or useful for the fulfilment of their mission.

Saint-Jérôme, November 26th 1923.

L. A. DEROME,

6192—48-4

Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that Brown Corporation will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for an act to amend its charter the Act 5 Edw. VII, chap. 84, as amended by the Acts 7 Edw. VII, chap. 101, 5 Geo. V, chap. 119, and 11 Geo. V, chap. 144, with respect to its borrowing powers, to its right to further in-

menter davantage son capital et aux moulins, usines ou autres établissements industriels et commerciaux qu'elle peut ériger, maintenir et exploiter à la ville de La Tuque et ailleurs dans la province de Québec.

Québec, 29 novembre 1923.

Les procureurs de la requérante,
ST-LAURENT, GAGNE,
6197—48-4 DEVLIN & TASCHEREAU.

Avis public est donné que la compagnie de tramways de Verchères, Chamblay et Laprairie, une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant la charte qui la constitue en corporation, savoir: la loi 6 George V, Chapitre 77, telle qu'amendée par la loi 11 George V, chapitre 138, en prolongeant le délai durant lequel il sera loisible à ladite compagnie de commencer la construction de son chemin de fer et de le terminer, et pour d'autres fins.

Montréal, 14 novembre 1923.

Les procureurs de la requérante,
DESSAULLES, GARNEAU,
5983—47-4 DESY & SAINT-JACQUES.

Avis est par les présentes donné, que l'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passage d'une loi amendant les articles 9, 13, 25, 26 et 29, et abrogeant et remplaçant les articles 6, 12, 14, 17, 21 et 23 de la charte de l'Association et accordant de nouveaux pouvoirs à la dite Association et à son Conseil d'Administration.

Montréal, 16 novembre 1923.

Le procureur de la requérante,
5987—47-4 ALBAN GERMAIN.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Canada Steamship Lines, Ltd", des cité et district de Montréal, présentera à la prochaine session de la Législature un bill demandant la confirmation et la ratification du règlement No 32 de la Corporation de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, concernant l'établissement de chantiers maritimes dans la dite municipalité, ainsi que d'un acte de convention basé sur tel règlement et intervenu entre la Corporation de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine et la Compagnie "Canada Steamship Lines, Ltd", devant L. P. Mercier, notaire, le 16 mai 1918.

Trois-Rivières, ce 13 novembre 1923.

Les agents et avocats de la "Canada Steamship Lines Ltd".
BUREAU, BIGUE & GOUIN.
5989—47-4

Avis est par les présentes donné que Monsieur Thomas Edwin Burton, de la ville de Cookshire, comté de Compton, Docteur en Chirurgie Dentaire, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passage d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise pour pratiquer la chirurgie dentaire dans cette province.

Cookshire, le 10 novembre 1923.

Le requérant,
5991—47-4 THOMAS E. BURTON.

crease its capital, and to the mills, plants and other industrial and commercial establishments it may erect, maintain and operate at the Town of La Tuque and elsewhere in the Province of Québec.

Quebec, November 29, 1923.

ST. LAURENT, GAGNE, DEVLIN
& TASCHEREAU,
6198—48-4 Attorneys for Brown Corporation.

Public notice is hereby given that the Verchères, Chamblay & Laprairie Tramways Company, a corporation having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend its charter, the Act 6 George V, Chapter 77, as amended by the Act 11 George V, chapter 138, by extending the delay during which the construction of its railway may be commenced and completed, and for other purposes.

Montreal, November 14th, 1923.

DESSAULLES, GARNEAU,
DESY & SAINT-JACQUES,
5984—47-4 Attorneys for Petitioners.

Notice is by the these presents given that the Montreal Firemen's Benefit Association will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a bill to obtain the amendments of articles 9, 13, 25, 26 and 29 and to annul and replace articles 6, 12, 14, 17, 21 and 23 of the charter of the Association, and to have additional rights granted to the Association and to its Board of Directors.

Montreal, November 16th, 1923.

ALBAN GERMAIN,
5988—47-4 Attorney for Petitioner.

Notice is hereby given by the Canada Steamship Lines, Limited, of the city and district of Montreal, that they will present, at the first session of the Legislature, a Bill asking for the confirmation and ratification of by-law No. 32 of the corporation of Sainte Marie Madeleine of Cape Madeleine regarding the establishment of shipbuilding yards in the municipality of Sainte Marie Madeleine of Cape Madeleine, and also of a deed of conventions based on said by-law and passed between the Corporation of Sainte Marie Madeleine of Cape Madeleine and the Canada Steamship Lines, Ltd, before L. P. Mercier, Notary, on the 16th of May, 1918.

Three Rivers, November 13th, 1923.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
Agents and attorneys for Canada Steamship
5990—47-4 Lines, Ltd.

Notice is hereby given that Thomas Edwin Burton, of the town of Cookshire, in the county of Compton, Doctor of Dental Surgery, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit him amongst its members and to grant him the necessary licenses to allow him to practise the profession of Dentistry, in this province, forthwith.

Cookshire, November 10th, 1923.

THOMAS E. BURTON,
5992—47-4 Petitioner.

Avis est, par les présentes, donné que le "Club Saint-Denis" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte de manière à mieux définir ses pouvoirs et à lui accorder certains pouvoirs additionnels, notamment: pouvoir posséder des immeubles jusqu'à concurrence d'une valeur de cinq cent mille piastres au moment de leur acquisition, et même au delà de telle valeur dans certaines circonstances, pourvu qu'il soit disposé du surplus dans un délai déterminé, pouvoir d'emprunter et d'émettre des obligations ou débetures dans certaines conditions, et autres pouvoirs ordinaires d'une corporation.

Daté ce treizième jour de novembre 1923, à Montréal, province de Québec.

Les procureurs de la requérante,
5993-47-4 BEIQUE & BEIQUE.

Avis public est donné que Alphée Gauthier, gérant, James Morgan, négociant, tous deux de Montréal, et Grant Distributing Company of Canada, Limited, une corporation ayant son siège social à Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi validant le permis accordé par la cité de Montréal, le ou vers le 10 juillet 1916 pour la construction d'un garage sur le lot No 43 du cadastre du quartier Saint-Laurent, déclarant inapplicable le règlement No 570 de la cité de Montréal, quant à cette construction, et pour d'autres fins, et au cas où la cité de Montréal présenterait un projet de loi pour amender sa charte, avis est donné que la demande ci-haut annoncée sera faite par voie d'amendement lors de l'étude dudit projet de loi.

Montréal, le 16 novembre 1923.

Les procureurs des pétitionnaires,
LAMOTHE, GADBOIS & CHARBONNEAU.
6001-47-4

Avis est par les présentes donné que les citoyens de la Cité de Montréal appelés à payer le coût de la construction de la rue de la Cité de Montréal connue sous le nom de "Boulevard Gouin", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, lors de la présentation du bill de la Cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi décrétant que le coût de la construction, de la réparation ou de l'entretien de cette rue de la Cité de Montréal connue sous le nom de "Boulevard Gouin" sera à la charge totale de la Cité de Montréal.

Montréal, le 17 novembre 1923.

Le procureur des requérants,
6007-47-4 EDMOND LUSSIER.

Avis public est donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, lors de l'étude du bill que doit présenter la cité de Montréal pour faire modifier sa charte, Rosario Drouin, de Montréal, ancien surintendant des édifices municipaux, demandera l'adoption d'un amendement tendant à lui assurer une pension ou rente viagère, et pour d'autres fins.

Montréal, 19 novembre 1923.

Les procureurs du dit Rosario Drouin,
6025-47-4 THEBERGE & GERMAIN.

Avis public est, par les présentes, donné que les syndicats des écoles protestantes de la cité de Verdun demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte autorisant: l'octroi d'une aide financière du gouvernement, à la dite commis-

Notice is hereby given that the "Club Saint-Denis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter so as to better define its powers and to grant it additional powers, especially: the power to possess immovables of an aggregate value of five hundred thousand dollars at the time of their acquisition, and even for a sum exceeding such amount under certain circumstances, provided such excess value be disposed of within a certain determined delay, power to borrow and to issue bonds or debentures under certain conditions, and other ordinary powers appertaining to corporations.

Dated this thirteenth day of November, 1923, at Montreal, Province of Quebec.

BEIQUE & BEIQUE,
5994-47-4 Attorneys for Applicant.

Public notice is given that Alphée Gauthier, manager, James Morgan, trader, both of the City of Montreal, and Grant Distributing Company of Canada, Limited, a body politic and corporate having its place of business at Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to demand the adoption of a law ratifying the permit granted by the City of Montreal on or about the 10th July 1916 for the erecting of a garage on lot No. 43 of the official plan of Saint Lawrence Ward, declaring that by-law No. 570 of the City of Montreal is not applicable as to that building, and for other purposes, and in case the City of Montreal should present a bill to amend its Charter, notice is given that the foregoing application will be made as an Amendment when the said bill is called for consideration.

Montreal, November 16th, 1923.

LAMOTHE, GADBOIS & CHARBONNEAU,
6002-47-4 Attorneys for the Petitioners.

Notice is hereby given that the citizens of the City of Montreal, called upon to pay the cost of the construction of the street in the City of Montreal known as "Boulevard Gouin", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, upon the presentation of the City of Montreal Bill, to obtain the passing of a bill decreeing that the cost of the construction, repairs, and the maintenance of the street in the City of Montreal, known as "Boulevard Gouin", will be borne entirely by the City of Montreal.

Montreal, November 17th, 1923.

EDMOND LUSSIER,
6008-47-4 Attorney for the Petitioners.

Public notice is given that at the next session of the Legislature of Quebec, at the time of the consideration of the bill to be presented by the city of Montreal for amending its charter, Rosario Drouin, of Montreal, ex-superintendent of municipal buildings, will ask for the adoption of an amendment to assure him a pension or life annuity and for other purposes.

Montreal, November, 19, 1923.

THEBERGE & GERMAIN,
6026-47-4 Attorneys for the said Rosario Drouin.

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Trustees of the City of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act authorizing: The granting of financial assistance by the Government to the said Board of \$50,000.00,

sion, de \$50,000.00, pour leur permettre de payer sa dette accumulée, le maintien du taux actuel de la taxe pour fins scolaires, payable par les propriétés des non-catholiques, et l'imposition d'une taxe d'un taux fixé pour les fins scolaires sur toute autre propriété immobilière, dans la dite cité, telle taxe à être collectée par la cité de Verdun et divisée en proportion du nombre d'enfants fréquentant l'école sous chacune des commissions scolaires présentes; imposer une taxe pour fins scolaires à tous locataires protestants dans la cité de Verdun, basée, soit sur la valeur locative, ou à un taux fixe pour chaque locataire; exproprier des terrains, qu'ils soient vacants ou sur lesquels existent des bâtisses pour des fins scolaires.

Montréal, 21 novembre 1923.

Les procureurs des pétitionnaires,
BROWN, STAVELEY & JENKINS.
6027-47-4

Avis est par le présent donné que Georges Rosenbloom, président; Isaac Cohen, vice-président; Solomon Chaikin, secrétaire; Jacob Pinsky, trésorier; M. Novak, Rév. Samuel Ritchler, Mike Bernstein, Sam. Rosenfeld, B. Rosenzweig, Abraham Vineberg, Wolf Barkin, Moe S. Levitt, Samuel Daskoff, Borru Ostrofsky, Solomon Gitlitz, Jacob Ieatch, Peter Singerman, Solomon Koufman, B. Goodman, Max Aikman, Sam Novak, Victor Novak, L. Nipom, Jacob Cohen, Z. Cohenn, J. Richler, M. Schlein; tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'être constitués en corporation sous le nom de "Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park", avec pouvoir d'acquérir et posséder de la propriété mobilière et immobilière, de tenir les registres de l'état civil, d'exercer tous les autres droits inhérents aux corporations civiles, et à toutes autres fins analogues.

Montréal, 20 novembre 1923.

L'avocat des requérants,
ARTHUR BROSSARD.
6041-47-4

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-Claver, de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi spéciale abrogeant le paragraphe A de l'article 68 de la loi 8 George V, chapitre 84, et obligeant la cité de Montréal d'acquérir un immeuble appartenant à la fabrique de la dite paroisse et situé entre l'avenue DeLorimier et l'avenue des Erables, en la cité de Montréal, requis pour l'ouverture du boulevard Saint-Joseph, et de payer à la dite fabrique comme prix d'achat une somme de \$34,000.00 avec intérêt au taux de 5% par an à compter du 9 février 1918.

Montréal, 15 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
LACHAPELLE & LALONDE.
6043-47-4

Avis public est par ces présentes donné, que la Compagnie des Tramways de Montréal fera application à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte amendant son contrat avec la cité de Montréal, et les statuts le confirmant, afin de lui permettre, avec le consentement de la Montreal Tramways Commission, de vendre cette part de son système connue comme "The Terminal Railway".

Le secrétaire-trésorier Montreal Tramways
Company,
PATRICK DUBEE.
6045-47-4

toward meeting overdue indebtedness; The maintenance of the present rate of taxation for school purposes, payable by properties on the neutral panel, and the imposition of a uniform tax rate for school purposes on all other real estate in said city, all such taxes to be collected by the city of Verdun and divided in proportion to the number of children attending school under each of the present school boards; To impose a tax for school purposes on all Protestant tenants in the city of Verdun, to be based either on their annual assessed rental or at a fixed rate per tenant; To expropriate land whether vacant or built upon for school purposes.

Montreal, November 21, 1923.

BROWN, STAVELEY & JENKINS,
Attorneys for Petitioners.
6028-47-4

Notice is hereby given that George Rosenbloom, president; Isaac Cohen, vice-president; Solomon Chaikin, secretary; Jacob Pinsky, treasurer, M. Novak, Rev. Samuel Richler, Mike Bernstein, Sam Rosenfeld, B. Rosenzweig, Abraham Vineberg, Wolf Barkin, Moe S. Levitt, Samuel Daskoff, Borru Ostrofsky, Solomon Gitlitz, Jacob Ieatch, Peter Singerman, Solomon Koufman, B. Goodman, Max Aikman, Sam Novak, Victor Novak, L. Nipom, Jacob Cohen, Z. Cohenn, J. Richler, M. Schlein, all of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park", with the power to acquire and possess movable and immovable property, to keep registers for acts of Civil Status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, 20th November, 1923.

ARTHUR BROSSARD,
Attorney for Applicants.
6042-47-4

Notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint Pierre Claver, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing a special act to repeal sub-section A of section 68 of the Statute 8 George V, Chapter 84, and to oblige the City of Montreal to buy a certain land belonging to the fabrique of the said parish and lying between DeLorimier and Des Erables avenues, in the City of Montreal, required for the opening of Saint Joseph Boulevard and pay to the said fabrique as purchase price the sum of \$34,000.00 with the interest at the rate of 5% per annum from February 9th, 1918.

Montreal, November 15th, 1923.

LACHAPELLE & LALONDE,
Attorneys for Applicants.
6044-47-4

Notice is hereby given that the Montreal Tramways Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its contract with the City of Montreal and a statute confirming same, so as to permit it, with the consent of the Montreal Tramways Commission, to sell that part of its system known as "the Terminal Railway".

PATRICK DUBEE,
Secretary Treasurer,
6046-47-4 Montreal Tramways Company

Avis est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte et obtenir de nouveaux pouvoirs quant aux objets suivants:

Nomination et destitution des employés ou officiers des municipalités aidées par la commission; pouvoirs d'emprunt et procédure pour les emprunts des municipalités aidées par la commission; contrôle et direction des travaux municipaux dans les municipalités aidées par la commission; achat et vente des immeubles achetés par la commission ou avec son consentement pour protéger le paiement des taxes; placement du fonds d'amortissement de la commission; terme des emprunts; évaluation municipale de lots à bâtir; taux des taxes dans les municipalités aidées et procédure quant à leur imposition et collection; vacance dans la charge de membre de la commission; pouvoir d'emprunter elle-même pour racheter tout emprunt temporaire fait par une municipalité en vertu de règlement pourvoyant à un emprunt à long terme; avances d'argent aux municipalités; et pour autres fins.

Montréal, le 21 novembre 1923.

Les procureurs de la requérante,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.

6047—47-4

Notice is hereby given that the Island of Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for amendments to its charter and obtaining further powers on the following matters:

Appointment and removal of employees or officers of the municipalities assisted by the commission; loan powers and procedure for loans contracted by municipalities assisted by the commission; control and direction of municipal works in the municipalities assisted by the commission; purchase and resale of immovables bought by the commission or with its consent to protect the payment of taxes; investment of sinking fund of the commission; term of loans; municipal valuation of building lots; rate of taxation in municipalities assisted and procedure with regard to their imposition and collection; vacancy in the office of member of the commission; power to borrow to redeem any temporary loan contracted by a municipality under a by-law for a long-term loan; advances of money to municipalities; and for other purposes.

Montreal, November 21, 1923.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
Attorneys for Applicant.

6048—47-4

Avis est par les présentes donné, que Francis Rosconi, gentilhomme, de la cité de Montréal, et Napoléon Rosconi, voyageur de commerce, du même lieu, héritiers de la succession de feu Francis Rosconi, père, en son vivant, bourgeois de l'ancienne ville de Maisonneuve, aujourd'hui Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi relative à ladite succession de feu Francis Rosconi, père, afin de leur permettre de, et les autoriser à, négocier un emprunt en donnant comme garantie hypothécaire les immeubles à eux légués en vertu du testament dudit feu Francis Rosconi, père, et pour autres fins.

Montréal, le 21 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
ARCHAMBAULT & MARCOTTE.

6049—47-4

Notice is hereby given that Francis Rosconi, gentleman, of the city of Montreal, and Napoleon Rosconi, commercial traveller, of the same place, heirs to the estate of the late Francis Rosconi, senior, in his lifetime, gentleman, of the former town of Maisonneuve, now Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act respecting the said estate of the late Francis Rosconi, senior, to permit and authorize them to negotiate a loan by giving as mortgage security the immovables bequeathed to them under the last will of the said late Francis Rosconi, senior, and for other purposes.

Montreal, November 21, 1923.

ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
Attorneys for Applicants.

6050—47-4

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent, et notamment: (a) l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt ne dépassant pas la somme de six millions de piastres (\$6,000,000.00), à être utilisé à l'achat de terrains, à la construction de nouvelles écoles, à la construction de résidences pour le personnel enseignant; (b) la fixation du taux de la taxe scolaire affectant la propriété foncière des propriétaires catholiques romains à une somme n'excedant pas un centin dans la piastre; (c) un amendement à la section 2 de la loi 9 George V, chapitre 37, afin d'inclure les emprunts effectués par les municipalités scolaires catholiques et leurs renouvellements, les ventes de terrains, d'écoles, de résidences et de toutes propriétés foncières, et pour autres fins.

Le Secrétaire général et Trésorier de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal,
6089—47-4 AYME LAFONTAINE.

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to the Acts governing it, and notably: (a) the authorization of the loan power not exceeding the sum of six million dollars (\$6,000,000.00) for the purchase of land and the construction of new schools and residences for the teaching staff; (b) the fixation of the rate of the school tax to be levied on the real estate of the Roman Catholic property owners at a rate not exceeding one cent in the dollar; (c) an amendment to section 2 of the Act 9 Georges V, chapter 37, so as to include the loans contracted by the Catholic School municipalities and their renewals, the sales of land, schools, residences and any real estate, and for other purposes.

AYME LAFONTAINE,
General Secretary and Treasurer of the
Montreal Catholic School Commission.
6090—47-4

Avis est donné, par les présentes, que la Corporation de la ville de Bagotville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi l'autorisant à produire, transmettre, distribuer et vendre de l'électricité pour fins industrielles ou domestiques en dehors de son territoire dans tout le canton Bagot, comté de Chicoutimi, et spécialement dans les municipalités de la ville de Port-Alfred, du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie et de Bagotville, partie nord-ouest.

Québec, le 19 novembre 1923.

Les procureurs de la ville de Bagotville,
ST-LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU.
6091—47-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Corporation of the Town of Bagotville, for the adoption of an act authorizing it to produce, transmit, distribute and sell electricity for industrial and domestic purposes outside of its territory in the whole township of Bagot, county of Chicoutimi, and specially in the municipalities of the Town of Port Alfred, of the village of Saint Alexis de la Grande Baie, of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie and of Bagotville Northwest part.

Quebec, November 19, 1923.

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for the Town of Bagotville.
6092—47-4

Avis est donné, par les présentes, que la compagnie de Chemin de Fer de Québec & Chibougamau, ses Directeurs et Actionnaires, Harry Cranfuird Thompson, de Londres, Angleterre, avocat, John Theodore Ross, de Québec, gentilhomme, Henry Leake Fitzgerald Blake, d'Ottawa, ingénieur-minier, James Guthrie Scott, de Québec, gentilhomme, Jean-Florian Grenon, de Chicoutimi, ingénieur-civil, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant la charte de la susdite compagnie de chemin de fer, confirmant les droits et pouvoirs à elle accordés par icelle et prolongeant le délai alloué pour la construction de ses voies ferrées.

Québec, 19 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
ST-LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU.
6093—47-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Quebec and Chibougamau Railway Company and by the Directors and Shareholders thereof, Harry Cranfuird Thompson, of London, England, Barrister-at-Law, John Theodore Ross, of Quebec, gentleman, Henry Leake Fitzgerald Blake, of Ottawa, Mining Engineer, James Guthrie Scott, of Quebec, gentleman, and Jean Florian Grenon, of Chicoutimi, Civil Engineer, to amend the Charter of the said Railway Company, confirm its rights and powers thereunder and extend the time for the construction of its railway lines.

Quebec, November 19, 1923.

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for Petitioners.
6094—47-4

Avis est, par les présentes, donné que Vincent P. Heney demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour autoriser le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à lui accorder une licence pour pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec, à la condition qu'il subisse les examens de troisième, quatrième et cinquième années, devant le bureau médical.

L'applicant,
VINCENT P. HENEY.
Montréal, 14 novembre 1923. 6095—47-4

Public notice is given that Vincent P. Heney will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to authorize the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to grant him a license to practise Medicine and Surgery in the Province of Quebec, provided that he pass the examinations of the third, fourth and fifth years before the Medical Board.

VINCENT P. HENEY,
Applicant.
Montreal, November 14th, 1923. 6096—47-4

Avis public est donné, que lors de l'étude du projet de loi de la cité de Montréal, Arthur Brière, Maxime Presseau, Joseph Charpentier, Olivier Champagne, Arsène David, Azarie Beauchamp, Calixte Sénécal, C.-A. Collerette, Vincent Langelier, Joseph Charbonneau, Jean Naud, J. Tremblay, A. Binette, Arthur Mann, Edmond Mayer, tous ex-officiers du corps de pompiers de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire insérer parmi les amendements à la charte de ladite cité, une disposition, obligeant la cité à leur payer une pension égale à la demie du salaire moyen par eux touché pendant leurs dix dernières années de service.

Montréal, 7 novembre 1923.

L'avocat des requérants,
J.-OCTAVE MOUSSEAU.
5771—47-4

Public notice is hereby given that when the bill amending the charter of the city of Montreal, is being considered, Arthur Brière, Maxime Presseau, Joseph Charpentier, Olivier Champagne, Arsène David, Azarie Beauchamp, Calixte Sénécal, C. A. Collerette, Vincent Langelier, Joseph Charbonneau, Jean Naud, J. Tremblay, A. Binette, Arthur Mann, Edmond Mayer, all of them ex-officers in the fire department of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to insert in the charter of the city a provision compelling the city to pay them a pension equal to the half yearly salary received by them during their last ten years of service.

Montreal, November the 7th, 1923.

J. OCTAVE MOUSSEAU,
Attorney for applicants.
5772—47-4

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, lors de l'entente du projet de loi qui sera présenté par la Commission Métropolitaine de Montréal, pour amender sa charte, et pour obtenir d'autres pouvoirs, et pour autres fins, The Northern Land Company, Limited, de Montréal, demandera l'adoption d'un amendement pour obliger ladite Commission Métropolitaine de Montréal à exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par sa charte et par les amendements à sa charte, et en particulier par la section 11 de l'acte 13 Geo. V, chapitre 105, et qui lui seront conférés par la loi qu'elle se propose de faire adopter sous un délai spécifique qui ne devra pas excéder six mois, et pour autres fins.

Montréal, le 12 décembre, 1923.

THE NORTHERN LAND COMPANY, LIMITED,
par GEO. W. ELLIOTT,
6441-50-4 Secrétaire-trésorier.

Avis est par les présentes donné qu'une application sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par The Northern Land Company, Limited, de Montréal, pour l'adoption d'une loi autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Bernardin-de-Montréal, de transiger et compromettre avec la dite The Northern Land Company, Limited et autres propriétaires de biens fonds imposables situés dans les limites de ladite municipalité, sur toutes créances pour taxes ou impositions générales ou spéciales, dues et à devenir dues en vertu des rôles existant, y compris celles constatées par les jugements ayant l'autorité de la chose jugée, et de faire également remise de ces taxes ou impositions dans telle proportion qu'elle jugera convenable, et d'accorder pour le paiement d'icelles un délai n'excédant pas dix années.

Montréal, le 12 décembre 1923.

THE NORTHERN LAND COMPANY, LIMITED,
par GEO. W. ELLIOTT,
6443-50-4 Secrétaire-trésorier.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, at the time of the consideration of the bill to be presented by the Montreal Metropolitan Commission, to amend its charter, and to obtain further powers, and for other purposes, the Northern Land Company, Limited, of Montreal, will ask for the adoption of an amendment to compel the said Montreal Metropolitan Commission to exercise the powers conferred upon said commission by its charter and amendments thereto, and particularly by section 11 of the Act 13, Geo. V, chapter 105, and to be conferred by the proposed bill aforesaid within a specified time or delay not exceeding six months, and for other purposes.

Montreal, December 12, 1923.

THE NORTHERN LAND COMPANY, LIMITED,
per GEO. W. ELLIOTT,
6442-50-4 Secretary-treasurer.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by The Northern Land Company, Limited, of Montreal, for the adoption of an act authorizing the School Commissioners of the School Municipality of Saint Bernardin of Montreal, to transact and compromise with the said Northern Land Company, Limited and other proprietors of taxable real estate situated within the limits of the said municipality, on all debts for taxes, or general or special assessments due or to become due under the existing rolls, including those established by judgments having the authority of a final judgment, and to likewise remit these taxes and assessments in such proportion that it may consider right, and grant delay not exceeding ten years for the payment of the same.

Montreal, December 12, 1923.

THE NORTHERN LAND COMPANY, LIMITED,
per GEO. W. ELLIOTT,
6444-50-4 Secretary-treasurer.

Département de l'Instruction Publique

2602-23

Québec, 4 décembre 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Sylvère, comté de Nicolet, les lots numéros 583 à 592 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sylvère, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Marie-de-Blandford, même comté.

6371-50-2

1440-23

Québec, 10 décembre 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Ely, comté de Shefford, les lots numéros 194 à 202 inclusivement, le lot numéro 276 du cadastre officiel du canton d'Ely, et d'annexer ces lots à la municipalité scolaire de Saint-Théophile-d'Ely, même comté.

6373-50-2

1010-23

Québec, 30 octobre 1923.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 29 novembre 1923, de détacher de la municipalité scolaire de Jonquière, paroisse, comté de Chicoutimi, les lots numéros

3

Department of Public Instruction

2602-23

Quebec, December 4, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Sylvère, County of Nicolet, the lots numbers 583 to 592, inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint Sylvère, and to annex them to the school municipality of Sainte Marie de Blandford, same county.

6372-50-2

1440-23

Quebec, December 10, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of Ely, County of Shefford, the lots numbers 194 to 202 inclusively, the lot number 276 of the official cadastre of the township of Ely, and to annex such lots to the school municipality of Saint Théophile d'Ely, same county.

6374-50-2

1010-23

Quebec, October 30, 1923.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 29th of November, 1923, to detach from the school municipality of Jonquière, parish, County of

25, 26, 27 et leurs subdivisions du rang 3 de la paroisse de Jonquière, et de les annexer à la municipalité scolaire de Kénogami, même comté.
6375

161-18

Québec, 30 novembre 1923.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 29 novembre courant, d'annexer le territoire qui forme actuellement la municipalité scolaire de "Laviolette", comté de Maskinongé, à celle de Saint-Ignace-du-Lac, même comté.
6377

Chicoutimi, the lots numbers 25, 26, 27 and their subdivisions of range 3 of the parish of Jonquière, and to annex them to the school municipality of Kénogami, same county. 6375

161-18

Quebec, November 30, 1923.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 29th of November instant, to annex the territory which presently forms the school municipality of "Laviolette", county of Maskinongé, to that of Saint Ignace du Lac, same county.
6378

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Saint Paul Fire & Marine Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le transport intérieur, les ouragans et automobiles, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre l'explosion et dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après ce dixième jour de décembre 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce dixième jour de décembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J. P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

6359-50-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "St. Paul Fire & Marine Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Inland Transportation, Tornado and Automobile, has been extended to include Explosion and Sprinkler Leakage Insurance, on and after this tenth day of December, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this tenth day of December, 1923.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

6360-50-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Patriotic Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé permettant en plus la classe suivante contre les dommages causés sur les propriétés de toutes sortes par l'explosion du gaz naturel ou autres et contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après ce vingt-neuvième jour de novembre 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce vingt-neuvième jour de novembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

6233-49-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Patriotic Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas and Sprinkler Leakage Insurance, on and after this twenty ninth day of November, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty ninth day of November, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

6234-49-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Sun Insurance Office of London", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les accidents, les automobiles, la garantie et maladie, a été amendé permettant en plus la classe suivante contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres et les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après le vingt-neuvième jour de novembre 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Sun Insurance office of London"-authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, accident, automobile, guarantee and sickness insurance, has been extended to include Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas and Sprinkler Leakage insurance, on and after this twenty ninth day of November, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised

Statuts Refondus de Québec, 1909, ce vingt-neuvième jour de novembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

6235—49-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Scottish Metropolitan Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les accidents, automobile, vol avec effraction, garantie et maladie, a été annulé et substitué par les classes suivantes: le feu, les accidents, automobile, garantie, maladie, bris de glaces, contre les dommages causés aux propriétés de toutes sortes par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce troisième jour de décembre 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce troisième jour de décembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

6247—49-2

Statutes of Quebec, 1909, this twenty ninth day of November, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

6236—49-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Scottish Metropolitan Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, accident, automobile, burglary, guarantee and sickness, has been cancelled and the following substituted therefore: Fire, accident, automobile, guarantee, sickness, plate glass and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this third day of December, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this third day of December, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

6248—49-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 5309. Dame Alphonsine Roy, épouse de Napoléon-Edouard Bourassa, cultivateur, de la paroisse de Laprairie, dans le district de Montréal, étant dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Napoléon Edouard Bourassa, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 29 novembre 1923.

Montréal, 30 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE, MONETTE,

6357—50-5 FILION & BOYER.

Dans la cour supérieure pour la province de Québec, district de Montréal, No 56. Dame Rosie Winagoura, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hyman Goldstein, marchand, du même endroit, demanderesse; vs Hyman Goldstein, du même endroit, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 11 décembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,

6389—50-5 SHULMAN & SHULMAN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 150.

Dame Amanda Caron, épouse commune en biens de Joseph Primeau, marchand, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Joseph Primeau, des cité et district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur en cette cause.

Montréal, 12 décembre, 1923.

Les procureurs de la demanderesse,

6405—50-5 BRAIS & LORRAIN.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 5309. Dame Alphonsine Roy, wife of Napoleon Edouard Bourassa, farmer, of the parish of Laprairie, in the district of Montreal, being duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Napoleon Edouard Bourassa, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 29th November, 1923.

Montreal, November 30, 1923.

PATENAUDE, MONETTE,
FILION & BOYER,

6358—50-5 Attorneys for plaintiff.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 56. Dame Rosie Winagoura, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Hyman Goldstein, merchant, of the same place, plaintiff; vs Hyman Goldstein, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, December 11, 1923.

SHULMAN & SHULMAN,

6390—50-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 150.

Dame Amanda Caron, wife common as to property of Joseph Primeau, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Joseph Primeau, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant in this cause.

Montreal, December 12, 1923.

BRAIS & LORRAIN,

6406—50-5 Attorneys for plaintiff.

District de Québec, Cour supérieure. No 4561. Dame Mary Gray, épouse commune en biens de Valère Fontaine, marchand, de la cité de Lévis, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Valère Fontaine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Les procureurs de la demanderesse,
DEMERS & DEMERS.
Québec, 11 décembre 1923. 6439—50-5

Canada, Province de Québec, district de Montmagny, No 1723. Cour Supérieure. Dame Poméla Blais, épouse commune en biens du dit Joseph Racine, de Saint-Fabien, district de Montmagny, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Racine, de Saint-Fabien, district de Montmagny, défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée.

Montmagny, 29 novembre 1923.
Le procureur de la demanderesse,
6241—49-5 LOUIS MORIN.

No 1191. Cour supérieure, Saint-Hyacinthe. Dame Lauréa Parent, demanderesse; vs Alexandre Barré, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 7 novembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
6249—49-5 J.-A.-N. PRUNEAU.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 830. Dame Anna Gravel, épouse commune en biens de Adrien Pharand, journalier, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Adrien Pharand, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 17 novembre 1923.

Montréal, le 22 novembre 1923.
Le procureur de la demanderesse,
6131—48-5 J.-L. GODIN.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 1768. Dame Beckie Rosenstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Singer, marchand, du même endroit, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Louis Singer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19ème jour de novembre 1923.

Montréal, 22 novembre 1923.
Le procureur de la demanderesse,
6133—48-5 ALEXANDRE-I. POPLIGER.

Cour supérieure, Kamouraska, No 8998. Dame Alice Desrosiers, épouse commune en biens de Sieur Aimé Bérubé, mécanicien, de la cité de Rivière-du-Loup, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Aimé Bérubé, mécanicien, de la cité de Rivière-du-Loup, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de novembre 1923.

Rivière-du-Loup, 13 novembre 1923.
Les procureurs de la demanderesse,
CASGRAIN, LIZOTTE & MICHAUD.
6151—48-5

District of Quebec, Superior Court, No. 4561. Dame Mary Gray, wife common as to property of Valère Fontaine, of the City of Lévis, merchant, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Valère Fontaine, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

DEMERS & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, December 11, 1923. 6440—50-5

Canada, Province of Quebec, district of Montmagny. Superior Court, No. 1723. Dame Poméla Blais, wife common as to property of the said Joseph Racine, of Saint Fabien, district of Montmagny, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Racine, of Saint Fabien, district of Montmagny, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Montmagny, November 29, 1923.
LOUIS MORIN,
6242—49-5 Attorney for plaintiff.

No. 1191. Superior Court, Saint Hyacinthe. Dame Laurea Parent, plaintiff; vs Alexander Barré, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 7th of November, 1922.

J. A. N. PRUNEAU,
6250—49-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 830. Dame Anna Gravel, wife common as to property of Adrien Pharand, laborer, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff, vs the said Adrien Pharand, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 17th of November, 1923.

Montreal, November 22, 1923.
J. L. GODIN,
6132—48-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 1768. Dame Beckie Rosenstein, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Singer, merchant, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Singer, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of November 1923.

Montreal, November 22, 1923.
ALEXANDER I. POPLIGER,
6134—48-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Kamouraska, No. 8998. Dame Alice Desrosiers, wife common as to property of Mr. Aime Berubé, machinist, of the city of Rivière du Loup, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Aimé Berubé, machinist, of the city of Riviere du Loup, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the tenth day of November, 1923.

Riviere du Loup, November 13, 1923.
CASGRAIN, LIZOTTE & MICHAUD,
6152—48-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal Cour supérieure, No 4484. Dame Azelda Anger, domiciliée en la cité de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens d'Albert Fontaine, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs Albert Fontaine, voiturier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 22 novembre 1923.

Montréal, 26 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
6155-48-5 BEAUREGARD & LABELLE.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4356.

Dame Delphine Côté, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Auger, mécanicien, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Alfred Auger, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 15 novembre 1923.

Montréal, 16 novembre 1923.

L'avocat de la demanderesse,
5985-47-5 C.-A. ARCHAMBAULT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dame Marie-B. Boulanger, épouse commune en biens du défendeur demanderesse, des cité et district de Montréal; et Ernest Vandandaigue, défendeur, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 17 novembre 1923.

L'avocat de la demanderesse,
5999-47-5 F.-A. CRAIG.

Canada, Province de Québec, district de Saint-François. Cour Supérieure, No 718. Dame Rosa-Marguerite Tanguay, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, épouse de Stanislas-Wilbrod Darche, du même endroit, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Stanislas-Wilbrod Darche, commerçant, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatorzième jour de novembre mil neuf cent vingt-trois.

Sherbrooke, Novembre 21, 1923.

Le procureur de la demanderesse,
6053-47-5 F. CAMPBELL.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4938.—Dame Annie Goldberg, épouse commune en biens de Sam Zweig, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée par un jugement de la Cour supérieure pour ces présentes, demanderesse; vs Sam Zweig, du même endroit, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, de jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 5 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5863-46-5 LOUIS FITCH.

Province de Québec, district de Kamouraska. Dans la Cour supérieure, No 8957. Dame Mathilda Morin, épouse commune en biens de Sieur Joseph Saindon, employé de chemin de fer, de

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 4484. Mrs. Azelda Anger, residing in the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Fontaine, of the same place, and duly authorized to *ester aux présentes*, plaintiff; vs Albert Fontaine, carriage maker, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 22nd day of November, 1923.

Montreal, November 26, 1923.

BEAUREGARD & LABELLE,
6156-48-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4356.

Dame Delphine Côté, of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Alfred Auger, of the same place, mechanic, duly authorized to act in justice, plaintiff; vs said Alfred Auger, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against defendant on November 15th, 1923.

Montreal, November 16th, 1923.

C. A. ARCHAMBAULT,
5986-47-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. Mrs. Dame Marie B. Boulanger, wife common as to property of the defendant, plaintiff, of the City and District of Montreal; and Ernest Vandandaigue, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff against the defendant.

Montreal, November 17, 1923.

F.-A. CRAIG,
6000-47-5 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. Superior Court, No. 718. Dame Rosa Marguerite Tanguay, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, wife of Stanislas Wilbrod Darche, of the same place, merchant, and authorized by the Court to *ester en justice*, plaintiff; vs Stanislas Wilbrod Darche, merchant, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 14th day of November one thousand nine hundred and twenty three.

Sherbrooke, November 21st, 1923.

F. CAMPBELL,
6054-47-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4938.—Dame Annie Goldberg, wife common as to property of Sam Zweig, both of the city and district of Montreal, duly authorized by judgment of the Superior Court for these presents, plaintiff; vs Sam Zweig, of the same place, merchant, defendant.

An action has this day been instituted in separation as to property by the plaintiff against the defendant.

Montreal, November 5, 1923.

LOUIS FITCH,
5864-46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Kamouraska. In the Superior Court. No. 8957. Dame Mathilda Morin, wife common as to property of Mr. Joseph Saindon, Railway employee, of the city

la Cité de Rivière-du-Loup, demanderesse; vs ledit Joseph Saindon, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 octobre 1923.

Rivière-du-Loup, 10 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
5865—46-5 LANGLAIS & COTÉ.

Province de Québec, District de Kamouraska Dans la Cour supérieure, No 8958. Dame Albina Lévesque, épouse commune en biens de Sieur Philippe Pinet, commerçant, de la paroisse de Saint-Honoré, demanderesse; vs le dit Philippe Pinet, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 octobre 1923.

Rivière-du-Loup, 10 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
5867—46-5 LANGLAIS & COTÉ.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1651.—Dame Mathilda Pelletier, épouse commune en biens de Camille Boyer, journalier restaurateur, présentement des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Le dit Camille Boyer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour dans la présente cause.

Montréal, 7 novembre 1923.

L'avocat de la demanderesse,
5869—46-5 EMILE-L. SASSEVILLE.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 11—Dame Mary Guilmin, épouse commune en biens de Albert Wilson, hôtelier, du village de Warden, dans le district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Albert Wilson, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20ème jour d'octobre 1923.

Waterloo, 13 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5871—46-5 ROMULUS CLOUTIER.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 3303. Dame Palmyre Roy, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alphonse-Henri Levesque, fourreur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 13 novembre 1923.

Les avocats de dame P. Roy,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS.
5901—46-5

Province de Québec, district de Saint-François. Cour supérieure, No 683. Dame Rose-Anna Bisson, épouse de J.-Henri Lambert, restaurateur, domicilié à East Angus, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit J.-Henri Lambert, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9ème jour de novembre 1923.

Sherbrooke, 9 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5913—46-5 CESAIRE GERVAIS.

Province de Québec, district de Bedford. Cour Supérieure, No 34. Dame Clarinda Blanchard, de Sainte-Cécile-de-Milton, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Téléphore Auclair, forgeron, du même lieu, dûment auto-

of Rivière du Loup, plaintiff; vs the said Joseph Ssindon, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 4th of October, 1923.

Rivière du Loup, November 10, 1923.

LANGLAIS & COTE,
5866—46-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Kamouraska. In the Superior Court, No. 8958. Dame Albina Levesque, wife common as to property of Mr. Philippe Pinet, trader, of the parish of Saint Honoré, plaintiff; vs the said Philippe Pinet, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 4th of October, 1923.

Rivière du Loup, November 10, 1923.

LANGLAIS & COTE,
5868—46-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1651.—Mrs. Mathilda Pelletier, wife common as to property of Camille Boyer, restorator, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs The said Camille Boyer, her husband, defendant.

An action as to property has been instituted this day.

Montreal, November 7, 1923.

EMILE L. SASSEVILLE,
5870—46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 11.—Mary Guilmin, wife common as to property of Albert Wilson, hotel-keeper, of the village of Warden, in the district of Bedford, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs. The said Albert Wilson, defendant.

An action in separation as to property has been taken on the 20th of October, 1923.

Waterloo, November 10, 1923.

ROMULUS CLOUTIER,
5872—46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 3303. Dame Palmyre Roy, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alphonse Henri Levesque, furrier, of the same place, has this day instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, November 13, 1923.

MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS,
Attorneys for Palmyre Roy.
5902—46-5

Province of Quebec, district of Saint Francis. Superior Court. No. 683. Dame Rose Anna Bisson, wife of J. Henri Lambert, restaurant-keeper, domiciled at East Angus, said district, duly authorized to "ester en justice", plaintiff; vs said J. Henri Lambert, of same parts, defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this cause on the 9th day of November, 1923.

Sherbrooke, November 9, 1923.

CESAIRE GERVAIS,
5914—46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford. Superior Court, No. 34. Clarinda Blanchard, of Sainte Cécile de Milton, in the district of Bedford, wife common as to property of Téléphore Auclair, blacksmith, of the said village of Sainte

risée à enter en justice, demanderesse; vs ledit Téléphore Auclair, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9ième jour de novembre 1923.

Waterloo, ce 15 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5953—46-5 ROMULUS CLOUTIER.

Cecile de Milton, said district, and duly authorized à enter en justice, plaintiff; vs the said Téléphore Auclair, défendant.

An action in separation as to property has been taken on the 9th of November, 1923.

Waterloo, this 15th day of November, 1923.

ROMULUS CLOUTIER,
5954—46-5 Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 2542. Marie-Anna Monette, demanderesse; vs Wilfrid Dutrizac, défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée contre le défendeur, le 31 octobre 1923.

Montréal, 13 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5905—46-5 J.-BRUNO NANTEL.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 2542. Marie Anna Monette, plaintiff; vs Wilfrid Dutrizac, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted against the defendant, the 31st day of October, 1923.

Montreal, November 13, 1923.

J. BRUNO NANTEL,
5906—46-5 Attorney for plaintiff.

Avis divers

NORTHERN DEVELOPMENT CO.,
Chicoutimi, Qué.

Extrait du livre de délibérations.

Assemblée spéciale des actionnaires convoquée par ordre des directeurs, à leur assemblée du 27 octobre 1923, tenue au bureau du secrétaire Henri Girard, à Chicoutimi, le 23 novembre 1923, à trois heures de l'après-midi, à laquelle sont présents: Tous les actionnaires.

Sur motion, le règlement passé par les directeurs à leur assemblée du 27 octobre 1923, à l'effet de transférer le bureau-chef de cette compagnie de Québec à Chicoutimi, au No 143 rue Racine, est ratifié à l'unanimité.

Chicoutimi, Qué., le 4 décembre 1923.

Certifié extrait conforme,

Le secrétaire,

6343 HENRI GIRARD.

Règlement spécial No 2, augmentant le nombre des directeurs de "Columbia Shoes, Limited".

Qu'il soit résolu, et il est résolu que le règlement général No 1, de la section No 8, soit, et il est, par les présentes, amendé en y retranchant les mots: "La compagnie sera administrée par un conseil de trois directeurs", et en y substituant les mots: "la compagnie sera administrée par un conseil de quatre directeurs".

Vraie copie certifiée du règlement ci-dessus, approuvé par un vote de, au moins, les deux tiers en valeur du capital, représentés par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale, convoquée pour l'étude du dit règlement, le 26 octobre 1923.

Le vice-président,

6345 H. M. CHARLTON.

Canada, province de Québec, district de Québec. Règlement décrétant l'augmentation des directeurs de la compagnie "Jos. Villeneuve, Limitée" jusqu'à sept.

Il est proposé par M. J.-Geo. Trudelle, appuyé

Miscellaneous Notices

NORTHERN DEVELOPMENT CO.,
Chicoutimi, Qué.

Extract from minute book.

Special meeting of the shareholders called by order of the directors, at their meeting of the 27th of October, 1923, held at the office of the Secretary, Henri Girard, at Chicoutimi, the 23rd of November, 1923, at three o'clock in the afternoon, at which meeting all the shareholders were present.

Upon motion duly moved and seconded, the by-law passed by the directors at their meeting of the 27th of October, 1923, to the effect of transferring the head office of this company from Quebec to Chicoutimi, at No. 143 Racine Street, is ratified unanimously.

Chicoutimi, Qué., December 4, 1923.

A true copy.

6344 HENRI GIRARD,
Secretary.

Special By-Law No. 2 increasing the number of directors of "Columbia Shoes, Limited".

Be it enacted, and it is hereby enacted that general by-law No. 1 of Section No. 8 be, and it is hereby amended by striking out the words "the Company shall be managed by a Board of three Directors", and substituting therefore the words "the Company shall be managed by a Board of four Directors".

Certified a true copy of the above by-law, approved by a vote of at least 2/3 in value of the stock, represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering said by-law, on October 26, 1923.

H. M. CHARLTON,

6346 Vice-President.

Canada, province of Quebec, District of Quebec. By-law to increase the number of the directors of the company "Jos. Villeneuve, Limitée" up to seven.

Moved by Mr. J. Geo. Trudelle, seconded by

par M. Alphonse Houde, qu'il est expédient d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie "Jos. Villeneuve, Limitée" jusqu'à sept. En conséquence les actionnaires de la compagnie "Jos. Villeneuve, Limitée" décrètent ce qui suit :

L'article "6" du règlement de la compagnie Jos. Villeneuve, Limitée, concernant le nombre des directeurs, est amendé en retranchant après le mot "ou" le mot "quatre" et lui substituant le mot "sept".

Daté à Saint-Romuald d'Etchemin, Co., Lévis, le 1er décembre 1923.

La présidente,
ANNA LAROCHELLE VILLENEUVE.
Le secrétaire,
J.-GEO. TRUDELLE.

Je soussigné, secrétaire de la compagnie "Jos. Villeneuve, Limitée", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus changeant le nombre des directeurs de la dite compagnie a été soumis le premier jour de décembre mil neuf cent vingt-trois, et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux tiers en valeur du capital, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

Daté à Saint-Romuald-d'Etchemin, Co. Lévis, ce premier décembre mil neuf cent vingt-trois.

Le secrétaire,
J.-GEO. TRUDELLE.

6399

S. R. Q.—Chapitre 68, 1909.

Formule A (Article 7295a)

Avis public est donné, par les présentes, conformément à l'article 7295 a, des statuts refondus 1909, que la "Gatineau Company, Limited" de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province d'Ontario, se propose de demander l'autorisation de construire une usine hydro-électrique pour développer de la force, un barrage et des estacades, à Chelsea, sur la rivière Gatineau, sur certaines parties des lots 8, 9, 10 du rang IX, canton de Hull, province de Québec.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet accompagnée par les plans et spécifications de tels travaux, indiquant les sites choisis pour leur construction et les terrains qui seront affectés par l'emmagasinage de l'eau, a été adressée au ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Hull, à Hull, province de Québec.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la Gazette Officielle de Québec.

GATINEAU COMPANY, LIMITED.

Le vice-président,
J.-B. WHITE.

6291—49-4

Mr. Alphonse Houde, that it is expedient to increase the number of directors of the company "Jos. Villeneuve, Limitée" up to seven. Therefore the shareholders of the company "Jos. Villeneuve, Limitée" enact as follows:

Article 6 of the by-law of the company "Jos. Villeneuve, Limitée", respecting the number of directors, is amended by striking out after the word "or" the word "four" and substituting therefore the word "seven".

Dated at Saint Romuald d'Etchemin, County of Lévis, the first of December, 1923.

ANNA LAROCHELLE VILLENEUVE,
President.
J. GEO. TRUDELLE,
Secretary.

I, the undersigned, Secretary of the company "Jos. Villeneuve, Limitée", hereby certify that the above by-law changing the number of directors of the said company was submitted the first day of December one thousand nine hundred and twenty three and approved by the vote of the shareholders representing the two thirds in value of the capital stock, at a special general meeting duly called for considering the same.

Dated at Saint Romuald d'Etchemin, County of Lévis, this first day of December one thousand nine hundred and twenty three.

J. GEO. TRUDELLE,
Secretary.

6400

R. S. Q.—Chapter 68, 1909.

Form A (Article 6295a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that Gatineau Company, Limited, of the City of Ottawa of the County of Carleton, Province of Ontario, intends to apply for authorization to have constructed a hydro-electric power house, dam and headworks at Chelsea, on the Gatineau River, on parts of lots 8, 9, 10, range IX, township of Hull, province of Quebec.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such works, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry office of the registration division of Hull, at Hull, Province of Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

GATINEAU COMPANY, LIMITED.

J. B. WHITE,
Vice President.

6292—49-4

Bureaux-chef

Avis est donné que la compagnie "Service Press, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour de juillet 1922, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, au numéro 230, rue Craig ouest, jusqu'aujourd'hui, l'a transporté au numéro 250, Swift-Copeland Building, numéro 489, rue Saint-Paul ouest, dite cité.

Chief Offices

Notice is hereby given that the company "Service Press, Limited", incorporated by letters patent dated the eleventh day of July, 1922, and having its head office up to this day at No. 230 Craig street West, in the city of Montreal, has moved its office to No. 250 Swift Copeland Building, No. 489 Saint Paul street West, in the said city.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, le deuxième jour de mai 1923.

Le président et directeur-gérant,
6335 WALTER C. PRATT.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, the second day of May, 1923.

6336 WALTER C. PRATT,
President and Managing Director.

Avis est donné que la Compagnie "E. Champagne, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 16 juillet 1919, a établi son bureau au numéro 1297 de la rue Notre-Dame-Ouest, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 5ème jour de novembre 1923.

6437 Le président,
E. CHAMPAGNE.

Notice is hereby given that the Company "E. Champagne, Limitée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 16th of July, 1919, has established its office at No. 1297 Notre Dame Street West, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head-office.

Dated at Montreal, this 5th day of November, 1923.

6438 E. CHAMPAGNE,
President.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies authorized to do business

La compagnie "R. Wallace & Sons Manufacturing Company", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Cookshire.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Edgar R. Parkins, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, 7 décembre 1923. 6361

The "R. Wallace & Sons Manufacturing Company", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at Cookshire.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Edgar R. Parkins, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, December 7, 1923. 6362

La compagnie "The J. R. Walkins Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Québec, Edifice "Banque Union".

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. A. C. M. Thomson, de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, 1er décembre 1923. 6363

The "J. R. Walkins Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at Quebec, Union Bank Building.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. A. C. M. Thomson, of Quebec.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, December 1st, 1923. 6364

Examens

Examinations

Les avis suivants des ci-dessous mentionnés ont été reçus par le secrétaire du Barreau de

The following notices from the undermentioned have been received by the Secretary of the Bar

Saint-François, qu'ils se présenteront aux prochains examens du Barreau: or Saint Francis, that they will present themselves at the next examination of the Bar:

Pour l'admission à l'étude.—For admission to study.				
Nom Name	Surnom Surname	Résidence Residence	Age.	Du Collège de: Educated at Schools and Colleges:
O'Donnell,	Hugh.	Sherbrooke.	22	University of Bishop's College.

Pour l'admission à la pratique.—For admission to practice.				
Nom Name.	Surnom Surname.	Résidence. Residence.	Age.	
St. Pierre,	Eugène	Sherbrooke,	25.	
Rousseau,	Armand,	Sherbrooke,	28.	

Sherbrooke, Qué., 1er décembre 1923.
Le secrétaire du Barreau de Saint-François,
6347—50—2 K. A. WILSON.

Sherbrooke, Que., December 1st., 1923.
K. A. WILSON,
6348—50—2 Secretary of the Bar of Saint Francis.

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 8 janvier 1924.—Examinations, January 8th, 1924.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Armstrong.....	T.-A.....	30	Montréal.....	Queen University, Ont.
2.—Aspler.....	Isidore.....	19	".....	High School Montreal, McGill Univ.
3.—Baker.....	Hyman.....	23	".....	".....
4.—Casgrain.....	Jean.....	20	".....	Jardin de l'Enfance, Coll. Loyola.
5.—Charness.....	Isidore.....	22	".....	High School, Montréal, McGill Univ.
6.—Cohen.....	Lawrence-Z.....	23	".....	Westmount High School, McGill Un.
7.—Coveler.....	David.....	22	".....	High School, Montréal, Univ. de Mtl.
8.—Cresthol.....	Léon-D.....	23	".....	High School, Québec, McGill Univ., Univ. de Montréal.
9.—Dampousse.....	Roger.....	23	".....	Coll. St-Laurent, Cours Leblond de Brumath.
10.—Feigenbaum.....	Moses.....	19	".....	High School of Montreal, McGill Un.
11.—Fels.....	Moses-Abraham.....	21	".....	High School, Montréal, McGill Univ.
12.—Fels.....	Sol.....	20	".....	High School, Montréal, McGill Univ.
13.—Glazer.....	Louis.....	25	".....	McGill University.
14.—Godin.....	Rodolphe.....	20	".....	Ecole St-Joseph, Coll. Ste-Marie.
15.—Gradinger.....	B. L.....	20	".....	High School, Montréal, McGill Univ.
16.—Gross.....	Myer.....	21	".....	Public School, High School, Mont.
17.—Helal.....	Joseph.....	20	".....	Ecole Edward Murphy, Acad. Com. de Montréal, McGill University
18.—Lafond.....	Roméo.....	26	".....	Coll. de Nicolet, Coll. de Joliette.
19.—Leblanc.....	Roméo.....	20	Napierville.....	Coll. de Montréal, Coll. St-Laurent.
20.—Lemire.....	Gérard.....	24	Montréal.....	Jardin de l'Enfance, Coll. de Montr.
21.—Lynch-Staunton.....	Victor-M.....	19	Hamilton, Ont.....	Highfield School, Royal Military. Coll. Kingston, Ont., McGill Un.
22.—Martyn.....	Frederick-L.....	40	Montréal.....	Private School, Roman Catholic Coll. Newfoundland.
23.—Perron.....	Guy-R.....	17	".....	High School Montréal, Cours privés de M. Murray McNealy.
24.—Pichet.....	Ludger.....	22	".....	Mont-St-Louis, Coll. St-Laurent.
25.—Racine.....	Gérard.....	24	".....	Coll. Loyola, Coll. Ste-Marie.
26.—Rappaport.....	M.-L.....	19	".....	High School, Montréal, Prof. René Savoie.
27.—St-Pierre.....	Louis-Philippe.....	23	".....	Coll. Bourget, Rigaud.
28.—Shulman.....	Abraham.....	21	".....	High School, Montréal, McGill Univ.
29.—Signer.....	Morris-B.....	23	".....	High School, Montréal, McGill University, Univ. de Montréal.

Montréal, 12 décembre—December 12, 1923.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
JOHN G. AHERN,
Secretary of the Bar of Montreal.

Liquidations—Avis de

Canada, Province de Québec, district de Québec, No 1927, Cour supérieure. Dans l'affaire de Carrier, Limitée, Lévis, en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 24 décembre courant.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 26 décembre 1923.

Les liquidateurs,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 6 décembre 1923. 6337

Province de Québec, district de Montréal.

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale des actionnaires de la compagnie "The Rideau Shoe Company, Limited", tenue à Montréal, le douze de novembre courant (1923), il a été résolu à l'unanimité ce qui suit:

Que la liquidation volontaire de la dite compagnie soit faite;

Que MM. Hormisdas Ethier et Joseph Laurin soient autorisés à agir comme liquidateurs, avec tous les pouvoirs accordés par les articles 6120 à 6140 des Statuts refondus de la province de Québec.

En foi de quoi nous avons signé à Montréal, ce trentième jour de novembre de l'an mil neuf cent vingt-trois.

6349

H. ETHIER,
J. LAURIN.

Winding up Notices

Canada, province of Quebec, district of Quebec, No. 1927. In the Superior Court. In the matter of Carrier, Limited, Levis, in liquidation.

Notice is hereby given that second and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until December 24th, 1923.

This dividend will be payable at our office on or after the 26th of December 1923.

BEDARD & BELANGER,
Liquidators.

Office: 101 Saint Peter Street.,
Quebec, December 6, 1923. 6338

Province of Quebec, district of Montreal.

Notice is hereby given, that at a general meeting of the shareholders of "The Rideau Shoe Company, Limited", held at Montreal, the twelfth day of November instant (1923), the following was resolved unanimously:

That the said company be voluntarily wound up;

That Hormisdas Ethier and Joseph Laurin be authorized to act as liquidators, with all the powers conferred by articles 6120 to 6140 of the Revised Statutes of the Province of Quebec.

In testimony whereof we have signed at Montreal, this thirtieth day of November, one thousand nine hundred and twenty three.

6350

H. ETHIER,
J. LAURIN.

Minutes de notaire

Québec, 5 décembre 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Olivier Tourigny, notaire, demeurant et pratiquant en la ville de Magog, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis-Avila Audet, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
6293—49-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 20 novembre 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Adjutor Côté, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Donat Martel, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
6035—47-5 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, December 5, 1923.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Olivier Tourigny, notary, residing and practicing in the town of Magog, district of Saint Francis, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Louis Avila Audet, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
6294—49-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, November 20th, 1923.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Adjutor Côté, notary, of the City of Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Donat Martel, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
6036—47-5 Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité Saint-Charles, Bas du Sault, dans le comté de Laval, demandent des soumissions pour la vente

Tenders

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Saint Charles, Bas du Sault, in the County of Laval, will receive tenders for the sale of \$15,000.00

d'un montant de \$15,000.00 d'obligations qu'ils sont autorisés à émettre en dix séries de \$1,500.00 chacune, échéant respectivement chaque année, du premier septembre 1924 au premier septembre 1933, et portant intérêt au taux de 6% par an payable semi-annuellement les premiers septembre et mars de chaque année. Une taxe spéciale est imposée sur les biens-fonds imposables pour payer les intérêts semi-annuels et pour pourvoir au remboursement de la partie du capital échéant chaque année.

Toute soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt. Toute soumission devra comprendre les intérêts accrus sur les obligations à compter du premier septembre 1923.

Les soumissions seront prises en considération à une séance publique des dits Commissaires d'écoles, qui sera tenue le trente-unième jour de décembre 1923, à dix heures de l'avant-midi, à la maison d'école Germain-Valade, dans la ville Montréal-Nord.

Les soumissions devront être adressées au soussigné sous enveloppe scellée et lui parvenir avant l'ouverture de l'assemblée.

Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'est pas acceptée leur seront remis sans délai. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Les commissaires ne seront pas tenus d'accepter aucune des soumissions demandées.

Tout soumissionnaire pourra obtenir tous renseignements additionnels au bureau du secrétaire-trésorier, au No 10 Avenue Cadieux, Montréal-Nord, Qué.

Le secrétaire-trésorier des dits
Commissaires d'écoles.
EMILE DELORME.

Montréal-Nord, 12 décembre 1923. 6433

MUNICIPALITE DU VILLAGE DE
BEAUPORT.

Avis public est donné, par les présentes, que le Conseil municipal du Village de Beauport recevra, au bureau du soussigné, jusqu'au 31 décembre 1923, à sept heures, P. M., des soumissions pour la vente d'obligations au montant de \$50,000 émises en vertu du règlement numéro 48, dont \$29,000 remboursables par annuités des premiers décembre 1924 et suivants jusqu'au premier décembre 1938 inclus, et \$21,000 remboursables le premier décembre 1938; les intérêts à 5½% payables semi-annuellement les premiers de juin et décembre à la Banque Provinciale du Canada, à Beauport ou à Québec; les annuités seront aussi payables aux mêmes endroits.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque accepté égal à 1% du montant du prêt.

Les soumissions seront prises en considération à une assemblée régulière du Conseil, le 31 décembre 1923, à 8 heures P. M.

Chaque soumission devra être scellée et remise au soussigné dans le délai stipulé. Le conseil se réserve le droit de n'accepter aucune des dites soumissions.

Beauport-Village, ce 13 décembre 1923.

6435 Le secrétaire-trésorier,
HENRI DELAGE.

of bonds they are authorized to issue in ten series of \$1,500.00 each, maturing respectively each year from the 1st of September, 1924, to the 1st of September, 1933, and bearing interest at the rate of 6% per annum, payable semi-annually the first days of September and March of each year. A special tax is imposed on the taxable real estate to pay the semi-yearly interests and provide for the redemption of the part of capital maturing each year.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of the loan. Every tender must include the accrued interests in the bonds from the 1st of September, 1923.

The tenders shall be considered at a public sitting of the said School Commissioners which will be held the thirty first of December 1923, at ten o'clock in the forenoon, at the Germain-Valade School House, in the town of Montreal North.

The tenders must be addressed to the undersigned under sealed envelope and delivered to him before the opening of the meeting.

After the examination of the tenders, the cheques deposited by the unsuccessful tenderers shall be returned to them forthwith. The cheque of the successful tenderer shall be returned to him after the execution of his contract.

The Commissioners are not bound to accept any of the tenders received.

Further particulars may be obtained by every tenderer at the office of the secretary-treasurer, No. 10 Cadieux Avenue, Montreal North, Que.

EMILE DELORME,
Secretary-Treasurer of the said
School Commissioners.

Montreal North, December 12, 1923. 6434

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF
BEAUPORT.

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the Village of Beauport will receive, at the office of the undersigned, till the 31st of December, 1923, at seven o'clock P. M., tenders for the sale of bonds amounting to \$50,000.00 issued under by-law No. 48, of which \$29,000.00 are serial bonds redeemable the 1st December, 1924 and following up to the 1st December 1938, inclusive, and \$21,000.00 redeemable the 1st of December 1938; the 5½% interest being payable semi-yearly the first days of June and December, at the Provincial Bank of Canada at Beauport or Quebec; the serial bonds will also be redeemed at the same places.

The tenders must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The tenders will be considered at a regular sitting of the Council the 31st of December, 1923, at 8 o'clock P. M.

Every tender must be under sealed envelope and in the hands of the undersigned within the stipulated delay. The Council reserves the right to refuse any of the said tenders.

Beauport Village, this 13th of December, 1923.

6436 HENRI DELAGE,
Secretary-Treasurer.

Dans l'affaire de l'actif de Johnny Fontaine, de Sainte-Madeleine, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que MARDI, le QUINZIÈME jour de JANVIER, 1924, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Madeleine, seront vendus à l'enchère publique les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située au village de la paroisse de Sainte-Madeleine, connue et désignée comme étant le numéro trente-huit (No 38) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine, de la contenance de deux arpents de largeur par vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses y construites, mais moins et à distraire du dit lot:

A. Un emplacement de forme triangulaire d'un arpent et demi de superficie appartenant à Amable Chaume.

B. Un emplacement de quatre-vingt-quinze pieds de front par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, tel qu'enclos et telles que soient ses dimensions, appartenant à Alfred Fontaine.

C. Un autre emplacement de la contenance d'un demi-arpent de front par un arpent de profondeur et ci-après désigné.

2. Un emplacement situé au village de la paroisse de Sainte-Madeleine, de la contenance d'un demi-arpent de largeur par un arpent de profondeur, étant partie du numéro trente-huit (No P. 38) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine; tenant en front le chemin public, en profondeur et du côté sud-ouest la terre du dit Johnny Fontaine et de l'autre côté l'emplacement du dit Alfred Fontaine—avec les bâtisses y construites.

3. Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Madeleine, à l'endroit appelé La Baie, de la contenance de neuf perches de front par trois arpents et cinq perches de profondeur, connu et désigné comme étant le lot numéro trente et un (No 31) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine.

4. Un terrain à bois situé dans la même paroisse, de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur dix arpents de profondeur, plus ou moins, étant les lots numéros cent quatre-vingt-dix-neuf et deux cent (Nos 199 et 200) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine—avec l'agrès de sucrerie et tous ses accessoires.

Les conditions de vente sont: argent comptant, et chaque immeuble sera vendu séparément.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de Faillite 9-10 George V, ch. 36 et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Saint-Hyacinthe, le 11 décembre 1923.

Le syndic autorisé,

RENE MORIN.

MORIN & MORIN, notaires,

Saint-Hyacinthe, P. Q. 6385—50-2

In the matter of the Estate of Johnny Fontaine, of Sainte Madeleine, authorized assignor.

Public notice is hereby given that on TUESDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Sainte Madeleine, shall be sold at public auction the following immovables:

1. A farm situate in the Village of the parish of Sainte Madeleine, known and designated under the number thirty eight (No. 38) on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Madeleine, containing two arpents in width by twenty eight arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected, deduction, however, to be made of the following emplacements:

A. An emplacement of triangular figure having an area of one arpent and one half and belonging to Amable Chaume.

B. An emplacement containing ninety five feet in width by ninety five feet in depth, as now enclosed and whatever its superficies, belonging to Alfred Fontaine.

C. Another emplacement containing one-half of an arpent in front by one arpent in depth and hereinafter described.

2. An emplacement situate at the village of the parish of Sainte Madeleine, containing one half of one arpent in width by one arpent in depth, being part of said lot number thirtyeight (No. Pt. 38), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Madeleine; bounded in front by the Public Road, in rear and to the southwest by the above described farm and on the other side by said emplacement belonging to said Alfred Fontaine—with the buildings thereon.

3. A piece or parcel of land situate in the parish of Sainte Madeleine, in a place commonly called La Baie, containing nine perches in front by three arpents and five perches in depth, known and designated under lot number thirty one (No. 31), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Madeleine.

4. Another piece or parcel of timber land situate in the said parish, containing one arpent and one half in width by ten arpents in depth, more or less, being lots numbers one hundred and ninety nine and two hundred (Nos. 199 and 200) on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Madeleine.

The conditions of sale are: cash and each immovable shall be sold separately.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 Geo. V, Ch. 36 and has the same effect as a sheriff's sale.

RENE MORIN,

Authorized trustee.

Saint Hyacinthe, December 11, 1923.

MORIN & MORIN, notaries,

Saint Hyacinthe, P. Q. 6386—50-2

No 38. Joseph Gagnon, cédant autorisé et The Sun Trust Company, Limited, syndic autorisé.

Comme appartenant au failli:

Un emplacement ayant front sur l'avenue Papineau, à Montréal, connu et désigné sous le numéro soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro deux cent onze, aux plan et

No. 38.—Joseph Gagnon, authorized assignor, and The Sun Trust Company, Limited, authorized trustee.

As belonging to the said assignor:

An emplacement on Papineau Ave, known and described under number seventy nine, official subdivision of lot number two hundred and eleven on the official plan and book of reference of the

livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte Visitation (211-79)—avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 2709 et 2711 de ladite Avenue Papineau.

Pour être vendu conformément à la loi de faillite, section 20, paragraphes A, B et C amendés, au Bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Montréal, le CINQUIÈME jour de FEVRIER 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le syndic,
THE SUN TRUST COMPANY, LIMITED.

Le gérant,
ARTHUR GAGNÉ.
Montréal, 5 décembre 1923. 6387—50-2

Dans l'affaire de Lionel Arsenault, marchand, Saint-Sylvere, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné, que VENDREDI le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER, 1924, à DIX heures A. M., sera vendu sur les lieux, à Saint-Sylvere, à la porte de l'église, l'immeuble, en cette affaire, décrit comme suit :

Un emplacement situé à Saint-Sylvere, dans le huitième rang du canton de Maddington, mesurant environ quatre-vingt-dix pieds de largeur sur cent seize pieds de profondeur, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise; borné en front au chemin public du huitième rang, en profondeur par Dame Vve Maxime Faucher ou représentants, au nord-est par la Grande Ligne, et au sud-ouest par Elphège Desruisseaux—avec bâtisses dessus construites, ledit emplacement pris et détaché du lot numéro trois cent quatre-vingt-quinze (P. 395) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude, maintenant compris dans les limites de celle de Saint-Sylvere.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article "20", paragraphe 3b de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, laquelle a le même effet qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Québec, ce 6 décembre 1923. 6409—50-2

Dans l'affaire de C.-Maurice Roy, machiniste, Lévis, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le SEIZIÈME jour de JANVIER, 1924, à ONZE heures A. M., sera vendu sur les lieux, à Lévis, à la porte de l'église de Notre-Dame-de-Lévis, l'immeuble en cette affaire, décrit comme suit :

Un lopin de terre situé en la ville de Lévis, sur le côté nord de la rue Saint-Louis, maintenant Av. de l'Hospice, contenant quatre-vingts pieds de large sur deux cent quinze pieds de profondeur, la profondeur devant être mesurée sur le côté ouest de la rue projetée Saint-Olivier—avec dépendances et constructions y érigées. Ce lopin de terre comprend premièrement: les lots numéros onze cent quatre-vingt, onze cent soixante-dix-neuf, onze cent soixante-dix-huit, onze cent soixante-dix-sept et onze cent soixante-seize (1180-1179-1178-1177 et 1176) du cadastre, pour le quartier Notre-Dame de la ville de Lévis. Deuxièmement: Une lisière de terrain prise à

incorporated Village of Cote Visitation (211-79)—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2709 et 2711 of the said Papineau avenue.

This sale is made pursuant to article 20, paragraphs A, B and C amended, at the office of the sheriff, Court House, in Montreal, on the FIFTH day of FEBRUARY 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

THE SUN TRUST COMPANY, LIMITED,
Trustee.

ARTHUR GAGNE,
Manager.
Montreal, December, 5 1923. 6388—50-2

In the matter of Lionel Arsenault, merchant, Saint Sylvere, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1924, at TEN o'clock A. M., there will be sold at Saint Sylvere, at the door of the church, the immovable property forming part of this estate, described as follows :

An emplacement situate at Saint Sylvere, in the eighth range of the township of Maddington, measuring about ninety feet in width by one hundred and sixteen in depth, more or less and without warranty of precise measurements; bounded in front by the public road of the eighth range, in depth by Dame widow Maxime Faucher or representatives, to the northeast by the Grande Ligne, and to the southwest by Elphège Desruisseaux—with the buildings thereon erected, the said emplacement being taken and detached from lot number three hundred and ninety five (Pt. 395) of the official cadastre of the parish of Sainte Gertrude, now included within the limits of that of Saint Sylvere.

To be sold to the highest bidder.

The titles and the certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3B of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, which gives it the effects of the sheriff's sale.

Terms of payment: cash.

J. P. E. GAGNON,
Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines, Ltd, Building.
Quebec, December 6, 1923. 6410—50-2

In the matter of C. Maurice Roy, machinist, Lévis, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of JANUARY, 1924, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at Lévis, at the door of the church of Notre Dame de Lévis, the immovable belonging to this estate, described as follows :

A parcel of land situate in the town of Lévis, on the north side of Saint Louis street, now Avenue de l'Hospice, containing eighty feet in width by two hundred and fifteen feet in depth, the depth to be measured on the west side of the projected Saint Olivier street—with dependencies and the buildings thereon erected. The said parcel of land comprises firstly: the lots numbers eleven hundred and eighty, eleven hundred and seventy nine, eleven hundred and seventy eight, eleven hundred and seventy seven and eleven hundred and seventy six (1180-1179-1178-1177 and 1176) of the cadastre for Notre Dame ward in the town of Lévis. Secondly a strip

même la rue projetée Saint-Olivier, côté ouest, contenant vingt pieds de large sur la profondeur et deux cent quinze pieds; bornée à l'ouest aux lots décrits ci-dessus, au sud à la rue Saint-Louis, maintenant Ave. de l'Hospice, au nord au prolongement de la ligne de division séparant le lot onze cent soixante-seize, à l'est à la balance de la dite rue Saint-Olivier, sujet à un droit de passage suivant acte d'échange et conventions entre M. Louis-Eugène Thompson et M. C.-Maurice Roy, passé devant Robert Trudel, N. P., le 23 juin, 1922.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article "20", paragraphe 3B de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, laquelle a le même effet qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement : Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44 rue Dalhousie,

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.

Québec, ce 12 décembre 1923. 6411-50-2

Dans l'affaire de Godfroy Tremblay—J.-H. Tremblay, Enrg.—marchand, Mistassini, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le VINGT-UNIÈME jour de JANVIER 1924, à DIX heures A. M., seront vendus sur les lieux, à Mistassini, à la porte de l'église de Mistassini, les immeubles en cette affaire, décrits comme suit:

A.—Un certain terrain ou emplacement situé en la dite paroisse de Saint-Michel-de-Mistassini, faisant partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq A et cinq B (5A et 5B), du cadastre officiel pour le dixième rang du canton Dolbeau—avec bâtisses dessus construites, servant de magasin et résidence privée, circonstances et dépendances.

B.—Tous les droits du dit cédant autorisé sur le lot de terre situé en la paroisse de Saint-Michel-de-Mistassini, connu et désigné sous le numéro douze (12) du dixième rang (10) du canton Dolbeau.

C.—Tous les droits du dit cédant autorisé sur une terre située en la dite paroisse de Saint-Michel-de-Mistassini, connue et désignée sous le numéro trente-quatre (34) du cadastre officiel du canton Pelletier.

D.—Tous les droits du susdit cédant sur un emplacement situé à Saint-Michel-de-Mistassini, mesurant un demi-arpent de front sur le chemin public, sur deux arpents de profondeur, faisant partie du lot numéro cinq A (ptie cinq A), dixième rang du cadastre officiel du canton Dolbeau; borné en front, au nord-ouest, au chemin public, de front, au sud-ouest, à une distance de trente pieds de la ligne actuelle de l'emplacement de Joseph Tremblay, et des autres côtés à Joseph Delisle et Johnny Imbeau, tel que le tout est actuellement—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3B de la Loi de faillite, 9-10 Geor-

of land taken out of the projected Saint Olivier street, west side, containing twenty feet in width on the depth and two hundred and fifteen feet; bounded to the west by the lots above described, to the south by Saint Louis street, now Avenue de l'Hospice, to the north by the production of the line of division of the lot eleven hundred and seventy six, to the east by the balance of said Saint Olivier street, subject to a right of passage according to deed of exchange and agreement between Mr. Louis Eugene Thompson and Mr. C. Maurice Roy, passed before Robert Trudel, N. P., the 23rd of June, 1922.

To be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made in accordance with article 20, paragraph 3B of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the effects of a sheriff's sale.

Conditions of payment : Cash.

J. P. E. GAGNON,

Authorized trustee.

Office : 44 Dalhousie street.

Canada Steamship Lines, Ltd, Building.

Quebec, December 12, 1923. 6412-50-2

In the matter of Godfroy Tremblay—J.-H. Tremblay, Enrg.—merchant, Mistassini, authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY FIRST day of JANUARY, 1924, at TEN o'clock A. M., there will be sold at Mistassini, at the door of the church of Mistassini, the immovables belonging to this estate, described as follows:

A.—That certain lot of land or emplacement situate in the said parish of Saint Michel de Mistassini, forming part of the lots of land known and designated under the numbers five A and five B (5A and 5B), of the official cadastre for the tenth range of the township of Dolbeau—with the buildings thereon erected, occupied as a store and private residence, circumstances and dependencies.

B. All the rights of the said authorized assignor in and upon a lot of land situate in the parish of Saint Michel de Mistassini, known and designated under the number twelve (12) of the tenth (10) range of the township of Dolbeau.

C.—All the rights of the said authorized assignor in and upon a farm situate in the said parish of Saint Michel de Mistassini, known and designated under the number thirty four (34) of the official cadastre of the township of Pelletier.

D. All the rights of the above assignor in and upon an emplacement situate at Saint Michel de Mistassini, measuring one half arpent in front on the public road, by two arpents in depth, forming part of the lot number five A (Pt. 5A), tenth range of the official cadastre of the township of Dolbeau; bounded in front to the northwest by the public front road, to the southwest at a distance of thirty feet from the present line of the emplacement of Joseph Tremblay, and on the other sides by Joseph Delisle and Johnny Imbeau, as the whole now subsists—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold to the highest bidder.

The titles and certificates can be examined at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V,

ge V, chapitre 36, laquelle a le même effet qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.,
Québec, 12 décembre 1923. 6413—50-2

chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Authorized assignor.

Office: 44 Dalhousie street.
Canada Steamship Lines, Ltd, Building.
Quebec, December 12, 1923. 6414—50-2

Canada, province de Québec, district de Hull. Dans l'affaire de "W. H. Kelly Lumber Company", de la ville de Buckingham, société dûment enregistrée, cédante autorisée.

Avis vous est par les présentes donné que le TROISIEME jour de JANVIER, mil neuf cent vingt-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi, (LE JEUDI), seront vendus à l'enchère, conformément aux prescriptions du paragraphe quatre, de l'article vingt, de la loi des Faillites, les immeubles suivants:

1. Le lot numéro huit A du troisième rang du canton de Buckingham, Comté de Labelle, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Les lots numéros neuf A et neuf B du septième rang du canton de Buckingham, contenant deux cents acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

3. Le lot numéro huit C, dans le troisième rang du canton de Buckingham, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

4. Les lots numéros neuf B et dix B du troisième rang du canton de Buckingham et partie du lot numéro dix A du dit troisième rang du canton de Buckingham; cette dernière partie de lot contenant trente-quatre acres et quarante-quatre centièmes d'acre en superficie, et bornés comme suit: Vers le sud et l'ouest par le Pacifique Canadien, vers l'est par les lots numéros neuf A et neuf B du même rang, et vers le nord par le lot dix B aussi du même rang—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

5. Les lots numéros vingt-trois et vingt-quatre du septième rang du dit canton de Wakefield.

La dite vente aura lieu à Papineauville, au bureau d'enregistrement.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur et pour argent comptant.

La présente est faite pour avoir l'effet d'une vente par le shérif.

Donné à Hull, ce vingt-trois novembre, mil neuf cent vingt-trois.

6167—48-2

Le syndic autorisé,
F.-A. LABELLE

Canada, province of Quebec, district of Hull. In the matter of the W. H. Kelly Lumber Company, of the City of Buckingham, partnership duly registered, authorized assignor.

Notice is hereby given that on the THIRD day of JANUARY, nineteen hundred and twenty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (THURSDAY), there will be offered for sale by public auction, and pursuant to paragraph Four of Article 20 of the Bankruptcy Act, the following immovable properties:

1. Lot number eight A, in the third range of the township of Buckingham, Labelle County, containing one hundred acres of land, more or less—with all the buildings thereon erected.

2. Lots numbers nine A and nine B, of the seventh range of the township of Buckingham, containing two hundred acres of land, more or less—with all the buildings thereon erected.

3. Lot number eight C, in the third range of the township of Buckingham, containing fifty acres of land, more or less—with all the buildings thereon erected.

4. Lots numbers nine B and ten B of the third range of the township of Buckingham, and part of lot number ten A of the said third range of the township of Buckingham; this last part of lot containing thirty four acres and forty four hundredths of an acre in superficies, and bounded as follows: to the south and west by the Canadian Pacific Railway, to the east by lots numbers nine A and nine B of the same range and to the north by lot number ten B also of the same range—with all the buildings thereon erected.

5. Lots numbers twenty three and twenty four of the seventh range of the township of Wakefield.

The said sale to be held at Papineauville, in the Registry office.

To be sold to the highest bidder and the price of sale to be payable cash.

This sale is made under the Bankruptcy Act as aforesaid and is equal to a sheriff's sale.

Given at Hull, on this twenty third day of November, of the year nineteen hundred and twenty three.

6168—48-2

F. A. LABELLE,
Authorized trustee.

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4641.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le 5e jour de décembre 1923, dans une cause dans laquelle Dame Bridget Horan, de la ville de Huntingdon, épouse judiciairement séparée quant aux biens de Archibald P. White, ci-devant du même lieu, et actuellement de lieu inconnu, est demanderesse, et le dit Archibald P. White est défendeur, ordonnant la lici-

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4641.

Public notice is hereby given that by and under virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, the fifth day of December, 1923, in a cause wherein Dame Bridget Horan, of the town of Huntingdon, wife judicially separated as to property of Archibald P. White, heretofore of the same place, and now of parts unknown, is plaintiff, and the said Archibald P. White, is defendant, ordering the licitation of a certain

tation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: Un immeuble composé des numéros 10, 23, 26 et 39, des plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon, et situé dans la ville de Huntingdon—avec les bâtisses dessus construites; l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-UNIEME jour de JANVIER prochain (1924), Cour tenante, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle d'audience au palais de justice de la cité de Salaberry-de-Valleyfield; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Valleyfield, 6 décembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
6339—50-2 J.-G. LAURENDEAU.

immovable designated as follows, to wit: An immovable composed of the numbers 10, 23, 26 and 39, of the official plan and book of reference of the village of Huntingdon and situated in the town of Huntingdon—with the buildings thereon erected; the immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next, 1924, sitting the Court, at TEN o'clock in the forenoon, in the Court room of the Court House of the city of Salaberry de Valleyfield; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Valleyfield, December 6, 1923.

J. G. LAURENDEAU,
6340—50-2 Attorney for plaintiff.

Province of Québec, district of Montréal. Cour supérieure. No 558. Dame Marie-J. Albertine Ostell ET AL, demandeurs; vs Joseph T. Ostell ET AL, défendeurs; et La Société d'Administration Générale, mise-en-cause.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 29 juin 1922, dans une cause dans laquelle Dame Marie-Anne-Joséphine-Albertine Ostell, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-Armand Bériau, commis, des cité et district de Montréal, et le dit Joseph-Armand Bériau en autant que besoin est pour autoriser les présentes; et Marie-Sophie-Jeanne-Mélina Ostell, épouse séparée de corps et de biens par jugement de cette Cour d'Albert Constantin, commis, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée en justice aux fins des présentes, sont demandeurs; et Joseph-Thomas Ostell et Edward Sydney Ostell, tous deux des cité et district de Montréal, et John-Benjamin Ostell, absent en des lieux inconnus, hors de cette province, dans les Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs; et la Société d'Administration Générale, corps politique et incorporé ayant ses principaux bureaux et places d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, est mise-en-cause, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un terrain présentement connu et désigné comme formant partie, celle nord-est sur le niveau de la rue St-Louis, du lot officiel No. 176 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal, de la contenance, tel terrain appartenant à la succession de feu Dame Eléonore Gauvin, de quarante-huit pieds de largeur sur la dite rue Saint-Louis, de cinquante pieds de largeur à la profondeur du dit terrain sur une profondeur de soixante-dix-neuf pieds dans la ligne sud-ouest et quatre-vingt-cinq pieds dans la ligne nord-est, le tout mesure anglaise et plus ou moins, suivant que le dit terrain est indiqué sur un plan fait par Joseph Riel, arpenteur, le 2

Province of Québec, district of Montreal Superior Court, No. 558. Dame Marie J. Albertine Ostell ET AL, plaintiffs; vs Joseph T. Ostell ET AL, defendants, & La Société d'Administration Générale, *mise-en-cause*.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Courts sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered June 29, 1922, in a cause wherein Dame Marie Anne Josephine Albertine Ostell, wife contractually separate as to property of Joseph Armand Bériau, clerk, of the city and district of Montreal, and the said Joseph Armand Bériau to authorize his wife for the purposes hereof; and Marie Sophie Jeanne Melina Ostell, wife separate as to bed and board by judgment of this Court of Albert Constantin, clerk, of the city and district of Montreal, and duly authorized in justice for the purposes hereof, are plaintiffs; and Joseph Thomas Ostell and Edward Sydney Ostell, both of the city and district of Montreal, and John Benjamin Ostell, absentee in parts unknown, absentee of this province, in the United States of America, are defendants; and La Société d'Administration Générale, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, district of Montreal, is *mise-en-cause*, ordering the licitation of the immovable designated as follows:

A lot of land presently known and designated as forming part, the north-east portion on the level of the Saint Louis street, of the official lot No. 176 of the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal, containing, said lot belonging to the estate of the late Dame Eleonore Gauvin, forty eight feet in width on the said Saint Louis street, fifty feet in width to the depth of the said lot by depth of seventy nine feet in the southwest line and eighty five feet, in the northeast line, the whole English measure and more or less, according to a plan made by Joseph Riel, land-surveyor, on 7th November 1865, entitled: plan of a lot of

novembre 1865, intitulé: plan d'un terrain appartenant à Dame C.-A. Brault, indiquant en même temps le terrain voisin appartenant à la succession de la dite Dame Eléonore Gauvin; ladite partie de terrain présentement désignée étant bornée comme suit: du côté sud-est par la dite rue Saint-Louis, en profondeur par le lot officiel No 178, appartenant aux représentants de J.-C.-Robillard, du côté nord-est au lot officiel No 175, appartenant aux héritiers Goulet ou représentants, et du côté sud-ouest à une partie du dit lot officiel No 176, formant partie du terrain vendu et décrit en un acte de vente fait par Trust and Loan Company of Canada, la dite Dame Eléonore Gauvin à M. Jordan & Bénard, devant A.-D. Jobin, N. P., le 3 février 1874, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, maintenant Montréal-Ouest, où est aussi déposé le dit plan sous le No 77073—avec 2 maisons en bois, lambrissées en brique, y érigées et portant les Nos. 337 et 339 de la rue Saint-Louis, de la cité de Montréal.

En vertu d'un jugement de la dite Cour supérieure rendu en cette cause, le 24 novembre 1923, le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-IEME jour de JANVIER 1924, à DIX heures et DEMIE du matin, à la chambre No 31 ou dans l'une des salles d'audience, au palais de justice, à Montréal, qui sera alors indiquée, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Montréal, 27 novembre 1923.

Le procureur des demandeurs,

ANATOLE GAUDET.

Les procureurs des défendeurs,

GODIN, DUSSAULT & CADOTTE.

6193—49-2

land belonging to Dame C. A. Brault, indicating in the same time the adjacent lot of land belonging to the estate of the said Dame Eleonore Gauvin; the said portion of lot presently designated being bounded as follows: on the southeast side by the said Saint Louis Street, in depth by the official lot No. 178, belonging to the representatives of J. C. Robillard, on the northeast side to the official lot No. 175, belonging to the heirs Goulet or representatives, and the southwest side to a portion of the said official lot No. 176, forming part of the lot of land sold and described in a deed of sale made by "Trust and Loan Company of Canada", the said Dame Eleonore Gauvin to M. Jordan and Benard, before A.D. Jobin, N.P., the 3rd day of February, 1874, registered in the registration division of Montreal, now Montreal-West, where is also deposited the said plan, under the number 77073—with two buildings in wood encased thereon erected, and bearing the numbers 337 and 339 of Saint Louis street, in the city of Montreal.

Under a judgment of said Superior Court rendered in this case on November 24, 1923, the said immovable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, the TENTH day of JANUARY 1924, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, in room No. 31 or in a room of the Court House of Montreal, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, on to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, November 27, 1923.

ANATOLE GAUDET,

Attorney for plaintiffs.

GODIN, DUSSAULT & CADOTTE,

6194—49-2

Attorneys for defendants.

Vente pour taxes

Sale for taxes

PROVINCE DE QUEBEC

PROVINCE OF QUEBEC

VILLE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

TOWN SAINTE AGATHE DES MONTS

Vente pour taxes municipales

Sale for municipal taxes.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville Sainte-Agathe-des-Monts, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique en la salle du conseil, à l'hôtel de ville, en la dite ville Sainte-Agathe-des-Monts, VENDREDI, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE 1923, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et contributions municipales mentionnées à l'état ci-dessous et des frais qui seront subséquemment encourus, à moins que les dites taxes, contributions et frais ne soient payés plus tôt.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town Sainte Agathe des Monts, that the immovables herein-after mentioned will be sold by public auction, in the municipal hall, in the said town Sainte Agathe des Monts, on FRIDAY, the TWENTYEIGHTH day of DECEMBER 1923, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and assessments mentioned in the hereinafter statement and the costs which shall be incurred, unless the said taxes, assessments and costs be sooner paid.

Comme appartenant à As belonging to	No Cadastre Cadastral No.	Subdivisions	Taxes	Intérêts Interest	Total
Antrobus, G.	Pt. 10	1-2-6-7-8-9	\$55.79	\$ 7.35	\$63.14
Antrobus, G.	10	10-11-12	446.39	60.85	507.24
David, Moïse	12A	171	39.46	2.98	42.44
Flynn, Succ.-Estate	12A	249-250-251-252-258-259-260-261	348.97	53.94	402.91
Héту, Nap.	11C	10-11	16.90	2.20	19.10
Héту, Nap.	12A	130	87.90	11.55	99.45
Lapointe, J.	12A	182	40.23	3.48	43.71
Marier, P.-E.	12A	119	267.43	53.44	320.87
Renaud, Art.	11A	178	1.90	.11	2.01
Sirois	12A	246-247-248-255-256-257	106.70	11.88	118.58
Bohémier, P. S.	Pt. 10	Borné en front par la rue Demontigny, en profondeur rue Bohémier, d'un côté N. Meilleur, de l'autre P. Dufour—Bounded in front by Demontigny St., in rear by Bohémier St., on one side by N. Meilleur, on the other side by P. Dufour.	148.97	16.94	165.91
Brière, Félix	Pt. 11C	Borné en front par la rue Larocque, en profondeur H. Prévost, d'un côté la rue Thibodeau, de l'autre H. Desroches—Bounded in front by Larocque St., in the rear by H. Prévost, on one side by Thibodeau St., on the other side by H. Desroches.	48.80	5.70	54.50
D. Dalys ou-or I. Cohen	Pt. 10	Borné en front par la rue St-Joseph, d'un côté E. Brunet, de l'autre côté et en profondeur Mad.-Mrs. C. Lallier—Bounded in front by St. Joseph St., in the rear and on one side by Mrs. C. Lallier, on the other side by E. Brunet.	95.78	12.25	108.03
Légaré, H. ou-or Filion	P. 11C	Borné en front par la rue St-Venant, d'un côté A. Gratton et J. Bécharde, de l'autre côté rue Larocque, en profondeur J. Fournel—Bounded in front by St. Venant St., in the rear by J. Fournel, on one side by Larocque St., on the other side A. Gratton and J. Bécharde.	107.47	13.04	120.51
Owen, Succes.-Estate	Pt. 10	Borné en front rue Principale, d'un côté Mad. Bourque, J.-M. Ménard, de l'autre côté A. Légaré, en profondeur C.P. R.—Bounded in front by Principal St. on one side Mrs. Bourque and J. M. Ménard, on the other side A. Légaré, in the rear C.P.R.	129.82	15.10	144.92
Owens, Succ.-Estate	Pt. 9-10	Borné en front rue Principale et A. Valiquette, d'un côté R. Charbonneau, de l'autre côté G. St-Aubin—Bounded in front by Principal St. and A. Valiquette, on one side R. Charbonneau, on the other side G. St-Aubin.	28.12	3.20	31.32

Comme appartenant à As belonging to	No Cadastre Cadastral No.	Subdivisions	Taxes	Intérêts Interest	Total
St-Louis, A.....	Pt. 10.....	Borné en front rue Préfontaine, d'un côté G. Antrobus, en profondeur G. Antrobus de l'autre côté J. Cantin—Bounded in front by Prefontaine Ave., in rear and on one side G. Antrobus, on the other side J. Cantin.....	59.91	7.14	67.05
Shandroff, R—Dame— Mrs. R.....	Pt. 10.....	Borné en front par la rue Principale, d'un côté M. Lafleur, de l'autre côté Mde C. Lallier, en profondeur E. Brunet—Bounded in front by Principal St., on one side by M. Lafleur, on the other side Mrs. C. Lallier, in the rear E. Brunet..	97.66	11.38	109.04
Rogers, D. B.....	Pt. 20B.....	Borné en front par la rue St-François, d'un côté par Labadie, en profondeur et de l'autre côté le Cub de Golf Laurentien —Bounded in front by St. François St., on one side by Labadie, in the rear and on the other side by the Laurentian Golf Club.....	47.75	5.76	53.51
Vogel, Succ.-Estate.....	Pt. 13A.....	Borné en front par la rue St-Vincent, d'un côté par la rue St-Henri, en profondeur par O. Dufour, de l'autre côté par School Trustees—Bounded in front by St. Vincent St., on one side by St. Henry St., in the rear by O. Dufour, on the other side by School Trustees.....	234.02	29.36	263.38

Daté à Sainte-Agathe-des-Monts, ce 11 décembre 1923.

6415—50-2

Le secrétaire-trésorier,
RODOLPHE DAZE.

Dated at Ste. Agathe des Monts this 11th December 1923.

6416—50-2

RODOLPHE DAZE,
Secretary-treasurer.

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

SHERIFF'S SALES ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit

Province de Québec, }
District de Québec, } **D**R. MAX COMTOIS,
(La Tuque), } de La Tuque, deman-
No 388. } deur; vs JOSEPH GRE-
NIER, d'Amos, district
d'Abitibi, défendeur; à savoir:

Les lots de terre portant les numéros seize (16), dix-sept (17), dix-huit (18) et dix-neuf (19), du bloc numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village d'Amos, dit district d'Abitibi—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale d'Amos susdit, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, }
Amos, 19 novembre 1923. } J.-U. DUMONT.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6021—47-2

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Quebec, }
District of Quebec, } **D**R. MAX COMTOIS,
(La Tuque). } of La Tuque, plain-
No. 388. } tiff; vs. JOSEPH GRE-
NIER, of Amos, district
of Abitibi, defendant, to wit:

The lots of land bearing the numbers sixteen (16), seventeen (17), eighteen (18) and nineteen (19), of the block number six (6) of the official cadastral plan and book of reference of the village of Amos, said district of Abitibi—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Amos aforesaid, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, }
Amos, November 19, 1923. } J. U. DUMONT,
[First publication, November 24, 1923]
6022—47-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat à Thetford Mines—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } LES COMMISSAIRES
No 157. } RES D'ECOLES
de la Cité de Thetford Mines, demandeurs ; vs
MICHEL BOIZIERS, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Un emplacement situé dans la cité de Thetford Mines, connu et désigné sous le No 106 de la subdivision du lot No 390 du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse-de-Thetford (Thetford Mines) le SEIZIEME jour de JANVIER prochain (1924), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 6 décembre 1923.

[Première publication, 15 décembre 1923]

6369—50—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } DELLE LEON-
No 394. } TINE BARRET-
TE ET AL, demanderesses ; vs JOSEPH VEAU-
LIGNEY, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Germain-de-Grantham, contenant environ trois arpents carrés, connu et désigné comme étant le lot No 660 du cadastre officiel du canton de Grantham—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain-de-Grantham, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1924), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 13 décembre 1923.

[Première publication, 15 décembre 1923]

6417—50—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir : } ADELARD BOU-
No 405. } CHARD, deman-
deur ; contre HENRI LEBLANC, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Elizabeth-de-Warwick, connue et désignée comme étant le lot No 562, du cadastre officiel du canton de Warwick—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Elizabeth-de-Warwick, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 19 novembre 1923.

[Première publication, 24 novembre 1923]

6017—47—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } PHILIPPE MA-
No 58. } THON, deman-
deur ; vs EUDORE MARTIN, défendeur.

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court at Thetford Mines—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } LES COMMISSAIRES
No. 157. } D'ECOLES de la
Cité de Thetford Mines, plaintiffs ; vs MICHEL
BOIZIERS, defendant.

As belonging to said defendant :

An emplacement situated in the city of Thetford Mines, known and designated under No. 106 of the subdivision of the lot No. 390 of the official plan and book of reference for the village of Kingsville, now the city of Thetford Mines—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse de Thetford (Thetford Mines) on the SIXTEENTH day of JANUARY next, (1924), at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,

Sheriff.

Arthabaska, December 6, 1923.

[First publication, December 15, 1923]

6370—50—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } MISS LEONTINE
No. 394. } BARRETTE ET
AL, plaintiffs ; vs JOSEPH VEAULIGNEY,
defendant.

As belonging to said defendant :

A piece of land situated in the parish of Saint Germain de Grantham, containing about three square arpents, known and designated as being the lot No 660 of the official plan and book of reference for the township of Grantham—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Germain de Grantham, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next (1924), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,

Sheriff.

Arthabaska, 13th of December, 1923.

[First publication, 15th of December, 1923]

6418—50—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } ADELARD BOU-
No. 405. } CHARD, plaintiff ;
against HENRI LEBLANC, defendant.

As belonging to said defendant :

A piece of land situated in the parish of Sainte Elizabeth de Warwick, known and designated as being the lot No. 562, of the official plan and book of reference for the township of Warwick—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Elizabeth de Warwick, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next (1923), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office,

Sheriff.

Arthabaska, November 19, 1923.

[First publication, November 24, 1923]

6018—47—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } PHILIPPE MA-
No. 58. } THON, plaintiff ; vs
EUDORE MARTIN, defendant.

Comme appartenant au défendeur:

10. Les lots Nos 18A et 19B du cadastre officiel du canton de Kingsey, pour le 4e rang—avec les bâtisses y érigées.

20. Les lots Nos 22A et 22B du dit cadastre officiel du canton de Kingsey, pour le 5e rang—avec les bâtisses y érigées.

30. Le lot No 15A et la $\frac{1}{2}$ nord-est du lot No 15B du même cadastre du canton de Kingsey, pour le 6e rang—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus, les immeubles ci-dessus décrits en premier et troisième lieux, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix-de-Kingsey, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain (1923), à UNE heure de l'après-midi et l'immeuble ci-dessus décrit en deuxième lieu, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Lucien, le même jour, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 15 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6055—47-2

As belonging to the said defendant:

10. The lots Nos. 18A and 19B of the official plan and book of reference of the township of Kingsey, for the 4th range—with the buildings thereon erected.

20. The lots Nos. 22A and 22B of the said official plan of the Township of Kingsey, for the 5th range—with the buildings thereon erected.

30. The lot No. 15A and the North East half of lot No. 15B of the same official plan for the 6th range—with the buildings thereon erected.

To be sold, the immovables above described at first and third places, at the parochial church door of Saint Felix de Kingsey, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next (1923), at ONE o'clock in the afternoon, and the immovable above described in second place at the parochial church door of Saint Lucien, on the same day, at THREE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD.

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, November 15, 1923.
[First publication, November 24, 1923]
6056—47-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: CHARLES BOLDUC, de-
No 7503.) mandeur; contre JO-
SEPH DEBLOIS, défendeur.

1. Un terrain de la contenance d'environ un arpent et demi de largeur, par environ quatre arpents de profondeur—avec maison, grange et dépendances, faisant partie du lot de terre désigné sous le numéro neuf "A" (Ptie 9a) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang "B" du canton de Lambton; sauf et à distraire de ce dit terrain les emplacements à bâtir et autres lopins de terre appartenant à et occupés par d'autres propriétaires, suivant les titres existants;

2. Une terre de la contenance d'environ trois acres de largeur par la profondeur du rang—sans bâtisse, connue et désignée sous le numéro neuf "A" (9a) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang "A" du canton de Lambton; sauf et à distraire de la dite terre les emplacements à bâtir et autres lopins de terre appartenant à et occupés par d'autres propriétaires, suivant les titres existants;

3. Le lot de terre portant le numéro trois "B" (3b) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton de Lambton; sous réserve en faveur des représentants de Octave Godbout, d'un passage pour communiquer à pied et en voitures depuis la route publique et aller jusqu'au lot numéro trois "A" du même rang;

4. La moitié nord-ouest du lot de terre numéro trois du troisième rang du canton Aylmer, maintenant désigné sous le numéro trois "A" (3a) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit rang;

5. Le lot de terre désigné sous le numéro huit "B" (8b) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang "B" du canton de Lambton—avec appartenances et dépendances; sauf et à distraire du dit lot de terre les emplacements à bâtir et autres lopins de terre appartenant à et occupés par d'autres propriétaires ou occupants, suivant les titres existants.

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: CHARLES BOLDUC, plain-
No. 7503.) tiff; against JOSEPH
DEBLOIS, defendant.

1. A lot of land containing about one arpent and a half in width, by about four arpents in depth—with a house, barn and dependencies, forming part of the lot of land designated under the number nine-A (Part No. 9a) on the official cadastral plan and book of reference for range "B" of the township of Lambton; save and to be deducted from the said land the building lots and other parcels of land belonging to and occupied by other proprietors, according to existing titles;

2. A land containing about three acres in width by the depth of the range—without building, known and designated under the number nine "A" (9a) on the official cadastral plan and book of reference for range "A" of the township of Lambton; save and to be deducted from the said land the building lots and other parcels of land belonging to and occupied by other proprietors, according to existing titles;

3. The lot of land bearing the number three "B" (3b) on the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Lambton; under reservation in favor of the representatives of Octave Godbout, of a passage to communicate on foot and with vehicles from the public road and up to the lot number three "A" of the same range;

4. The northwest half of the lot of land number three of the third range of the township of Aylmer, now designated under the number three "A" (3a) on the official cadastral plan and book of reference for the said range;

5. The lot of land designated under the number eight "B" (8b) on the official cadastral plan and book of reference for range "B" of the township of Lambton—with appurtenances and dependencies; save and to be deducted from the said lot of land the building lots and other parcels of land belonging to and occupied by other proprietors or occupants, according to existing titles.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, le QUINZIÈME jour de JANVIER prochain 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 10 décembre 1923.
[Première publication, 15 décembre 1923]
6355—50-2

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Vital de Lambton, the FIFTEENTH day of JANUARY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GUSTAVE GARANT, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, December 10, 1923.
[First publication, December 15, 1923]
6356—50-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure

Province de Québec, } ANTONIO-M.
District de Beauharnois, } CAPPIELLO,
No 4501, à savoir: } demandeur; vs PETER-F. KING AND ARCHIBALD-P. WHITE, défendeurs.

Saisi comme appartenant au défendeur Archibald-P. White:

La moitié indivise de l'immeuble situé dans la ville de Huntingdon, district de Beauharnois, composé des lots numéros dix, vingt-trois, vingt-six et trente-neuf (Nos 10, 23, 26 et 39), des plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon, du dit district—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Huntingdon, dans la ville de Huntingdon, le QUINZIÈME jour de JANVIER prochain, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-O. THISDALE.
Salaberry-de-Valleyfield, 10 décembre 1923.
[Première publication, 15 décembre 1923]
6351—50-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ANTONIO M.
District of Beauharnois, } CAPPIELLO,
No. 4501, to wit: } plaintiff; vs PETER F. KING AND ARCHIBALD P. WHITE, defendants.

Seized as belonging to the defendant Archibald P. White:

The undivided half of the immovable lying and situate in the town of Huntingdon, district of Beauharnois, composed of lots numbers ten, twenty three, twenty six and thirty nine (Nos. 10, 23, 26 and 39), of the official plan and book of reference of the village of Huntingdon, said district—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, in the town of Huntingdon, the FIFTEENTH day of JANUARY next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. O. THISDALE,
Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, December 10, 1923.
[First publication, December 15, 1923]
6352—50-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } EDWARD J. RUD-
District de Bedford, } MAN, de la cité de
No 1856. } Boston, dans l'état de
Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, demandeur; vs BERNARD-C. DUPUIS, de New Bedford, dans le dit état de Massachusetts, marchand de bois, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain lopin de terre numéro 1308, treize cent huit, sur le plan cadastral du canton Bolton, contenant cent quarante-sept acres, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau du registraire, dans le comté de Brome, à Knowlton, dit district, le JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de DECEMBRE 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C. B. JAMESON.
Sweetsburg, 17 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6005—47-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } EDWARD J. RUD-
District of Bedford, } MAN, of the City of
No. 1856. } Boston, in the state of
Massachusetts, one of the United States of America, plaintiff; vs BERNARD C. DUPUIS, of New Bedford, in the said State of Massachusetts, lumber dealer, defendant.

As belonging to defendant:

A certain lot of land being lot numbered 1308, thirteen hundred and eight, upon the cadastral plan of the township of Bolton, containing one hundred and forty seven acres, more or less—with all the buildings thereon.

To be sold at the Registry office of the County of Brome at Knowlton, said district, on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, November 17th, 1923.
[First publication, November 24th, 1923]
6006—47-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir : } J.-B. RENAUD & CIE,
No 8702. } J. ENREGISTRÉE, corporation légale ayant sa principale place d'affaires à Québec et un bureau à Chicoutimi, demanderesse; contre STANISLAS MINIER, négociant, maintenant de Port-Alfred, défendeur.

Un terrain mesurant soixante-six pieds de front environ sur environ cent quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur; borné en front à la rue Victoria, en arrière à Alphide Tremblay ou ses représentants, d'un côté vers le nord aux représentants d'Etienne Lévesque, et de l'autre côté vers le sud aux représentants de Pitre Tremblay—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; lequel terrain est connu et désigné sous le numéro cadastral numéro cent vingt-deux (122), du village Bagot ou de Bagotville.

Pour être vendu à la porte de l'église de Bagotville, LUNDI, le QUATORZIÈME jour de JANVIER prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 5 décembre 1923.
[Première publication, 15 décembre 1923]
6341—50-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } J. B. RENAUD & CIE,
No. 8702. } J. REGISTERED, a body politic and corporate, having its principal place of business at Quebec and an office at Chicoutimi, plaintiff; against STANISLAS MINIER, trader, now of Port Alfred, defendant.

A lot of land measuring about sixty six feet in front by about one hundred and ninety eight feet in depth; bounded in front by Victoria street, in rear by Alphide Tremblay or his representatives, on one side to the north by the representatives of Etienne Lévesque, and on the other side to the south by the representatives of Pitre Tremblay—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; which lot of land is known and designated under the cadastral number one hundred and twenty two (122), of the village of Bagot or Bagotville.

To be sold at the door of the church of Bagotville, on MONDAY, the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, ELZ. BOIVIN,
Chicoutimi, December 5, 1923. Sheriff.
[First publication, December 15, 1923]
6342—50-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir : } DOMINA LANGE-
No 82. } VIN, demandeur; contre JOSEPH RAYMOND, de la ville d'Iberville, district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur, à savoir :

Un lopin de terre situé en la ville d'Iberville, au côté sud de la quatrième avenue, de la contenance d'un arpent de largeur sur trois arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connu comme étant le lot numéro deux cent cinquante-deux (No 252) des plan et livre de renvoi officiels de ladite ville d'Iberville, district d'Iberville—avec une maison et les autres bâtisses sus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Athanase, district d'Iberville, le QUINZIÈME jour de JANVIER prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 11 décembre 1923.
[Première publication, 15 décembre 1923]
6401—50-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.
Saint Johns, to wit: } DOMINA LANGE-
No. 82. } VIN, plaintiff; against JOSEPH RAYMOND, of the town of Iberville, district of Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit :

A parcel of land situate in the town of Iberville, on the south side of Fourth Avenue, containing one arpent in width by three arpents in depth, the whole more or less, known as being the lot number two hundred and fifty two (No. 252) of the official plan and book of reference of the said town of Iberville, district of Iberville—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Athanase, district of Iberville, the FIFTEENTH day of JANUARY next, (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ARTHUR LASNIER,
Saint Johns, December 11, 1923. Sheriff.
[First publication, December, 15, 1923]
6402—50-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Kamouraska.
Rivière-du-Loup, à savoir : } RODRIGUE LE-
No 8816. } BEL, cultivateur, de Saint-Eleuthère, demandeur; contre JOSEPH MALTAIS, du même endroit, défendeur; à savoir :

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Kamouraska.
Rivière du Loup, to wit: } RODRIGUE LE-
No. 8816. } BEL, farmer, of Saint Eleuthère, plaintiff; vs. JOSEPH MALTAIS, of the same place, defendant, to wit:

Un terrain ou emplacement étant désigné au cadastre officiel du canton Pohénégamook, dans le septième rang, sous le numéro vingt-quatre D (No 24D); sauf à distraire ce qui suit:

1. L'emplacement de Jean Théberge, d'une largeur de trente-cinq pieds sur une profondeur de un arpent; borné au nord-ouest par le ruisseau, au nord-est par le chemin public, au sud-est par le chemin du rang huit et au sud-ouest par Joseph Sirois;

2. L'emplacement de Mathieu Hunter, d'une profondeur de soixante pieds sur la largeur qu'il y a du ruisseau à une ligne distante de douze pieds de la maison servant d'hôtel, appartenant au débiteur; borné au nord-ouest et au sud-ouest par le vendeur, au sud-est par le ruisseau et au nord-est par le chemin public;

3. Un autre morceau de terre appartenant à M. Siméon Bélanger, à prendre le long de la ligne nord-ouest du dit lot numéro vingt-quatre D, étant borné au sud-ouest et au nord-ouest par Joseph Sirois, au nord-est par le chemin public, au sud-est par une ligne passant à trois pieds au sud-est du magasin qu'il y a sur ce terrain et courant sud-ouest en ligne droite dans la direction du dit magasin jusqu'au point où cette dite ligne couperait une ligne qui longerait le pan sud-ouest d'un garage qui s'y trouve, pour de là suivre cette dernière ligne le long du garage jusqu'à un point situé à cinquante pieds de la ligne nord-ouest du dit lot numéro vingt-quatre D, et de là courir sud-ouest à une égale distance de cinquante pieds jusqu'au terrain de Joseph Sirois—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eleuthère, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 7 décembre 1923.
[Première publication, 15 décembre 1923]
6353—50-2

A lot of land or emplacement being designated on the official cadastre of the township Pohénégamook, in the seventh range under the number twenty four D (No. 24D), save and to be deducted therefrom the following:

1. The emplacement of Jean Théberge, of a width of thirty five feet by a depth of one arpent; bounded to the northwest by a brook, to the northeast by the public road, to the southeast by the road of the eighth range, and to the southwest by Joseph Sirois;

2. The emplacement of Mathieu Hunter, of a depth of sixty feet by the width there is from the brook to a line twelve feet distant from the house used as a hotel, belonging to the debtor; bounded to the northwest and southwest by the vendor, to the southeast by the brook and to the northeast by the public road;

3. Another piece of land belonging to Mr. Siméon Bélanger, to be taken along the northwest line of the said lot number twenty four D; being bounded to the southwest and northwest by Joseph Sirois, to the northeast by the public road, to the southeast by a line passing at a distance of three feet to the southeast of the store erected upon the said piece of land and running southwesterly in a straight line in the direction of the said store up to the point where the said line would cut a line running along the southwest wall of a garage there situate, and thence following the latter line along the garage up to point situate at fifty feet of the northwest line of the said lot number twenty four D, and thence running southwesterly at an equal distance of fifty feet up to the lot of land of Joseph Sirois—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Eleuthère, the SEVENTEENTH day of JANUARY next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. O. GIRARD,
Rivière du Loup, December 7, 1923. Sheriff.
[First publication, December 15, 1923]
6354—50-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } WILLIAM GERAGH-
No 2263. } TY, demandeur;
vs J. J. BRENNAN, défendeur.

1. Le huitième indivis des lots portant les numéros 616, 617, 618, 619 et 620 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, les dits lots ayant front sur la rue Saint-Etienne—avec bâtisses sus-érigées.

2. Un huitième indivis d'un tiers indivis du lot portant le numéro 1378 sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal; borné en front par la rue Saint-Thomas, et en arrière, par la rue du Séminaire et d'un côté par la rue Ottawa—avec les bâtisses sus-érigées.

3. Le huitième indivis des lots 1735, 1736 et 1737 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, les dits lots formant un morceau de terrain faisant front à la rue William; borné, d'un côté, par la rue Prince et de l'autre côté par la rue Duc—avec les bâtisses sus-érigées.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } WILLIAM GERAGH-
No. 2263. } TY, plaintiff;
against J. J. BRENNAN, defendant.

1. The one undivided eighth of lots bearing the numbers 616, 617, 618, 619 and 620 upon the official cadastral plan and book of reference of the Saint Ann ward in the city of Montreal, said lots fronting of Saint Etienne street—with buildings thereon erected.

2. One undivided eighth of one undivided third of lot bearing the No. 1378 upon the official cadastral plan and book of reference of the Saint Ann Ward in the city of Montreal; being bounded in front by Saint Thomas Street and in the rear by Seminary Street, and one side by Ottawa Street—with buildings thereon erected.

3. The one undivided eighth of lots 1735, 1736, and 1737, upon the official cadastral plan and book of reference of Saint Ann ward, in the city of Montreal, said lots forming a block of land fronting on William street; bounded on one side by Prince Street and on the other side by Duke Street—with buildings thereon erected.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Bureau du shérif.

Le shérif,
Montréal, 12 décembre 1923. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 15 décembre 1923]
6419—50-2

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon. Sheriff's office.

J. L. LEMIEUX,
Montreal, December 12, 1923. Sheriff.
[First publication, 15th of December, 1923]
6420—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME CLARA**
No. 306. } **CAPLAN**, épouse
séparée de biens de Samuel Laing, et le dit Samuel Laing pour autoriser sa dite épouse, cessionnaire, dans une cause dans laquelle Dame Virginie Cyr, veuve de Amédée Descent, était la demanderesse, et ISAAC YAPHET était défendeur.

Comme appartenant au dit Isaac Yaphet :
Un immeuble étant la subdivision cent trente-neuf du lot original numéro quatre des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis—avec les maisons et autres bâtisses sus-érigées, faisant front à la rue de Normandie, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bureau du shérif.

Le shérif,
Montréal, 12 décembre 1923.
[Première publication, 15 décembre 1923]
6421—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME CLARA CA-**
No. 306. } **PLAN**, wife separate as to property of Samuel Laing, and said Samuel Laing to authorize his said wife, *cessionnaire* in a case wherein Dame Virginie Cyr, widow of Amédée Descent, was plaintiff; and ISAAC YAPHET was defendant.

As belonging to the said Isaac Yaphet:

An immovable being subdivision one hundred and thirty one of original lot number four on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with houses and other buildings thereon erected, fronting on de Normandie Street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, December, 12th, 1923. Sheriff.
[First publication, December 15th, 1923]
6422—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L. CHAPUT FILS &**
No 3124. } **L. CIE, LIMITEE**, corporation légalement constituée ayant son siège d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; contre **ARMAND CHARBONNEAU**, du même lieu, défendeur.

Un emplacement situé sur le côté nord-est de la rue Jeanne-d'Arc, dans la cité de Montréal, étant la plus grande partie nord-ouest du lot numéro deux cent quarante-trois C de la subdivision du lot numéro quatorze (14-243C), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga, la dite partie contenant vingt (20) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise; le dit emplacement borné en front au sud-ouest par la rue Jeanne-d'Arc, en arrière par une ruelle, du côté nord-ouest par le lot numéro deux cent quarante-trois B (243B) et du côté sud-est par le résidu du dit lot numéro deux cent quarante-trois C (243C)—avec les bâtisses dessus érigées, et avec droit de passage en commun avec d'autres dans la dite ruelle, et dans celles conduisant de cette dernière à la dite rue Jeanne-d'Arc.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 12 décembre 1923.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 12 décembre 1923.
[Première publication, 15 décembre 1923]
6423—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **L. CHAPUT FILS & CIE,**
No. 3124. } **L. LIMITEE**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head-office in the city and district of Montreal, plaintiff; against **ARMAND CHARBONNEAU**, of the same place, defendant.

An emplacement situate on the northeast side of Jeanne d'Arc Street, in the city of Montreal, being the larger northwest part of lot number two hundred and forty three C of the subdivision of lot number fourteen (14-243C), of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, in the County of Hochelaga, the said part containing twenty (20) feet in width by one hundred (100) feet in depth, the whole more or less, English measurements, without warranty of precise measurements; the said emplacement being bounded in front to the southwest by Jeanne d'Arc Street, in rear by a lane, on the northwest side by lot number two hundred and forty three B (243B), and on the southeast side by the residue of said lot number two hundred and forty three C (243C)—with the buildings thereon erected and with a right of passage in common with others in the said lane and in those leading from the latter to the said Jeanne d'Arc Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TWELVE o'clock noon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid according to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 12th of December, 1923.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Montreal, December 12, 1923. Sheriff.
[First publication, December 15, 1923]
6424—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **EMILIE BIGRAS**, de-
No 2902. } mandeur; vs **ABRA-
HAM BRIGER**, marchand, et **LEAH RUD-
NER**, épouse contractuellement séparée de biens
d'**ARON SIMINOVITCH**, tous trois des cité
et district de Montréal, et ce dernier pour auto-
riser sa dite épouse, défendeurs.

Comme appartenant à la dite défenderesse
Dame Leah Rudner, épouse de A. Siminovitch:

Un emplacement ayant front sur la rue Henri-
Julien, dans la cité de Montréal, mesurant 40
pieds de largeur par 72 pieds de profondeur,
mesure anglaise et plus ou moins, et formé des
subdivisions 246-247 du lot originaire numéro
neuf cent trois (903-246-247), des plan et livre
de renvoi officiels du quartier Saint-Louis—le
tout avec les bâtisses dessus construites, portant
les numéros 538 à 544, inclusivement, de la dite
rue Henri-Julien, ainsi que toutes autres bâtisses
et dépendances, et les servitudes actives sans ex-
ception ou réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JAN-
VIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant
ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou
enchère, suivant jugement de l'honorable juge
Coderre, daté du 4 décembre 1923.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 12 décembre 1923.

[Première publication, 15 décembre 1923]

6427—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **EMMANUEL ROCHON**,
No 1654. } demandeur; contre **DA-
ME LULU GILAS**, épouse séparée de biens de
Morris Aloof, et de ce dernier dûment autorisée,
défenderesse.

Les lots de terre ou emplacements ayant front
sur la rue Garnier, en la cité de Montréal, et for-
mant partie du lot numéro 3, aux plan et livre de
renvoi officiels du village incorporé de la Côte
Saint-Louis, et plus particulièrement connus aux
plan ou subdivision du dit lot officiel comme les
subdivisions Nos 374, 375 et 376, chaque subdivi-
sion contenant vingt-cinq pieds de largeur, par
une profondeur de quatre-vingt-cinq pieds, me-
sure anglaise et plus ou moins—circonstances et
dépendances.

Avis est par le présent donné que la vente des
lots ci-dessus, qui a eu lieu à mon bureau, en la
cité de Montréal, le 30 mai 1916, aura lieu de
nouveau, au même endroit, le DIX-HUITIEME
jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de
l'après-midi.

A la folle enchère de Philipp Dubrosky, quant
au lot 3-374, et Nathan Plotkin, quant aux lots
3-375 et 376, suivant jugement de l'honorable
juge Bruneau, daté le 18 juin 1923.

Un dépôt de \$200.00 sera exigé de tout offrant
ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou
enchère, suivant jugement du même juge, daté le
29 novembre 1923.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 12 décembre 1923.

6431

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit: } **EMILIE BIGRAS**, plain-
No. 2902. } tiff; vs **ABRAHAM
BRIGER**, merchant, and **LEAH RUDNER**,
wife contractually separated as to property of
ARON SIMINOVITCH, all three of the city and
district of Montreal, and the latter to authorize
his said wife, defendants.

As belonging to the said defendant, Dame Leah
Rudner, wife of A. Siminovitch:

An emplacement fronting on Henri Julien
Street, in the city of Montreal, measuring 40 feet
in width by 72 feet in depth, English measure-
ments and more or less and composed of subdivi-
sions 246-247 of original lot number nine hun-
dred and three (903-246-247), of the official plan
and book of reference of Saint Louis ward—the
whole with the buildings thereon erected, bearing
numbers 538 to 544, inclusively, of said Henri
Julien Street, together with all other buildings
and dependencies and the active servitudes, with-
out exception or reservation.

To be sold at my office, in the city of Mon-
treal, the SEVENTEENTH day of JANUARY
next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from
each and every bidder before receiving his offer
or bid, according to a judgment of the Honour-
able Justice Coderre, dated the 4th of December,
1923.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, December 12, 1923.

[First publication, December 15, 1923]

6428—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **EMMANUEL ROCHON**,
No. 1654. } plaintiff; against **DAME
LULU GILAS**, wife separate as to property of
Morris Aloof, and by the latter duly authorized,
defendant.

Those certain lots of land or emplacements
fronting on Garnier Street, in the city of Mon-
treal, and forming part of lot number 3, of the
official plan and book of reference of the incorpor-
ated village of Côte Saint Louis, and more parti-
cularly known on the subdivision plan of said
official lot as being subdivisions Nos. 374, 375
and 376, each said subdivision measuring twenty
five feet in width by eighty five feet in depth,
English measure and more or less—circumstances
and dependencies.

Notice is hereby given that the sale of the above
lots, which took place at my office, in the city of
Montreal, the 30th of May, 1916, will again be
held at the same place, the EIGHTEENTH day
of JANUARY next, at TWO o'clock in the after-
noon.

For the false bidding of Philipp Dubrosky, as
to lot 3-374, and Nathan Plotkin, as to lots 3-375
and 376, according to a judgment of the Honour-
able Justice Bruneau, dated the 18th of June,
1923.

A deposit of \$200.00 shall be exacted from
each and every bidder before receiving his offer
or bid, according to a judgment of the same judge,
dated the 29th of November, 1923.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, December 12, 1923.

6432

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
 Montréal, à savoir: } **EMILIEN BIGRAS**, fils,
 No 2415. } bourgeois, de la pa-
 roisse de Sainte-Dorothée, en sa qualité d'exécuteur
 testamentaire de feu Emilien Bigras, père, en son
 vivant du même lieu, demandeur; contre **ULYSSE-LOUIS
 CHOPIN** et **RENE CHOPIN**, défendeurs, et **J.-M. Latour**,
 député protonotaire, nommé curateur au délaissement
 en cette cause.

Un lot de terre situé dans le quartier Rosemont,
 cité de Montréal, faisant partie du lot de terre
 connu et désigné aux plan et livre de renvoi offici-
 els du village incorporé de la Côte-de-la-Visi-
 tation, sous No 178, laquelle partie est celle qui
 avait été subdivisée en 159 lots, mais subséquem-
 ment effacée et qui se trouve aujourd'hui non
 subdivisée et bornée comme suit: par un bout au
 nord-ouest par la rue Masson, au sud-est à l'au-
 tre bout par les usines Angus, d'un côté au nord-
 est par le lot No 179, aux mêmes plan et livre de
 renvoi officiels, et de l'autre côté au sud-ouest par
 le lot No 175, aussi aux mêmes plan et livre de
 renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JAN-
 VIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif, **L.-J. LEMIEUX**.
 Bureau du shérif, Montréal, 12 décembre 1923.
 [Première publication, 15 décembre 1923]
 6425—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
 Montréal, à savoir: } **DAME MARY JANE**
 No 2031. } **GRAHAM**, veuve de
 feu Matthew Gunson, en son vivant de Montréal,
 jardinier, demanderesse; contre **REUBEN HILL**
SHANNON, de la cité de Lachine, district de
 Montréal, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Lachine,
 district de Montréal, ayant front sur la Septième
 Avenue de la dite cité, connu et désigné sous le
 No 594 de la subdivision officielle du lot origi-
 naire 753, des plan et livre de renvoi officiels du
 cadastre de la ville de Lachine—avec bâtisses
 dessus construites, et avec droit de se servir de la
 ruelle en arrière du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JAN-
 VIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif, **L.-J. LEMIEUX**.
 Bureau du shérif, Montréal, 12 décembre 1923.
 [Première publication, 15 décembre 1923]
 6429—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
 Montréal, à savoir: } **NAPOLEON HOTTE**,
 No 5117. } demandeur; vs **DAME**
ADELINA LAVOIE, épouse de Léon Sauriol,
 dûment autorisée par ce dernier aux fins des pré-
 sents, défenderesse.

Un emplacement situé au village Saint-Martin,
 connu et désigné comme faisant partie du lot
 numéro quatre cent quarante-deux, aux plan et
 livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-
 Martin, de trente-cinq pieds de largeur par cent
 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et
 plus ou moins; borné en front vers l'est et d'un
 côté vers le sud, par le chemin public et en arrière
 et d'un côté vers le nord par le résidu du dit lot

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
 Montreal, to wit: } **EMILIEN BIGRAS, Jr.**,
 No. 2415. } gentleman, of the parish
 of Sainte Dorothée, in his quality of testamentary
 executor of the late Emilien Bigras, Sr., in his
 lifetime of the same place, plaintiff; against
ULYSSE LOUIS CHOPIN and **RENE CHO-**
PIN, defendants, and **J. M. Latour**, deputy-pro-
 notary, appointed curator to the surrender
 of property made herein.

A lot of land situate in Rosemont Ward, city
 of Montreal, forming part of the lot of land known
 and designated on the official plan and book of
 reference of the incorporated village of Côte de la
 Visitation, under the No. 178, which part is the
 one which was subdivided into 159 lots, but sub-
 sequently cancelled and which is to-day unsub-
 divided and bounded as follows: at the north-
 west end by Masson Street; at the southeast end
 by the Angus shops, on one side to the northeast
 by the lot No. 179, on the same official plan and
 book of reference, and on the other side to the
 southwest by the lot No. 175, also on the same offi-
 cial plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Mon-
 treal, the SEVENTEENTH day of JANUARY
 next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
 Sheriff's office, Montréal, December 12, 1923.
 [First publication, December 15, 1923]
 6426—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
 Montreal, to wit: } **DAME MARY JANE**
 No. 2031. } **GRAHAM**; widow of
 the late Matthew Gunson, in his lifetime of Mon-
 treal, gardener, plaintiff; against **REUBEN**
HILL SHANNON, of the city of Lachine, district
 of Montreal, defendant.

A lot of land lying and situate in the city of
 Lachine, district of Montreal, fronting on
 Seventh Avenue of the said city, known and de-
 signated under the No. 594 of the official sub-
 division of original lot 753, of the official cadas-
 tral plan and book of reference of the town of
 Lachine—with the buildings thereon erected
 and with the right to use the lane at the rear of
 said lot.

To be sold at my office, in the city of Mon-
 treal, the SEVENTEENTH day of JANUARY
 next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
 Sheriff's office, Montréal, December 12, 1923.
 [First publication, December 15, 1923]
 6430—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
 Montreal, to wit: } **NAPOLEON HOTTE**,
 No. 5117. } plaintiff; vs **DAME**
ADELINA LAVOIE, wife of Léon Sauriol, duly
 authorized by the latter for the purposes hereof,
 defendant.

An emplacement situate in the village of Saint
 Martin, known and designated as forming part
 of the lot number four hundred and forty two,
 on the official plan and book of reference of the
 parish of Saint Martin, of thirty five feet in width
 by one hundred in depth, the whole English mea-
 sure and more or less; bounded in front to the east
 and on one side to the south by the public road
 and in rear and on one side to the north by the

appartenant à Hormidas Leblanc—avec une maison dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Martin, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 21 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6057—47-2

residue of said lot belonging to Hormidas Leblanc—with a house thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Martin, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 21, 1923.
[First publication, November 24, 1923]
6058—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District of Montréal.

Montréal, à savoir: } ASBESTOS MANUFACTURING COMPANY, LIMITED, corporation légalement constituée ayant son siège social à Montréal, demanderesse; contre JOHN VAUGHAN, de la paroisse de Saint-Hubert, défendeur.

Un emplacement situé dans cette partie de la paroisse de Saint-Hubert connue sous le nom de Greenfield Park East, formé des lots de terre suivants, savoir:

1. Les lots 411, 412, 413, 414 et 415, de la subdivision du lot originaire No 171, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert; bornés comme suit: en front par une rue projetée portant le No 461, de la subdivision du lot originaire No 171, en arrière par les lots 400, 401, 402, 403 et 404, de la subdivision du lot originaire No 171, d'un côté par le lot 410, et de l'autre côté par le lot 416 du lot originaire No 171;

2. La moitié sud-ouest du lot 416, de la subdivision du lot originaire No 171, mesurant 12 pieds et demi de largeur par cent pieds de profondeur; borné en front par une rue projetée portant le numéro 461, de la subdivision du lot originaire No 171, en arrière par le lot 399 de la subdivision du lot originaire No 171, d'un côté par la balance du dit lot 416, et de l'autre côté par le lot 415 de la subdivision du lot originaire 171, du cadastre de la paroisse de Saint-Hubert—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hubert, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$100.00 sera exigé de tout enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 21 novembre 1923.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 21 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6059—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ASBESTOS MANUFACTURING COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office at Montreal, Plaintiff; against JOHN VAUGHAN, of the parish of Saint Hubert, Defendant.

An emplacement situate in that part of the parish of Saint Hubert known under the name of Greenfield Park East, composed of the following lots of land, to wit:

1. The lots 411, 412, 413, 414 and 415, of the subdivision of the original lot No. 171, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert; bounded as follows: in front by a projected street bearing the No. 461, of the subdivision of original lot No. 171, in rear by the lots 400, 401, 402, 403 and 404, of the subdivision of the original lot No. 171, on one side by the lot No. 410, and on the other side by the lot 416 of original lot No. 171;

2. The southwest half of lot 416 of the subdivision of original lot No. 171, measuring 12 feet and a half in width by one hundred feet in depth; bounded in front by a projected street bearing the number 461, of the subdivision of original lot No. 171, in rear by the lot 399 of the subdivision of original lot No. 171, on one side by the residue of said lot 416, and on the other side by lot 415 of the subdivision of the original lot 171, of the cadastre of the parish of Saint Hubert—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Hubert, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$100.00 shall be exacted from each and every bidder with first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Bruneau, dated the 21st of November, 1923.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 21, 1923.
[First publication, November 24, 1923]
6060—47-2

QUÉBEC

Québec, à savoir: } LE PRET HYPOTHECAIRE, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre GABRIEL MISAEL PETITCLERC, de la cité de Québec.

Les subdivisions Nos 107 et 108 (cent sept et cent huit) du lot No 3 (trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, maintenant quartier Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un terrain situé coin des rues Saint-Ambroise et des Récollets—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

QUEBEC

Quebec, to wit: } LE PRET HYPOTHECAIRE, a body politic and corporate having its head office in the city of Quebec; against GABRIEL MISAEL PETITCLERC, of the city of Quebec.

The subdivisions Nos. 107 and 108 (one hundred and seven and one hundred and eight) of lot No. 3 (three) of the official cadastral for the parish of Notre Dame des Anges, now St. Sauveur ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate at the corner of Saint Ambroise and Des Récollets streets—with the buildings thereon

Sujet à une rente foncière annuelle de \$16.50, payable le vingt-neuf de septembre de chaque année à l'Hôpital-Général de Québec.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif de Québec,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 29 novembre 1923.

[Première publication, 1er décembre 1923]

[Deuxième publication, 15 décembre 1923]

6209—48-2

erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$16.50 payable the twenty ninth of September of each year to the Hôpital Général de Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, the FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff of Québec.
Québec, November 29, 1923.

[First publication, December 1, 1923]

[Second publication, December 15, 1923]

6210—48-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Cour supérieure.

Province de Québec, } L A BANQUE NATIO-
District de Roberval. } NALE, corps politi-
No 4056. } tique, constitué en cor-
poration, ayant le siège de ses affaires en la cité de Québec, et ayant un comptoir en la ville de Roberval, demanderesse; contre LEON BRASSARD, de l'endroit appelé Jonquières, district de Chicoutimi, et LEANDRE BRASSARD, de l'endroit appelé Honfleur, comté du Lac-Saint-Jean, défendeurs.

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro cinquante-huit (No 58), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Dalmas—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard, Péribonca, SAMEDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de DECEMBRE prochain (1923), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 20 novembre 1923.

[Première publication, 24 novembre 1923]

6061—47-2

FIERI FACIAS

Cour supérieure.

Province de Québec, } THOMAS-LOUIS GAU-
District de Roberval. } DREAULT, barbier,
No 2805. } de Chicoutimi, deman-
deur; contre JOSEPH GIRARD ET AL., de Saint-Gédéon, défendeurs, et JOSEPH GIRARD ET AL., demandeurs en garantie, vs JOSEPH AUDET ET AL., défendeurs en garantie, à savoir:

Contre les biens immobiliers du dit défendeur en garantie.

1. Un emplacement situé dans le village de Saint-Gédéon, mesurant trente pieds de largeur sur trois perches de profondeur, le tout plus ou moins, étant les trente pieds nord du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro sept F (ptie No 7F), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dixième rang du canton Signai; borné en front vers l'est au chemin public, en arrière à l'ouest et du côté nord au terrain de Joseph Fortin, et joignant au sud à l'emplacement de Ulysse Tremblay—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2. Un emplacement faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro six A (ptie No 6A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dixième rang du can-

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Québec, } L A BANQUE NATIO-
District of Roberval. } NALE, a body politic
No. 4056. } and corporate, having its
head office in the city of Québec, and having a branch in the town of Roberval, Plaintiff; against LEON BRASSARD, of the place called Jonquières, district of Chicoutimi, and LEANDRE BRASSARD, of the place called Honfleur, county of Lake Saint John, Defendants.

The lot of land now known and designated under the number fifty eight (No. 58), on the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Dalmas— together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Edouard, Péribonca, on SATURDAY, the TWENTY NINTH day of DECEMBER next (1923), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, November 20, 1923.

[First publication, November 24, 1923]

6062—47-2

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Québec, } THOMAS LOUIS GAU-
District of Roberval. } DREAULT, barber,
No. 2805. } of Chicoutimi, Plaintiff;
against JOSEPH GIRARD ET AL., of Saint Gédéon, Defendants, and JOSEPH GIRARD ET AL., Plaintiffs in warranty, vs JOSEPH AUDET ET AL., Defendants in warranty, to wit:

Against the immovable property of the said defendant in warranty:

1. An emplacement situate in the village of Saint Gédéon, measuring thirty feet in width by three perches in depth, the whole more or less, being the north thirty feet of the lot of land now known and designated under the number seven F (Pt. No. 7F), on the official cadastral plan and book of reference for the tenth range of the township of Signai; bounded in front to the east by the public road, in rear to the west and on the north side by the land of Joseph Fortin, and to the south by the emplacement of Ulysse Tremblay— together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. An emplacement forming part of the lot of land now known and designated under the number sixth A (Pt. No. 6A), on the official cadastral plan and book of reference for the tenth range of

ton Signai, mesurant quatre perches de front sur treize perches de profondeur; borné à l'ouest au chemin public, à l'est et au sud à Onésime Simard ou représentants, et au nord à Etienne Brassard—avec ensemble les bâtisses dessus construites, y compris les machines et machineries installées dans les bâtisses servant de moulin à moudre le grain, circonstances et dépendances. Cependant sauf à distraire de cet emplacement ci-dessus décrit, l'emplacement de Oscar Audet, mesurant quarante pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, et borné au nord par le chemin de front, à l'ouest et au sud par l'emplacement ci-dessus décrit, et à l'est par Joseph Boily—avec les bâtisses dessus construites, et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 20 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6067—47-2

FIERI FACIAS

Cour supérieure.

Province de Québec, } LOUIS LAMOTHE,
District de Roberval. } cultivateur, de Saint-
No 2414. } Félicien, demandeur; vs
LA CORPORATION DE LA PAROISSE DE
SAINT-METHODE, défenderesse.

Contre les biens immobiliers du dit demandeur, à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en la présente cause, qui devait avoir lieu mardi le vingt-septième jour de novembre courant (1923), à dix heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, aura lieu MARDI, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain (1923), à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 20 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6063—47-2

FIERI FACIAS

Cour supérieure.

Province de Québec, } DAMASE OUELLET,
District de Roberval. } de Saint-Félicien,
No 2416. } cultivateur, demandeur;
contre LA CORPORATION DE LA PAROISSE
DE SAINT-METHODE, défenderesse.

Contre les biens immobiliers du dit demandeur, à savoir:

La demie nord-ouest du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro huit (½ N. O. No 8), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton Parent—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE prochain (1923), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 20 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6065—47-2

the township of Signai, measuring four perches in front by thirteen perches in depth; bounded to the west by the public road, to the east and to the south by Onésime Simard or representatives, and to the north by Etienne Brassard—together with the buildings thereon erected, including the machines and machineries installed in the buildings used as grist-mill, circumstances and dependencies. Save and to be deducted however from the above emplacement, the emplacement of Oscar Audet, measuring forty feet in front by eighty feet in depth, and bounded to the north by the front road, to the west and south by the emplacement above described and to the east by Joseph Boily—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Gédéon, on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next (1923), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, November, 20, 1923.
[First publication, November 24, 1923]
6068—47-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LOUIS LAMOTHE,
District of Roberval. } farmer, of Saint Féli-
No. 2414. } cien, Plaintiff; against
THE CORPORATION OF THE PARISH OF
SAINT METHODE, Defendant, to wit:

Against the immovable property of the said plaintiff, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, formerly announced to take place on Tuesday, the twenty seventh day of November instant (1923), at ten o'clock in the forenoon, at the door of the church of the parish of Saint Félicien, will take place on TUESDAY, the ELEVENTH day of DECEMBER next (1923), at the door of the church of the parish of Saint Félicien, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, November 20, 1923.
[First publication, November 24, 1923]
6064—47-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DAMASE OUELLET,
District of Roberval. } of Saint Félicien,
No. 2416. } farmer, Plaintiff; against
THE CORPORATION OF THE PARISH OF
SAINT METHODE, defendant.

Against the immovable property of the said plaintiff, to wit:

The northwest half of the lot of land now known and designated under the number eight (N. W. ½ No. 8), on the official cadastral plan and book of reference for the first range of the township of Parent—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Félicien, on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next (1923), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, November 20, 1923.
[First publication, November 24, 1923]
6066—47-2

SAINT-FRANÇOIS

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 830 } FREDERIC LEMAY, cultivateur, du canton de Stukely, district de Bedford, demandeur, contre EVARISTE GODIN, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Les immeubles étant maintenant désignés sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton d'Orford, dans le district de Saint-François, comme étant les lots de terre numéros mille treize, mille quatorze, mille quinze, mille seize, mille dix-sept et mille dix-huit (Lots 1013, 1014, 1015, 1016, 1017 et 1018), des dits plan et livre de renvoi officiels, déposés et mis en vigueur au bureau d'enregistrement du comté de Sherbrooke à Sherbrooke, depuis la date de la promulgation du dit cadastre du canton d'Orford, savoir, depuis le premier août, mil neuf cent treize.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, MARDI, le QUINZIEME jour de JANVIER, mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 10 décembre 1923.
[Première publication, 15 décembre 1923]
6381—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 830. } FREDERIC LEMAY, farmer, of the township of Stukely, district of Bedford, plaintiff; against EVARISTE GODIN, heretofore of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The immovables now designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Orford, in the district of Saint-François, as being the lots of land number one thousand and thirteen, one thousand and fourteen, one thousand and fifteen, one thousand and sixteen, one thousand and seventeen and one thousand and eighteen (Lots 1013, 1014, 1015, 1016, 1017 and 1018— of the said official plan and book of reference deposited and put in force at the Registry office of the County of Sherbrooke, at Sherbrooke, since the date of the promulgation of the said cadastre of the township of Orford, namely, since the 1st of August, one thousand nine hundred and thirteen.

To be sold at my office, at the Court House, in the city of Sherbrooke, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, December 10, 1923.
[First publication, December 15, 1923]
6382—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 542. } AYLMER BYRON HUNT, cultivateur, de Bury, dans le district de Saint-François, demandeur; contre AUSTIN W. BISHOP, de Marbleton, dans le district de Saint-François, défendeur, et Walter G. Everett, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, mis en cause, et Arthur Hunt, cultivateur, de Bury, curateur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Ces certains lopins de terre situés et étant dans le canton de Bury, connus au cadastre des plan et livre de renvoi du dit canton comme lots numéros vingt-trois (23), vingt-trois B (23B) (sauf la partie vendue à W. B. Downes, titre non enregistré), dans le dixième rang du dit canton, contenant quatre-vingt-seize (96) acres en superficie; les lots numéros vingt-deux C (22C), vingt-deux D (22D), vingt-trois B (23B) et vingt-trois D (23D), tous dans le onzième rang du dit canton, contenant ensemble cent soixante-dix acres et demie en superficie—avec les bâtisses, améliorations faites et sus-érigées.

Pour être vendus au bureau du registraire de Cookshire, comté de Compton, le JEUDI, VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1923, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 21 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6069—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS,

Superior Court.—District of Saint Francis.

No 542. } AYLMER BYRON HUNT, farmer, of Bury, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against AUSTIN W. BISHOP, of Marbleton, in the district of Saint Francis, Defendant, and Walter G. Everett, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, mis en cause, and Arthur Hunt, farmer, of Bury, curator.

Seized as belonging to the said defendant:

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the said township of Bury, known on the cadastral plan and book of reference of the said township as lots numbers twenty three (23), twenty three B (23B) (save part sold to W. B. Downes, Deed not recorded), in the tenth range of said township, containing ninety six (96) acres in superficies; the lots numbers twenty two C (22C), twenty two D (22D), twenty three B (23B) and twenty three D (23D), all in the eleventh range of said township, containing together one hundred and seventy acres and one half of an acre in superficies—together with all the buildings, betterments and improvements thereon made and erected.

To be sold at the registry office of Cookshire, county of Compton, on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER, 1923, at ONE o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, November 21st, 1923.
[First publication, November 24, 1923].
6070—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat.—District de Saint-François.
No. 44. } ARTHUR VALLEE, de East An-

gus, dans le district de Saint-François, demandeur; contre ARCHELAS CHOUNARD, de Ham-Sud, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Ces certains morceaux ou lots de terre sis et situés dans le comté de Wolfe, dans le canton de Ham-Sud, connus sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton comme étant les lots numéros six B (6B), six C (6C), six D (6D), tous dans le troisième rang du dit canton. Et le bout nord-ouest du lot numéro six B (p. 6B), du rang ouest, chemin Gosford, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Ham-Sud—avec les bâtisses dessus construites, la partie du dit lot numéro six B (6B), du rang ouest; bornée au nord-ouest par les lots numéros six C (6C) et six D (6D) susdits, d'un côté au nord-est, partie par le lot numéro sept A (7A), du dit rang ouest et partie par le chemin Gosford, vers le sud-est partie par le dit chemin Gosford et partie par le terrain vendu par Arthur Vallée à Arthur Leroux, par acte enregistré sous le No 25607, et de l'autre côté au sud-ouest par le lot numéro six B (6B), du dit troisième rang, six C (6C) et six D (6D), tous deux dans le deuxième rang du dit canton, contenant deux cents acres en superficie, plus ou moins—ensemble avec les bâtisses et autres améliorations dessus faites et érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-de-Ham-Sud, MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE 1923, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 21 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6071—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court.—District of Saint Francis.
No. 44. } ARTHUR VALLEE, of East An-

gus, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against ARCHELAS CHOUNARD, of South Ham, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Those certain parcels or lots of land lying and situated in the county of Wolfe, in the township of South Ham, known on the cadastral plan and in the book of reference of the said township as being the lots numbers six B (6B), six C (6C), six D (6D), in the third range of the said township. And the northwest end of the lot number six B (Pt. 6B), of the west range, Gosford road, on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the township of South Ham—with the buildings thereon erected, the part of said lot number six B (6B), of the west range being bounded to the northwest by the lots numbers six C (6C) and six D (6D) aforesaid, on one side to the northeast, partly by the lot number seven A (7A) of the said west range, and partly by Gosford road, towards the southeast partly by the said Gosford road and partly by the land sold by Arthur Vallée to Arthur Leroux, by deed registered under the No. 25607, and on the other side to the southwest by the lot number six B (6B) of the said third range, six C (6C) and six D (6D), both in the second range of the said township, containing two hundred acres in superficies more or less—together with the buildings and other improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Joseph of South Ham, on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of DECEMBER, 1923, at TWO o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, November 21, 1923.
[First publication, November 24, 1923].
6072—47-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir:) CHARLES BENOIT, demandeur; contre LOUIS-JOSEPH GAUTHIER, défendeur.

1. Un emplacement sis et situé sur la rue Girouard, à l'angle nord de la rue Tellier, en la cité de Saint-Hyacinthe, de la contenance de cent quatre-vingts pieds de front sur deux cent soixante-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, composé des numéros un (1), deux (2), trois (3), quatre (4), cinq (5), six (6) et sept (7), de la subdivision du numéro mil quatre-vingt-neuf (1089), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe—avec les bâtisses y érigées.

2. Un emplacement sis et situé sur la rue Saint-Pierre, en la dite cité de Saint-Hyacinthe, de la contenance de quatre-vingts pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné sous le numéro neuf (9), de la subdivision du numéro mil quatre-vingt-neuf (1089), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe—avec les bâtisses y érigées.

5

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit:) CHARLES BENOIT, plaintiff; against LOUIS JOSEPH GAUTHIER, defendant.

1. An emplacement situate on Girouard street, at the north corner of Tellier street, in the city of Saint Hyacinthe, containing one hundred and eighty feet in front, by two hundred and seventy feet in depth, the whole more or less, being numbers one (1), two (2), three (3), four (4), five (5), six (6) and seven (7), of subdivision number one thousand and eighty nine (1089), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinthe—with buildings thereon erected.

2. An emplacement situate on Saint Peter street, in the said city of Saint Hyacinthe, containing eighty feet in front, by ninety feet in depth, the whole more or less, known and designated under number nine (9), of the subdivision number one thousand and eighty nine (1089), on the official cadastre of the parish of Saint Hyacinthe—with buildings thereon erected.

Pour être vendus séparément, au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 17 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6019—47-2

FIERI FACIAS DE PONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } **A DHEMAR BE-**
No 1384. } **BELANGER,**
demandeur; contre ARMAND BELANGER, défendeur, et JOSEPH LEMIRE, en sa qualité de syndic autorisé à la cession de biens du dit Armand Bélanger, mis en cause.

Comme appartenant au dit défendeur:

Un lopin de terre sis et situé en la ville de Marieville, sur la rue Chambly, côté sud, mesurant quatre-vingt-neuf pieds de front sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Marieville—avec une maison, boulangerie et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville de Marieville, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain (1923), à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 19 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6073—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } **A LEXANDRE**
No 1390. } **CHOINIÈRE,**
demandeur; contre DAVID GRAVEL, défendeur.

Un emplacement sis et situé en la cité de Saint-Hyacinthe, du côté sud de la rue Cascades, ayant environ vingt-six pieds de front sur la dite rue Cascades, plus ou moins, sur une profondeur de cent pieds et six pouces, mesure anglaise; borné en front par la dite rue Cascades, en profondeur par le numéro trois cent treize (313), appartenant à L.-P. Morin & Fils, du côté sud-ouest par le résidu du numéro trois cent quatorze (314), appartenant à Albert Jodoin, et du côté nord-est par le magasin occupé par Joseph L'Archevêque; cet emplacement étant partie du numéro trois cent quatorze (p. 314), des plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe—avec les bâtisses y érigées, et de plus, toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, et notamment un droit de passage établi sur partie du lot numéro trois cent quatorze (314) et du lot numéro trois cent neuf (309), du dit cadastre dans et pour la dite cité de Saint-Hyacinthe.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE prochain (1923), à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 17 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923]
6075—47-2

To be sold separately, at the Sheriff's office, at the Court House, in the city of Saint Hyacinthe, on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next (1923), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, November 17, 1923.
[First publication, November 24, 1923]
6020—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } **A DHEMAR BE-**
No. 1384. } **LANGER,** plain-
tiff; against ARMAND BELANGER, defend-
ant, and JOSEPH LEMIRE, in his quality of
authorized trustee to the abandonment of prop-
erty of the said Armand Bélanger, *mis en cause.*

As belonging to the said defendant:

A piece of ground situate in the town of Marieville, on Chambly street, on south side, containing eighty nine feet in front by one hundred and twenty five feet in depth, the whole more or less, known and designated under number one hundred and ninety eight (198), on the official plan and book of reference of the village of Marieville—with a house, baker's shop and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the town of Marieville, THURSDAY, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next (1923), at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, November 19, 1923.
[First publication, November 24, 1923]
6074—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } **A LEXANDRE**
No. 1390. } **CHOINIÈRE,**
plaintiff; against DAVID GRAVEL, defendant.

An emplacement situate in the city of Saint Hyacinthe, on the south side of Cascades street, containing about twenty six feet in front on the said Cascades street, more or less, by a depth of one hundred feet and six inches, English measure; bounded in front by the said Cascades street, in depth by number three hundred and thirteen (313), belonging to L. P. Morin & Fils, on the southwest side by the résidue of number three hundred and fourteen (314), belonging to Albert Jodoin, on the northeast side by the store occupied by Joseph L'Archevêque; the said emplacement being a part of number three hundred and fourteen (p. 314), on the official plan and book of reference of the city of Saint Hyacinthe—with buildings thereon erected, and subject to all and any servitudes active and passive, apparent or occult, and particularly a right of way set on a part of said lot number three hundred and fourteen (314) and lot number three hundred and nine (309), of the cadastre of the said city of Saint Hyacinthe.

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House, in the city of Saint Hyacinthe, on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next (1923), at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, November 17, 1923.
[First publication, November 24, 1923]
6076—47-2

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières
Trois-Rivières, à savoir: } DAME PHILIE DES-
No 767. } SUREAULT,
veuve de feu Firmin Massicotte, demanderesse;
contre ALONZO VEILLETTE ET AL., défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, conjointement et solidairement, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Sainte-Geneviève, du côté sud de la rivière Batiscan, connue et désignée sous le numéro cinq cent vingt-sept (No 527), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Geneviève, de la contenance de deux arpents de largeur, sur trente et un arpents de longueur; bornée en front à la rivière Batiscan, en profondeur à Alfred Dessureault, au nord-est au dit Henri Veillette, fils de Victor, et à Dame veuve Victor Veillette, et au sud-ouest à François-Xavier Rivard, fils de Noël—avec une maison et autres bâtisses dessus construites;

2. Une autre terre située en la paroisse de Sainte-Geneviève, au lieu nommé le bois du village Champlain, connue et désignée sous le numéro cinq cent vingt-cinq (No 525), sur les plan et livre de renvoi officiels, contenant un arpent de largeur sur vingt et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins, le plus ou moins sera au profit ou à la perte de l'acquéreur quelque grande que soit la différence; bornée en front par un bout aux terres de la rivière Batiscan, et se terminant en profondeur aux terres de la rivière Champlain, joignant d'un côté au nord au dit Henri Veillette, fils de Victor, et à Alfred Dessureault, et d'autre côté au sud au dit Henri Veillette, fils de Victor, et à la dite veuve Victor Veillette, et Omer Gervais;

3. Une terre située en la paroisse de Sainte-Geneviève, au lieu nommé "La Baie", faisant partie du lot de terre numéro trois cent cinquante (ptie No 350), sur les plan et livre de renvoi officiels, ayant une longueur de trente quatre arpents; bornée en front au chemin public, en profondeur aux terres de Sainte-Marie, joignant d'un côté au lot numéro trois cent quarante-neuf (349), et de l'autre côté aux héritiers de Joseph Massicotte, tel que le tout se trouve actuellement, sans réserve.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, dans le comté de Champlain, le VINGT-SIXIÈME jour de DECEMBRE prochain, 1923, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE,
Trois-Rivières, 21 novembre 1923.
[Première publication, 24 novembre 1923
6087—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } DAME PHILIE DES-
No. 767. } SUREAULT, widow
of the late Firmin Massicotte, Plaintiff; against
ALONZO VEILLETTE ET AL., Defendants.

As belonging to the said defendants, jointly and severally, to wit:

1. A farm situate in the parish of Sainte Geneviève, on the south side of the Batiscan River, known and designated under the number five hundred and twenty seven (No. 527), on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Geneviève, containing two arpents in width by thirty one arpents in length; bounded in front by the Batiscan river, in depth by Alfred Dessureault, to the northeast by the said Henri Veillette, son of Victor, and by Dame widow Victor Veillette, and to the southwest by François Xavier Rivard, son of Noël—with a house and other buildings thereon erected;

2. Another farm situate in the parish of Sainte Geneviève, at the place called "Le bois du village Champlain", known and designated under the number five hundred and twenty five (No. 525), on the official plan and book of reference containing one arpent in width by twenty one arpents in depth, the whole more or less, the more or less to be to the profit or loss of the purchaser, however great the difference may be; bounded in front at one end by the lands of the Batiscan river and ending in depth at the lands of the Champlain river, on one side to the north by the said Henri Veillette, son of Victor, and by Alfred Dessureault, and on the other side to the south by the said Henri Veillette, son of Victor, and by the said widow Victor Veillette and Omer Gervais;

3. A farm situate in the parish of Sainte Geneviève, at the place called "La Baie", forming part of the lot of land number three hundred and fifty (No. 350), on the official plan and book of reference, having a length of thirty four arpents; bounded in front by the public road, in depth by the lands of Sainte Marie, on one side by the lot number three hundred and forty nine (No. 349), and on the other side by the heirs of Joseph Massicotte, as the whole now subsists, without reservation.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, in the county of Champlain, the TWENTY-SIXTH day of DECEMBER next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, November 21, 1923.
[First publication, November 24, 1923]
6088—47-2

Arrêté en Conseil

Order in Council

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 12 décembre 1923.

Quebec, December 12, 1923.

PRÉSENT: le lieutenant-gouverneur en Conseil.

PRESENT: The Lieutenant Governor in Council.

TARIF DE PÉAGE SUR LE PONT "DORION"—
ILE PERROT.TARIFF OF TOLLS ON "DORION—ILE PERROT"
BRIDGE.

ATTENDU que par le Statut II Geo. V, chap. 9, le gouvernement de cette province a été autorisé à construire des ponts entre l'île Perrot et Vaudreuil, d'un côté, et l'île Perrot et l'île de Montréal, de l'autre ;

ATTENDU qu'un de ces ponts, celui sur la rivière Ottawa, entre l'île Perrot et Dorion, est maintenant pratiquement terminé ;

ATTENDU que l'article 5 dudit Statut permet au gouvernement de percevoir et prélever des péages sur lesdits ponts, et le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire, amender ou remplacer un tarif des taux de péage exigibles ;

IL EST ORDONNÉ que le taux de péage ci-dessous pour le pont précité, qui sera connu sous le nom de "Pont Dorion—île Perrot", peut être déterminé comme suit :

Classe 1.—Voyageurs ou passagers :

- a. Pour toute personne, adultes ou enfants de plus de 5 ans, à pied ou à cheval ou en voiture ou sur bicyclette, tandem, tricycle ou véhicules semblables dirigés par une ou plusieurs personnes
- | | |
|--|------|
| Billet simple (billet blanc)..... | 0.05 |
| Série de 8 billets (billet blanc)..... | 0.25 |
- Enfant au-dessous de 5 ans, gratis.

Classe 2.—Voitures à traction animale :

- a. Voitures à passagers ou à marchandises (le tarif comprend aussi le passage du conducteur)
- | | |
|--|------|
| traînées par 1 animal (billet rouge)... | 0.15 |
| traînées par 2 animaux (billet rouge)... | 0.25 |
- b. Voitures réservoir à l'huile, gazoline ou pétrole .
- | | |
|--|------|
| traînées par 1 animal (billet rouge)... | 0.40 |
| traînées par 2 animaux (billet rouge)... | 0.60 |

NOTE.—Si plus de deux animaux sont attelés aux voitures de la catégorie a et b, il sera chargé pour chaque animal en plus (billet bleu)...

0.10

c. Voitures traînées par un ou plusieurs chiens ou chèvres

Par voiture, y compris le passage du conducteur (billet rouge).....

0.10

Classe 3.—Voitures à bras, telles que brouettes et celles utilisées par les ramasseurs de guenille, aiguiseurs de couteaux, etc.

Par voiture, y compris le passage de la personne en charge (billet rouge)...

0.10

Les voitures de bébé gratis, la personne en charge sujette au tarif des voyageurs.

Classe 4.—Véhicules-moteurs :

a. Motocyclettes (y compris personne en charge) billet vert.....

0.15

b. Automobiles d'une capacité dite de pas plus de 7 passagers assis, billet simple (y compris conducteur) billet vert..

0.25

Série de 10 billets non "transférables" bons pour un mois (vert).....

2.00

Série de 20 billets non "transférables" bons pour un mois (vert).....

3.00

WHEREAS in and by the Statute 11 Geo. V, chap. 9, the Government of this Province was authorized to build bridges between Ile Perrot and Vaudreuil, on the one side, and Ile Perrot and Island of Montreal, on the other side ;

WHEREAS one of the above bridges, that over the Ottawa River, between Ile Perrot and Dorion, is now practically completed ;

WHEREAS under Article 5 of the said Statute, the Government may charge and collect tolls on the said bridges and the Lieutenant-Governor in Council may make, amend or replace a tariff of tolls payable ;

IT IS ORDERED that the hereunder tariff of tolls for the above bridge, which will be known under the name of "Dorion—Ile Perrot" Bridge, may be fixed as follows :

Class 1.—Travellers or Passengers:

- a. For every person, adult or child over 5 years of age, on foot or on horseback or in vehicle or on bicycle, tandem, tricycle or similar vehicles driven by one or more persons
- | | |
|--|------|
| Single ticket (White ticket)..... | 0.05 |
| Series of 8 tickets (White ticket).... | 0.25 |
- Children under 5 years of age—free.

Class 2.—Vehicles drawn by animal power:

- a. Passenger or freight vehicles (fare of driver included)
- | | |
|-------------------------------------|------|
| Drawn by one animal (Red ticket)... | 0.15 |
| Drawn by 2 animals (Red ticket).... | 0.25 |
- b. oil, gasoline or kerosene tank-wagon .
- | | |
|-------------------------------------|------|
| drawn by 1 animal (Red ticket)..... | 0.40 |
| drawn by 2 animals (Red ticket).... | 0.60 |

NOTE.—When vehicles of sub-classes a and b are drawn by more than 2 animals, for each additional animal the fare will be (blue ticket).....

0.10

c. Vehicles drawn by one or several dogs or goats

For each vehicle including fare of driver (Red ticket).....

0.10

Class 3.—Push carts, such as wheel barrows and those used by rag pickers, knife sharpeners, etc.:

For each vehicle including fare of person in charge (Red ticket).....

0.10

Baby carriages free, the person in charge to pay a passenger's fare.

Class 4.—Motor vehicles :

a. Motorcycles (including the person in charge)

green ticket.....	0.15
-------------------	------

b. Automobiles of a capacity of not over seven seated passengers, single ticket (including driver)

green ticket.....	0.25
-------------------	------

Series of 10 tickets, non transferable, good for one month (green).....

2.00

Series of 20 tickets, non transferable, good for one month (green).....

3.00

Série de 50 billets non "transférables"

bons pour 3 mois (vert)..... 5.00

Les billets de ces dernières catégories ne sont bons que pour le passage simple de l'automobile et de la personne en charge. Toute autre personne occupant ladite voiture automobile doit payer le tarif des voyageurs.

c. Autobus ou camions convertis temporairement ou permanentement pour transport de plus de 7 personnes

Passage du chauffeur compris (billet vert)..... 0.60

Chaque passager à bord doit payer le tarif des voyageurs.

d. Camions à marchandise (passage du chauffeur compris)

d'une capacité de:

1 tonne et moins, billet simple (Billet jaune)..... 0.25

Plus d'une tonne et pas plus que 2 Billet simple (Billet jaune)..... 0.40

Plus de 2 tonnes et pas plus que 4 Billet simple (Billet jaune)..... 0.60

Plus de 4 tonnes et pas plus que 5 Billet simple (Billet jaune)..... 0.90

Plus de 5 tonnes et pas plus que 10 Billet simple (Billet jaune)..... 1.40

Plus de 10 tonnes et pas plus que 15 Billet simple (Billet jaune)..... 2.00

e. Tracteurs ou voitures à la remorque non destinés aux passagers

D'une capacité de:

1 tonne et moins, Billet simple (Billet brun)..... 0.20

Plus de 1 tonne et pas plus que 2, Billet simple (Billet brun)..... 0.30

Plus de 2 tonnes et pas plus que 4, Billet simple (Billet brun)..... 0.45

Plus de 4 tonnes et pas plus que 5, Billet simple (Billet brun)..... 0.70

Plus de 5 tonnes et pas plus que 10, Billet simple (Billet brun)..... 1.10

Plus de 10 tonnes et pas plus que 15, Billet simple (Billet brun)..... 1.60

La capacité des camions et voitures à la remorque doit être clairement indiquée sur les voitures et aucune voiture d'un poids total de plus de 20 tonnes (y compris la remorque) ne doit circuler sur ce pont.

Classe 5.—Animaux à pied ou en voiture (Billet bleu):

Chevaux, ânes ou mulets par tête.... 0.10

Vaches, bœufs ou taureaux par tête... 0.08

Moutons, veaux, cochons par tête.... 0.02

EN CONSÉQUENCE, l'Honorable Ministre recommande que le tarif ci-haut déterminé soit approuvé en vertu de la loi 11 Geo. V, chap. 9, article 5, et que le gouvernement soit autorisé à afficher pour la connaissance du public, à chaque extrémité du pont, ce tarif, qui viendra en vigueur le jour de l'approbation de l'arrêté ministériel par le lieutenant-gouverneur, les revenus du pont devant être versés au Trésor pour former un fonds dit "fonds d'amortissement et entretien du pont Dorion—Ile Perrot".

Il sera loisible à l'Honorable Ministre de suspendre temporairement la perception des péages durant une certaine période de l'année, lorsqu'il le jugera à propos.

Certifié, Le greffier Conseil Exécutif,
6445 A. MORISSET.

Series of 50 tickets, non transferable, good for three months (green).... 5.00

Tickets of the three above classes are good for a single passage of the automobile and the person in charge. Every other person occupying the said automobile must pay a passenger's fare.

c. Autobus or trucks temporarily or permanently converted for the carriage of over 7 persons

Fare of driver included (green ticket). 0.60

Each passenger carried to pay a passenger's fare.

d. Freight trucks (fare of driver included)

Of a capacity of:

1 ton and under, Single-ticket, (Yellow ticket)..... 0.25

Over one ton and not over 2, Single ticket (Yellow ticket)..... 0.40

Over 2 tons and not over 4, Single ticket (Yellow ticket)..... 0.60

Over 4 tons and not over 5, Single ticket (Yellow ticket)..... 0.90

Over 5 tons and not over 10, Single ticket (Yellow ticket)..... 1.40

Over 10 tons and not over 15, Single ticket (Yellow ticket)..... 2.00

e. Tractors or trailers not destined for passenger traffic

Of a capacity of:

1 ton and under, Single ticket (Brown ticket)..... 0.20

Over 1 ton and not over 2, Single ticket (Brown ticket)..... 0.30

Over 2 tons and not over 4, Single ticket (Brown ticket)..... 0.45

Over 4 tons and not over 5, Single ticket (Brown ticket)..... 0.70

Over 5 tons and not over 10, Single ticket (Brown ticket)..... 1.10

Over 10 tons and not over 15, Single ticket (Brown ticket)..... 1.60

The capacity of the trucks and trailers must be clearly shown on the vehicles and no vehicle of a total weight exceeding 20 tons (including trailer) shall be allowed over this bridge.

Class 5.—Animals on foot or in vehicle (Blue ticket):

Horses, asses or mules per head..... 0.10

Cows, oxen or bulls per head..... 0.08

Sheep, calves, pigs per head..... 0.02

THEREFORE, the Honourable Minister recommends that the above tariff be approved in accordance with the Act 11, Geo. V, chap. 9, article 5, and that the Government be authorized to post up, for the convenience of the public, at both ends of the bridge, this tariff, which shall come into force the day of the approval of the Order-in-Council by the Lieutenant-Governor, the revenues of the bridge to be paid into the Treasury to form a fund called "Dorion—Ile Perrot Bridge sinking and maintenance fund".

The Honourable Minister may temporarily suspend the collection of tolls for a certain period of the year, whenever he shall deem it expedient.

(Certified). A. MORISSET,
6446 Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 50

Index of the Quebec Official Gazette, No 50

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Anger vs Fontaine.....	3867
" Bisson vs Lambert.....	3868
" Blanchard vs Auclair.....	3868
" Blais vs Racine.....	3866
" Boulanger vs Vandandaigue.....	3867
" Caron vs Primeau.....	3865
" Côté vs Auger.....	3867
" Desrosiers vs Bérubé.....	3866
" Goldberg vs Sweig.....	3867
" Gravel vs Pharand.....	3866
" Gray vs Fontaine.....	3866
" Guilmin vs Wilson.....	3868
" Lévesque vs Pinet.....	3868
" Morin vs Saindon.....	3867
" Parent vs Barré.....	3866
" Pelletier vs Boyer.....	3868
" Rosenstein vs Singer.....	3866
" Roy vs Bourassa.....	3865
" Roy vs Lévesque.....	3868
" Tanguay vs Darche.....	3867
" Winagoura vs Goldstein.....	3865

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Anger vs Fontaine.....	3867
" Bisson vs Lambert.....	3868
" Blanchard vs Auclair.....	3868
" Blais vs Racine.....	3866
" Boulanger vs Vandandaigue.....	3867
" Caron vs Primeau.....	3865
" Côte vs Auger.....	3867
" Desrosiers vs Bérubé.....	3866
" Goldberg vs Sweig.....	3867
" Gravel vs Pharand.....	3866
" Gray vs Fontaine.....	3866
" Guilmin vs Wilson.....	3868
" Lévesque vs Pinet.....	3868
" Morin vs Saindon.....	3867
" Parent vs Barré.....	3866
" Pelletier vs Boyer.....	3868
" Rosenstein vs Singer.....	3866
" Roy vs Bourassa.....	3865
" Roy vs Lévesque.....	3868
" Tanguay vs Darche.....	3867
" Winagoura vs Goldstein.....	3865

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS: ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Monette vs Dutrizac.....	3869
Monette vs Dutrizac.....	3869

ANNONCEURS :—Avis aux :— 3831 ADVERTISERS :—Notice to :— 3831

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL :—

Tarif de péage sur le pont Dorion-Ile Perrot.....	3898
---	------

ORDER IN COUNCIL :—

Tariff of tolls over Dorion Ile-Perrot bridge.....	3898
--	------

AVIS DIVERS :—

A vendre, Gazette Officielle reliée.....	3832
Columbia Shoes, Limited.....	3869
Gatineau Co., Lt'd., construction d'une écluse.....	3870
Jos. Villeneuve, ltée.....	3869
Northern Development Company.....	3869

MISCELLANEOUS NOTICES :—

For sale, bound copies Official Gazette..	3832
Columbia Shoes, Limited.....	3869
Gatineau Co., Lt'd., construction of a dam.....	3870
Jos. Villeneuve, ltée.....	3869
Northern Development Company.....	3869

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.	3832
--	------

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—

Relating to private bills to be introduced during the coming session.....	3832
---	------

BUREAU-CHEF :—

E. Champagne, ltée.....	3871
Service Press, Limited.....	3870

CHIEF OFFICE :—

E. Champagne, ltée.....	3871
Service Press, Limited.....	3870

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES : COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

R. Wallace & Sons Mfg. Co.....	3871
The J. R. Walkins Company.....	3871
R. Wallace & Sons Mfg. Co.....	3871
The J. R. Walkins Company.....	3871

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.....	3858
Boulevard Gouin.....	3859
Brière, Arthur et al.....	3862
Brown Corporation.....	3857
Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la ville de Montréal.....	3856
Burton, T. E.....	3858
Canada Steamship Lines, Lt'd.....	3858
Canadian Pacific Ry. Co.....	3852

APPLICATION TO PARLIAMENT :—

Montreal Firemen's Benefit Association..	3858
Boulevard Gouin.....	3859
Brière, Arthur et al.....	3862
Brown Corporation.....	3857
Protestant School Board of Commissioners of the city of Montreal.....	3856
Burton, T. E.....	3858
Canada Steamship Lines, Lt'd.....	3858
Canadian Pacific Ry. Co.....	3852

Chaussé, Alcide.....	3857	Chaussé, Alcide.....	3857
Chevalier, Joseph.....	3852	Chevalier, Joseph.....	3852
Cité de Québec.....	3853	City of Quebec.....	3853
Cité de Saint-Lambert.....	3853	City of Saint Lambert.....	3853
Club St-Denis.....	3859	Club St-Denis.....	3859
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.....	3861	Montreal Catholic School Commission..	3861
Commission Métropolitaine de Montréal.	3861	Montreal Metropolitan Commission....	3861
Congrégation des Augustins de l'Assomp- tion.....	3850	Congrégation des Augustins de l'Assomp- tion.....	3850
Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park.....	3860	Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park.....	3860
Décarie, T. <i>et al.</i>	3853	Décarie T. <i>et al.</i>	3853
Drouin, Rosario.....	3859	Drouin, Rosario.....	3859
Flanagan, J. C.....	3851	Flanagan, J. C.....	3851
Hôpital Sainte-Justine.....	3852	Hôpital Sainte-Justine.....	3852
Les Sœurs de Saint-François-d'Assise...	3852	Les Sœurs de Saint-François-d'Assise...	3852
L'Heureux, Dr Arthur.....	3857	L'Heureux, Dr Arthur.....	3857
L'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde.....	3857	L'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde.....	3857
Maher, Dr, J. D.....	3851	Maher, Dr, J. D.....	3851
Montreal Central Terminal Company....	3854	Montreal Central Terminal Company....	3854
Montreal Hebrew Old Peoples Home....	3851	Montreal Hebrew Old Peoples Home....	3851
Montreal Tramways Company.....	3860	Montreal Tramways Company.....	3860
Morgan, James <i>et al.</i>	3859	Morgan, James <i>et al.</i>	3859
Paroisse St-Pierre Claver.....	3860	Parish Saint-Pierre-Claver.....	3860
Perreault, George.....	3850	Perreault, George.....	3850
Quebec & Chibougamau Ry. Co.....	3862	Quebec & Chibougamau Ry Co.....	3862
Quebec & Western Railway.....	3855	Quebec & Western Railway.....	3855
Succession Francis Rosconi.....	3861	Estate Francis Rosconi.....	3861
Succession W. J. Poupore.....	3855	Estate W. J. Poupore.....	3855
Syndies des écoles protestantes de la cité de Verdun.....	3859	Protestant Board of School Trustees of the city of Verdun.....	3859
The Northern Land Co., Lt'd.....	3863	The Northern Land Co., Lt'd.....	3863
The Northern Land Co., Lt'd.....	3863	The Northern Land Co., Lt'd.....	3863
Verchères, Chambly & Laprairie Tram- ways Co.....	3858	Verchères Chambly & Laprairie Tram- ways Co.....	3858
Ville de Bagotville.....	3862	Town of Bagotville.....	3862
Ville de Terrebonne.....	3856	Town of Terrebonne.....	3856
Ville Laval-des-Rapides.....	3851	Town Laval des Rapides.....	3851
Vincent, P. Heeney.....	3862	Vincent, P. Heeney.....	3862
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—	
Lavolette à Saint-Ignace-du-Lac.....	3864	Lavolette to Saint-Ignace-du-Lac.....	3864
Partie Saint-Sylvère à Sainte-Marie-de- Blandford.....	3863	Part Saint-Sylvère to Sainte-Marie-de- Blandford.....	3863
Partie Ely à Saint-Ihéophile-d'Ely.....	3863	Part Ely to Saint-Ihéophile-d'Ely.....	3863
Partie Jonquière à Kénogami.....	3863	Part Jonquière to Kénogami.....	3863
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—		TREASURY DEPARTMENT :—	
Patriotic Assurance Co., Lt'd.....	3864	Patriotic Assurance Co., Lt'd.....	3864
Scottish Metropolitan Assurance Co., Lt'd.....	3865	Scottish Metropolitan Assurance Co., Lt'd.....	3865
St. Paul Fire & Marine Ins. Co.....	3864	St. Paul Fire & Marine Ins. Co.....	3864
Sun Insurance Office of London.....	3864	Sun Insurance Office of London.....	3864
EXAMEN DU BARREAU :—		BAR EXAMINATION :—	
Montréal, à l'étude du droit.....	3872	Montreal, to the study of the law.....	3872
Saint-François, à l'étude et à la pratique du droit.....	3871	Saint Francis, to the study and practice of the law.....	3871
LETTRES PATENTES :—		LETTERS PATENT :—	
Associated Canadian Industries, Inc....	3833	Associated Canadian Industries, Inc....	3833
Fournière Gold Mines Limited.....	3835	Fournière Gold Mines Limited.....	3835
International Geneva Association, Cana- da.....	3836	International Geneva Association, Cana- da.....	3836
L'Association Athlétique Franc-Rieur, Inc.....	3837	L'Association Athlétique Franc-Rieur, Inc.....	3837
La Cie de Briques de Scott, limitée.....	3838	La Cie de Briques de Scott, limitée.....	3838
La Cie de Confection Frontenac, limitée.	3846	La Cie de Confection Frontenac, limitée.	3846
Province de Québec Safety League.....	3841	Province de Québec Safety League.....	3841
Ranger, Limitée.....	3841	Ranger, Limitée.....	3841

Raymond Cement Products, Limited... 3843	Raymond Cement Products, Limited... 3843
The Harricana Gold Mines, Limited... 3844	The Harricana Gold Mines, Limited... 3844
Wellington Hotel Company... 3845	Wellington Hotel Company... 3845
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—	SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—
J.-H. Paquet (Machineries), Ltée... 3846	J.-H. Paquet (Machineries), Ltée... 3846
La Cie Beauchemin & Fils, ltée... 3850	La Cie Beauchemin & Fils, ltée... 3850
LIQUIDATION—AVIS DE :—	WINDING UP NOTICE :—
Carrier, limitée... 3873	Carrier, limitée... 3873
The Rideau Shoe Co., Lt'd... 3873	The Rideau Shoe Co., Lt'd... 3873
MINUTES DE NOTAIRE :—	NOTARIAL MINUTES :—
Côté, Adjutor... 3873	Côté, Adjutor... 3873
Tourigny, Olivier... 3873	Tourigny, Olivier... 3873
NOMINATIONS :—	APPOINTMENTS :—
Commissaire d'écoles... 3832	School Commissioner... 3832
SOUMISSIONS :—	TENDERS :—
Commissaires d'écoles de Saint-Charles-Bas-du-Sault... 3873	School Commissioners of Saint-Charles, Bas-du-Sault... 3873
Municipalité du village de Beauport... 3874	Municipality of the village of Beauport... 3874
VENTE—LOI DE FAILLITE :—	SALE—BANKRUPTCY ACT :—
Arsenault, Lionel... 3876	Arsenault, Lionel... 3876
Fontaine, Johnny... 3875	Fontaine, Johnny... 3875
Gagnon, Joseph... 3875	Gagnon, Joseph... 3875
Roy, C.-Maurice... 3876	Roy, C.-Maurice... 3876
Tremblay, Godfroy... 3877	Tremblay, Godfroy... 3877
W. H. Kelly Lumber Co... 3878	W. H. Kelly Lumber Co... 3878
VENTE PAR LICITATION :—	SALE BY LICITATION :—
Horan vs White... 3878	Horan vs White... 3878
Ostell <i>et al</i> vs Ostell <i>et al</i> ... 3879	Ostell <i>et al</i> vs Ostell <i>et al</i> ... 3879
VENTE POUR TAXES :—	SALE FOR TAXES :—
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts... 3881	Town of Sainte-Agathe-des-Monts... 3881
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—	SHERIFF'S SALES :—
ABITIBI :—	ABITIBI :—
Comtois vs Grenier... 3882	Comtois vs Grenier... 3882
ARTHABASKA :—	ARTHABASKA :—
Barrette <i>et al</i> vs Veauligney... 3883	Barrette <i>et al</i> vs Veauligney... 3883
Bouchard vs Leblanc... 3883	Bouchard vs Leblanc... 3883
Les commissaires d'écoles de la ville de Thetford-Mines vs Boiziers... 3883	Les commissaires d'écoles de la ville de Thetford-Mines vs Boiziers... 3883
Mathon vs Martin... 3883	Mathon vs Martin... 3883
BEAUCE :—	BEAUCE :—
Bolduc vs Deblois... 3884	Bolduc vs Deblois... 3884
BEAUHARNOIS :—	BEAUHARNOIS :—
Cappiello vs King <i>et al</i> ... 3885	Cappiello vs King <i>et al</i> ... 3885
BEDFORD :—	BEDFORD :—
Rudman vs Dupuis... 3885	Rudman vs Dupuis... 3885
CHICOUTIMI :—	CHICOUTIMI :—
J.-B. Renaud & Cie vs Minier... 3886	J.-B. Renaud & Cie vs Minier... 3886

IBERVILLE :—

Langevin vs Raymond..... 3886

KAMOURASKA :—

Lebel vs Maltais..... 3886

MONTRÉAL :—

Asbestos Mfg Co. Lt'd vs Vaughan..... 3891

Bigras vs Chopin *et al.*..... 3890Bigras vs Briger *et al.*..... 3889Caplan *et vir* vs Yaphet..... 3888

Chaput, Fils & Cie, Itée vs Charbonneau. 3888

Geraghty vs Brennan..... 3887

Graham vs Shannon..... 3890

Hotte vs Lavoie *et vir*..... 3890

Rochon vs Gilas..... 3889

QUÉBEC :—

Le Prêt Hypothécaire vs Petitelere..... 3891

ROBERVAL :—

Gaudreault vs Girard *et al.*..... 3892La Banque Nationale vs Brassard *et al.* 3892Lamothe vs La Corporation de la paroisse
de Saint-Méthode..... 3893Ouellet vs La Corporation de la paroisse
de Saint-Méthode..... 3893

SAINT-FRANÇOIS :—

Hunt vs Bishop..... 3894

Lemay vs Godin..... 3894

Vallée vs Chouinard..... 3895

SAINT-HYACINTHE :—

Bélanger vs Bélanger..... 3896

Benoit vs Gauthier..... 8395

Choinière vs Gravel..... 3896

TROIS-RIVIÈRES :—

Dessureault vs Veillette *et al.*..... 3897

IBERVILLE :—

Langevin vs Raymond..... 3886

KAMOURASKA :—

Lebel vs Maltais..... 3886

MONTREAL :—

Asbestos Mfg Co. Lt'd vs Vaughan..... 3891

Bigras vs Chopin *et al.*..... 3890Bigras vs Briger *et al.*..... 3889Caplan *et vir* vs Yaphet..... 3888

Chaput, Fils & Cie, Itée vs Charbonneau. 3888

Geraghty vs Brennan..... 3887

Graham vs Shannon..... 3890

Hotte vs Lavoie *et vir*..... 3890

Rochon vs Gilas..... 3889

QUEBEC :—

Le Prêt Hypothécaire vs Petitelere..... 3891

ROBERVAL :—

Gaudreault vs Girard *et al.*..... 3892La Banque Nationale vs Brassard *et al.* 3892Lamothe vs The Corporation of the parish
of Saint Méthode..... 3893Ouellet vs The Corporation of the parish
of Saint Méthode..... 3893

SAINT-FRANCIS :—

Hunt vs Bishop..... 3894

Lemay vs Godin..... 3894

Vallée vs Chouinard..... 3895

SAINT-HYACINTHE :—

Bélanger vs Bélanger..... 3896

Benoit vs Gauthier..... 8395

Choinière vs Gravel..... 3896

THREE RIVERS :—

Dessureault vs Veillette *et al.*..... 3897

